

Le FROLINAT « dégage sa responsabilité » dans l'affaire des otages

LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Belgique, 12 sch.; Espagne, 13 p.; France, 5 F; Grèce, 20 dr.; Italie, 20 l.; Japon, 300 y.; Liban, 300 l.; Luxembourg, 13 F; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suisse, 1,50 fr.; Tchécoslovaquie, 100 Kčs.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS

75001 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-33 Paris

Tél. Paris n° 850512

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Accord commercial des Neuf avec la Chine

Le premier accord commercial entre la Communauté européenne et la Chine a été paraphé, vendredi 3 février à Bruxelles, après quelques jours de négociations officielles. Il s'agit d'un accord non préférentiel d'une durée de cinq ans qui a une double portée politique et économique.

Leon Sir Roy Denman, qui conduisait la délégation de la C.E.E., ce texte « illustre l'excellente qualité des relations entre la République populaire de Chine et la Communauté ». Il établit « une base pour le développement des échanges commerciaux, qui pourrait avoir une signification majeure dans les années à venir ».

Les négociations n'ont pas toujours été faciles, en dépit du travail de préparation; les deux partenaires ont débattu toute la nuit de jeudi à vendredi sur la formulation d'une « clause de sauvegarde » que la Communauté tenait à inscrire dans l'accord. Les difficultés s'expliquent de surcroît, en principe, être surmontées grâce au dialogue — et en tout cas à la consultation, en cas d'urgence — entre les deux parties. La Communauté entend se protéger contre les importations en provenance de la Chine qui pourraient mettre à mal des industries européennes. En outre, les échanges effectués en prix du marché mondial, qui constituent aussi une précaution contre d'éventuelles ventes chinoises à bas prix.

La République populaire de Chine, quant à elle, « prendra favorablement en considération les importations en provenance de la C.E.E. Les autorités chinoises à ce que les Neuf tiennent la possibilité de participer pleinement aux occasions du commerce avec la Chine. » Il s'agit, selon les experts bruxellois, d'un geste appréciable que les Chinois consentent pour la première fois. Cette « prise en considération favorable » de la part d'un pays à commerce d'État peut avoir des effets positifs pour les exportations de la Communauté.

Actuellement, les échanges commerciaux entre la Chine et la C.E.E. sont de faible importance. Le présent accord prévoit 2 milliards de dollars par an, cinq fois moins que le commerce entre la Communauté et les pays européens du Comecon. Durant les neuf premiers mois de 1977, la Chine a importé pour 770 millions de dollars de produits européens et exporté pour 670 millions. Dans l'avenir, afin de parvenir à un meilleur équilibre, les Neuf pourraient acheter davantage de matières premières chinoises (charbon, pétrole, tungstène).

Classique dans son contenu, comportant l'octroi à la Chine de la clause de la nation la plus favorisée, l'accord commercial, qui devrait être officiellement signé à Bruxelles fin mars, intervient au moment où la Chine s'oriente vers une accélération de son développement industriel et donc vers un accroissement de ses achats de biens d'équipement et de technologie. Il n'en reste pas moins que le Japon, qui considère son voisin comme un pays économiquement « complémentaire », rest de loin le principal fournisseur de la République populaire. Pour améliorer les échanges sino-européens, une commission mixte se réunira une fois l'an, tantôt à Pékin, tantôt à Bruxelles.

La Chine nourrit à l'heure actuelle une faible stratégie pour l'Europe. La signature de l'accord, insérée dans ce jeu mondial, alors que les Neuf ne parviennent pas à mettre au point un texte de même nature avec les pays de l'Est. Selon l'hebdomadaire soviétique « Nedelja », cité par l'agence Tass, la Chine « cherche à mettre à profit ses relations avec la C.E.E. pour opposer les pays occidentaux à l'U.R.S.S. ». « L'ont des négociations de Bruxelles serait selon le journal soviétique, « de discréditer les ententes réalisées à la conférence européenne d'Helsinki, d'aggraver la situation sur le continent européen et, enfin, d'appeler à renouer le bloc agressif de l'OTAN ».

Les Grands et le Proche-Orient

Le « Front arabe de résistance » souhaiterait un engagement plus grand de l'U.R.S.S.

Alors que le président Sadate antitall, à Camp-David, ses entretiens avec M. Carter, la conférence « au sommet » des pays membres du « Front arabe de résistance » devait clôturer ses travaux ce samedi 4 février à Alger par la publication d'une « charte » destinée à institutionnaliser le rassemblement créé à Tripoli en début de décembre contre le chef de l'Etat égyptien. Selon notre correspondant, les pays du Front souhaitent que l'U.R.S.S. s'engage plus à fond pour empêcher l'instauration d'une « pax americana » dans le monde arabe.

● A MOSCOU, l'agence Tass, commentant le voyage de M. Sadate à Washington, a souligné que le chef de l'Etat égyptien — après avoir abattu toutes ses cartes et rompu ses relations avec ses frères et amis, ne pouvait qu'accepter les solutions israélienne et américaine de règlement, ou bien quitter la scène politique ».

● A JERUSALEM, M. Begin a affirmé pour sa part qu'il ne nourrissait aucune inquiétude au sujet de la tournée du président Sadate aux Etats-Unis et en Europe. « Les juifs américains, britanniques et français, a-t-il dit, sont plus que jamais unis avec Israël, et nul ne parviendra à enfoncer un coin entre Israël et les juifs américains. »

● A WASHINGTON, les milieux officiels ne s'attendent pas à des « développements importants » à la suite des entretiens de Camp-David.

M. Sadate confère avec M. Carter

De notre correspondant

Washington. — Le secret des entretiens Carter-Sadate sera bien gardé, au moins pendant les deux premiers jours. La Maison Blanche a refusé de décrire sous les journalistes de suivre les deux présidents à Camp-David, dans la Maryland, où M. Carter se rend souvent en fin de semaine, mais où il n'avait reçu encore aucun dirigeant étranger. Seul, M. Jordan, principal conseiller politique de M. Carter, a été admis dans le sanctuaire, le premier soir, en compagnie des deux présidents, de leurs épouses et de la délégation égyptienne.

Les brefs discours prononcés par MM. Carter et Sadate au cours de la cérémonie d'accueil à la Maison Blanche, vendredi, ont donné quelque idée de l'état d'esprit dans lequel sont abordés les entretiens. Pour le président égyptien, il s'agit d'appeler les Etats-Unis, et plus généralement « les Américains », à

distinguer « le vrai du faux, la justice de l'injustice », à faire en sorte que les perspectives « fragiles et vulnérables » de paix ne soient pas sabotées par « la rigidité idéologique ou le fanatisme ».

Parlant devant lui, M. Carter avait été beaucoup plus prudent. Réaffirmant son désir de « maintenir le rythme » du processus de paix, il a indiqué que la « première responsabilité » dans ce effort revient aux pays engagés dans des négociations directes et s'est borné à confirmer l'engagement des Etats-Unis de contribuer à ce processus. Les porte-parole officiels sont restés tout aussi réservés, mettant en garde contre tout espoir de « développements importants » au cours de cette visite, conformément à l'esprit du gouvernement de donner à cette visite, dans la mesure du possible, un « profil bas ».

MICHEL TATU.
(Lire la suite page 4.)

Les deux camps divisés

De nouvelles divergences apparaissent dans la majorité et au sein de la gauche

Après les propos tenus, vendredi soir 3 février, à Nancy, par M. Mitterrand et, à Paris, par M. Robert Fabre, le débat entre les porteurs de la gauche se concentre sur la question de la composition d'un éventuel gouvernement et du programme qu'il appliquerait. Les porteurs du parti communiste refusent d'envisager une reprise des négociations avant que ne soient connus les résultats du second tour. M. Marchais souhaite, pour sa part, que les discussions reprennent au lendemain du 12 mars.

Dans la majorité, l'annonce de la création de l'Union pour la démocratie française est dénoncée par M. Jacques Chirac comme une « mesquinerie portuaise ». Le premier ministre n'a toujours pas pris officiellement la tête du courant giscardien, mais son cabinet insiste auprès des candidats de l'U.D.F. pour qu'ils se démarquent des représentants du parti gaulliste.

Le discours du président de la République à Verdun-sur-le-Doubs le 27 janvier dernier, ne semble pas avoir sensiblement modifié l'attitude de l'opinion publique à l'égard des formations de la majorité. Si l'on en juge en tout cas par le sondage réalisé entre le 30 janvier et le 1er février par l'Institut Louis-Harris et publié ce samedi par le *Matin* et le *Nouvel Observateur*, giscardiens, centristes, radicaux et gaullistes ne parviennent toujours qu'à recueillir 45 % des intentions de vote au premier tour, pourcentage sans changement par rapport à une enquête réalisée dans les mêmes conditions du 12 au 16 janvier.

La traduction de ce sondage en nombre de députés donne 236 sièges à la majorité et 235 à la gauche, soit une différence de 19 qui a de quoi inquiéter le chef de l'Etat et son premier ministre.

La gauche demeure donc potentiellement majoritaire (encore que le sondage en question traduise une baisse de 1 point en pourcentage des intentions de vote en sa faveur : 52 % le 16 janvier, contre 51 % le 1er février). Pourtant, le parti communiste et ses partenaires, le désaccord est toujours aussi profond, quelle qu'en soit l'apparence modérée de son relevé il y a quelques semaines.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 5.)

LE P.D.G. DE MANUFRA NCE A DÉMISSIONNÉ
(Lire page 19.)

Relance de la diplomatie indienne

Le chah d'Iran à New-Delhi

Commencée le jeudi 2 février, la visite du chah à New-Delhi coïncide avec une relance de la diplomatie indienne. Le ministre des affaires étrangères, M. Vajpayee, a plaidé pour la première fois en faveur d'un « concept d'interdépendance mutuelle entre nations allant de l'Iran à la péninsule d'Indochine et devant permettre

des échanges ininterrompus commerciaux, économiques et culturels ». Ce que l'Inde envisage, a-t-il précisé en substance, c'est une communauté d'Etats souverains et égaux. Si l'Europe est parvenue à former la communauté économique, il n'y a pas de raison que l'Asie ne soit pas capable d'en faire autant.

De notre envoyé spécial,
GÉRARD VIRATTE

New-Delhi. — A l'automne 1974, le chah s'était prononcé pour la construction d'une vaste association économique asiatique. Ce grand dessein, partagé dominicalement par les dirigeants indiens.

Nourri par les deux puissances régionales auxquelles le président Carter a récemment rendu visite, il est accueilli avec réserve, sinon méfiance, par les Etats moins importants de la région. Grands ou petits, tous ces pays ont néanmoins en commun d'entretenir d'excellentes relations avec les Etats-Unis et de dépendre à des degrés divers de l'assistance économique ou militaire de Washington. Tous ont répondu le projet de pacte de sécurité asiatique cher à M. Brejnev. Le parti communiste indien, fidèle à Moscou, ne s'y est pas trompé, qui dénonce « toute tentative de formation d'un nouveau groupe régional réactionnaire ». Depuis la défaite du Congrès aux élections indiennes.

Les nouveaux dirigeants indiens ne vont sans doute pas prêter l'oreille à une opération politique dirigée contre les pays communistes du moment où ils n'ont des liens économiques avec le Vietnam. L'Inde a cependant resserré récemment ses rapports avec les Etats-Unis. Les suites de la visite de M. Carter n'ont pas tardé à se faire sentir : Washington a rétabli le 29 janvier son assistance alimentaire interrompue en 1971, en engageant à livrer des surplus de légumineuses et d'huile végétale à l'Inde pour une valeur de 27 millions de dollars. Les conditions de remboursement de cette assistance sont très avantageuses : délai de grâce de dix ans, prêt à faible taux d'intérêt.

L'aide américaine va augmenter au cours des prochaines années : 80 millions de dollars (non compris les 27 millions) en 1977-1978, 90 millions l'année suivante. Elle n'aura toutefois pas l'ampleur qu'elle revêtait dans les années 60 et sera accordée pour l'essentiel dans le cadre multilatéral du consortium des pays qui fournissent une assistance à l'Inde.

Washington d'autre part a dénoncé le « protectionnisme des Etats-Unis, d'accorder des concessions douanières aux produits américains. Enfin, une délégation de représentants de cinquante-cinq multinationales, appartenant à neuf pays et présidée par M.O. Perceval, une délégation de représentants américains à l'agriculture, vient de participer à une « table ronde » de quatre jours avec M. Desai

et les hauts responsables de l'économie indienne. Le but de cette rencontre — la première de ce genre — était d'explorer les secteurs où des échanges de technologie et des investissements étrangers sont possibles en dépit des nombreuses mesures restrictives existantes.

Ces secteurs sont limités car l'industrie indienne se développe à l'abri d'un marché protégé. Derrière la préoccupation exprimée par les autorités d'élargir les relations économiques avec les pays asiatiques, il y a le souci d'appuyer la période de cette industrie sur les marchés extérieurs, la demande intérieure demeurant insuffisante.

La visite du chah à New-Delhi marque le ressassement des relations entre l'Iran et l'Inde. Le rapprochement entre les deux pays a été amorcé en fait il y a cinq ans, lorsque Mme Gandhi était au pouvoir.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

LA GRIPPE

Dieu est mort. Presque tout le monde n'a reçu le faire-part. Mieux est également décidé, parait-il. Le franc connaît un brutal accès de faiblesse et M. Raymond Barre risque de l'imiter.

Il pleut tous les jours. L'hiver n'en finit pas. Le yen craque une fois de plus. L'Etat italien s'écroule. Et moi j'ai la grippe.

Quelle époque !

FRANÇOIS BOTT.

Le plan de lutte contre la violence

Les policiers estiment qu'ils risquent de se trouver en situation illégale

Les policiers estiment qu'ils sont conduits à travailler dans des conditions illégales. C'est ce qui ressort d'une déclaration commune de la Fédération autonome des syndicats de police, du Syndicat des commissaires de police et tous fonctionnaires de la police nationale, ainsi que du Syndicat national autonome des policiers en civil. Cette déclaration intervient après celle de la Fédération autonome, qui avait déjà critiqué « la loi des véhicules et la perquisition d'habitations en l'absence d'officiers de police judiciaire ».

Mais ces propos ne concernent pas que l'affaire Empain, puisqu'ils visent également, pour la condamner, la création de forces de sécurité supplémentaires dans les banlieues des grandes villes, les policiers craignant que l'on n'en vienne à « la création de milices armées privées, formations tactiques ». C'est donc une large partie du plan gouvernemental contre la violence que critiquent les syndicats de policiers.

(Lire page 7.)

L'IMPARTIALITÉ AU PETIT ÉCRAN

Télé-pouvoirs

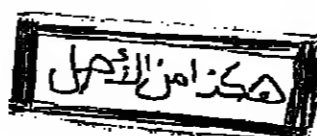
Le Livre blanc des journalistes de FR 3, « l'information bâillonnée », sera rendu public, mardi 7 février, au cours d'une conférence de presse. Ce serait donc encore de la censure, celle des régions et de l'outre-mer, qui ferait — rappelez-vous les municipales — l'objet des pressions politiques les plus pesantes et les plus insidieuses. Interventions interpellatives des notables, des élus et des grands commis de l'Etat, conseils de prudence et consignes de silence.

Mais peut-on vraiment dire que, sur l'ensemble du réseau, dans nos journaux télévisés — pour ne mentionner qu'eux, les magazines ayant une audience infiniment plus limitée, — à l'heure des actualités, les points de vue de l'opposition et ceux de la majorité soient également représentés ? Doit-on trouver normales, par exemple, la place et l'importance données sur toutes les chaînes, jeudi dernier, sous contre-pour, aux affirmations de M. Michel Poniatowski sur le nombre de ministères que réclamerait le parti communiste en cas de victoire de la gauche ?

Les Français en viennent souvent à trouver légitimes — sans doute est-ce la force de l'habitude — ces détournements du service public au profit des « ténors » de la majorité. Si, depuis la réforme de l'O.R.T.F., les informations ne sont plus que qu'elles étaient sous le « règne » du général de Gaulle et de son successeur, de simples bulletins de cour, elles sont encore loin de faire preuve de la neutralité et de la liberté dont bénéficient la plupart des sociétés de télévision dans les pays qui nous entourent.

Lire page 11 l'article de CLAUDE SARRAUTE.

Le Monde DE L'ÉDUCATION
NUMÉRO DE FÉVRIER
LE VOTE DES ENSEIGNANTS
(Un sondage exclusif de la SOFRES)



idées

PHILOSOPHIE

De Lucrèce à Michel Serres ou l'économie d'une catastrophe

par MARYSE PETITGAND (*)

Qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? Où allons-nous ? Ces questions, à l'énormé fameux, que retournait le philosophe, voici que celui-ci les laisse à d'autres, maintenant, puisqu'il admet qu'après tout, en ce siècle, le « scientifique » est bien placé pour y répondre. Qui s'en inquiète ? Seuls quelques originaux que la société rejette sur ses bords ou récupère plus vite encore ? Non, heureusement. D'autres aussi, tel Michel Serres, qui n'acceptent pour le philosophe ni l'abandon ni le renoncement, et qui prouvent par leurs travaux que la science peut être parlée par tous. Non plus l'apanage de quelques-uns, particulièrement aptes, sélectionnés, et subventionnés. Non plus l'avantage d'une classe, au sens marxiste du terme. Entendons-nous : ce n'est pas de vulgarisation dont nous parlons, qui, facilitée par les médias, a aussi ses vertus et ses spécialistes. On les connaît bien, mais nous préférons les versions originales aux

versions donblées ; aussi pour quel un philosophe d'aujourd'hui ne prendrait-il pas « ce beau risque », dont parlait déjà Platon, de rendre la science communnicable, par d'autres moyens, bien sûr, que ceux de la vulgarisation ? Ni traducteur ni traître. Fidèle messager des dieux, Hermès (1) : dieu de l'éloquence, du commerce et... (des voleurs !). J'espère que cela ne déplaira pas à Michel Serres de voir apparaître de la sorte le titre de ses œuvres majeures, et plus précisément cette lecture de Lucrèce (2), qu'il vient de nous livrer et qui est bouleversante. A mon avis, Michel Serres est le seul, parmi nous, qui peut faire entrer chacun — comme l'a fait Gaston Bachelard, mais par des voies tout à fait différentes — dans la communauté scientifique. Il nous livre, en effet, sans que nous ayons à fournir d'entrée une caution mathématique ou linguistique, le texte même de la science contemporaine, de la physique jusqu'à l'histoire.

tre navigation et ce nouveau commerce que nous entrepreneurs avec la nature et ses sciences vont nous ouvrir le passage vers la culture et les sciences humaines. Hermès, après le Dégel, vient demander à Dédaleon ce qu'il désire. Oh bien ! Dédaleon désire des compagnons. S'agit-il de ce passage du Nord-Ouest ? de l'existence duquel on doutait encore ? (et que Michel Serres aurait trouvé, guidé par Lucrèce). Certes, les commentateurs se sont plu à relever les difficultés de cette doctrine traçant le long cheminement de l'humanité depuis l'état primitif jusqu'à l'état civilisé. La doctrine, semble-t-il, comme pour le cinéman, ne pourrait éviter l'échec de l'insupportable en quelque sorte, lorsque apparaît de fait le progrès de l'humanité contre une nature hostile informe pour le piler à ses besoins, et un « contrat social » qui institue des cités justes et pacifiques à l'encontre de la violence universelle.

Dès lors, une double analyse va provoquer un autre court-circuit, aussi aveuglant que celui de la mathématique archimédienne avec la tradition atomiste, le court-circuit de l'histoire de la nature et de l'histoire des hommes, de l'histoire des sciences et de l'histoire des religions. Nous avons parlé d'isomorphisme de modèles. Nous pouvons parler d'isomorphisme. L'éthique part bien entendu encore du cinéman, qui n'est plus à considérer ici seule-

ment comme l'opérateur des formations mais comme déclin. 1) Nous allons y lire le théâtre de la descente irréversible, l'usage des compléments qui forment le monde. Du chant I au chant VI du *De Natura Rerum*, c'est la dérive de l'Univers, la dérive de l'ordre au désordre. Au beau milieu du discours sur les atomes, ce traité de l'âme est donc bien placé qui — la théorie du connaître étant isomorphe à celle de l'être — se connaît : « la nature tout entière court la dissolution et la mort ». Ne retrouvons-nous pas cela, lorsqu'en formulant mathématiquement l'histoire tend vers un « maximum ». Principe qui est, selon Bergson, la plus métaphysique des lois de la nature. Entropie : fièvre du temps.

Psychologie en miettes

Dans son livre sur la psychanalyse, le psychiatre allemand Schultz raconte sa rencontre avec Freud ; il s'exprime, observe-t-il, dans une langue classique et châliée. La première question qu'il lui posa fut : « Vous ne croyez pas réellement que vous êtes capable de guérir ? » En aucune façon, répondit Schultz, mais je pense, à la façon d'un jardinier, écartier les obstacles qui entravent la croissance personnelle. « Dans ce cas, nous nous entendons », ajouta Freud en souriant.

Les Chinois aiment à dire que la plus courte chemin qui mène à la découverte de soi passe par la mort entière.

C'est une psychanalyste, Ginette Raimbault, qui observe justement que, si le groupe social désigne la mort comme le pire des maux, chacun de nous pris individuellement reconnaît qu'il existe, au moins pour lui, autre chose de plus encore : l'infirmité, l'exclusion, la solitude, l'exil, la folie, bref, tout ce qui est perte d'intégrité physique ou mentale, perte d'estime ou d'amour. « N'être plus entier », « n'être plus aimé », entre deux, écrit Ginette Raimbault, s'étend le champ des blessures narcissiques devant lesquelles la mort peut être souhaitée comme douce.

Curieusement, aujourd'hui, qui-conque choisit d'exercer un contrôle sur sa propre mort (« Le suicide est un moyen d'indépendance », écrit déjà Benjamin Constant au dix-neuvième siècle », et, à cet égard, tous les pouvoirs le haïssent ») apparaît presque de droit un psychiatrie. Ce dernier, qui considère toujours le désir de vivre comme une aspiration humaine légitime, mais pas le désir du mourir — sans doute n'est-il jamais entendu le célèbre cri : « Donnez-moi la liberté ou donnez-moi la mort ! » — dira :

« Donnez-lui des électrochocs, des oxygènes, la lobotomie, même une longue vie à l'hôpital, mais ne le laissez pas choisir la mort ! ». Et, par ce biais, comme l'observe Szasz, il débouche à l'étrange le seul valeur spirituelle dont il a besoin pour vivre une vie pleine de sens ou pour mourir d'une mort pleine de sens, elle aussi : le respect de ses propres décisions.

ROLAND JACCARD.

* Agrégée de philosophie.

Le tourbillon

Michel Serres nous montre que notre science moderne et contemporaine est plus âgée qu'on ne le pensait. Il suffit de citer ici, par exemple, l'interprétation passionnante qu'il donne de la déclinaison, ce phénomène, qui avait toujours été considéré, à cause de sa spontanéité, — de Cicéron à Marx, et aux déterministes modernes en général — comme une quadruple absurdité : logique, géométrique, mécanique, physique.

Alors qu'il suffit pour le comprendre, comme le fait la « révolution » scientifique moderne, de jouer Archimède contre Aristote ; donc de réactualiser l'idée centrale — sa seule idée, même — l'idée d'écart et de déphasage ! En effet, avec l'histoire mathématique de l'angle apparaît en même temps que la courbe, nous passons d'une mathématique raffinée (déjà les différentielles), mais qui nous est familière (car elle est celle de nos pratiques quotidiennes, de nos travaux et de nos jeux, entre autres le jeu de la balle), au modèle physique non seulement du monde épicurien, mais du monde moderne. (Je rappelle que le cinéman désigne cette déviation brusque, en un lieu et un moment complètement indéterminés, d'un atome parmi les atomes tombant uniformément dans la vide, Michel Serres nous

propose le modèle d'une catastrophe, confusion et tourbillon en sein de l'écoulement, l'atome/luminaire. Le cinéman est une flèche. Il est comme le plus petit angle différentiel à la spirale tourbillonnaire, qui avait toujours été considérée, à cause de sa spontanéité, — de Cicéron à Marx, et aux déterministes modernes en général — comme une quadruple absurdité : logique, géométrique, mécanique, physique.

Cet « écart à l'équilibre », en somme, qui dissipe un état primordial de chaos duquel il ne pouvait rien naître ni exister, est donc à la fois l'origine et l'explication du tourbillon, qui concilie les atomes comme la spirale concilie les points. C'est bien l'origine des choses, et le commencement de l'ordre. Fleuves et tourbillons : voici les deux voies qui mènent aux deux sciences à quel se réduit toute la physique, toute physique ; ne nous dit-on pas en général que la nature cherche un équilibre à travers la fluence et cherche la fluence à travers l'équilibre ? L'on ne peut qu'être frappé, en nous voyant à l'œuvre, de l'isomorphisme du modèle épicurien et des modèles qui nous sont proposés aujourd'hui, lorsque nous voyons le succès de la thermodynamique, son application même à l'heure actuelle, non seulement aux processus biologiques, mais aussi à la théorie de l'information.

Le sacrifice

Lire Lucrèce, ce n'est donc pas revenir à la source première, se délecter au jardin d'Épicure avec quelques amis d'un poème en latin. C'est au contraire en par-

lant le langage de ce temps entrer de plain-pied dans la modernité scientifique. Continuons : nous aurons d'autres étonnements. Voici que no-

meur de son travail, comme je l'ai dit en commençant — ne font pas la théorie d'une catastrophe, mais en présentent au contraire l'économie.

Sans doute parlons-nous partout de la langue de l'équilibre et de la mort. Mais de même la science « sauve » les phénomènes, car elle établit l'ordre émergeant du désordre, en fondant les lois de la formation de l'équilibre — dans la catastrophe — et dans l'ordre, précisément — de même, le poète « sauve » du bruit la parole humaine. Par la musique, évidemment, retour du rythme et de la mesure. Deux des formes et des lois. Nous pouvons donc localement remonter l'irréversible.

C'est le moment pour nous de rappeler que le texte de Lucrèce s'ouvre par une invocation à Vénus : « Obtiens que cependant les farouches trépasse de la guerre à travers mers et terre s'apaisent assoupis ». Vénus nourricière née de l'écume, du tourbillon principal, par l'amour triomphe de Mars, le violent, le grand liquidateur, en même temps que se lève au-dessus du poème la grande figure d'Épicure. Calme de l'âme et lumière

meur de son travail, comme je l'ai dit en commençant — ne font pas la théorie d'une catastrophe, mais en présentent au contraire l'économie. Sans doute parlons-nous partout de la langue de l'équilibre et de la mort. Mais de même la science « sauve » les phénomènes, car elle établit l'ordre émergeant du désordre, en fondant les lois de la formation de l'équilibre — dans la catastrophe — et dans l'ordre, précisément — de même, le poète « sauve » du bruit la parole humaine. Par la musique, évidemment, retour du rythme et de la mesure. Deux des formes et des lois. Nous pouvons donc localement remonter l'irréversible.

C'est le moment pour nous de rappeler que le texte de Lucrèce s'ouvre par une invocation à Vénus : « Obtiens que cependant les farouches trépasse de la guerre à travers mers et terre s'apaisent assoupis ». Vénus nourricière née de l'écume, du tourbillon principal, par l'amour triomphe de Mars, le violent, le grand liquidateur, en même temps que se lève au-dessus du poème la grande figure d'Épicure. Calme de l'âme et lumière

Pierre Bayle, ou l'obsession du mal

par Jean LACROIX

Pierre Bayle, né en 1647 et mort en 1706, à l'âge de cinquante ans la philosophie des Lumières. Au dix-septième siècle, il a joué d'une extraordinaire renommée, et pendant longtemps on a admiré en lui l'impie qui s'est attaqué à tout, notamment au dogme, à la théologie, à l'autorité ; on le représentait encore parfois comme l'annonciateur de l'esprit encyclopédique. Cependant, depuis le début de notre siècle, on le connaît mieux ; on a découvert qu'il était resté chrétien, protestant, et Mme Labrousse notamment a éclairé sa pensée en la référant au milieu religieux (huignot) et philosophique (Descartes et Malebranche) qui fut le sien. Mais le livre *Pierre Bayle ou l'obsession du mal*, de Jean-Pierre Jossua, vient de lui consacrer, va directement et profondément jusqu'à la source de sa pensée et de son existence, intimement liées. Ainsi se manifeste, dans une forme et un style différents, l'extraordinaire actualité de ce philosophe chrétien qui fut, d'une certaine manière, le plus violent critique du christianisme.

Le problème du mal est avant tout un problème existentiel, parce que toute sa vie y a été affrontée, et Bayle ne tolérera pas que Leibniz s'imagine le résoudre abstraitement, par des syllogismes. Condamné à errer sans cesse comme un exilé, fidèle à la Réforme, et cependant en butte aux suspensions et vexations de ses coreligionnaires, n'ayant d'attaches profondes qu'avec sa famille, dont il doit vivre éloigné, cause involontaire de l'emprisonnement et de la mort en prison de son frère préféré, Jacob, auquel il avait envoyé son livre *Critique générale*, malade toute sa vie, il meurt comme un vieillard à cinquante-neuf ans. L'histoire de sa pensée sera celle d'une crise vécue. L'existence du mal lui paraît de plus en plus inconciliable avec celle d'un Dieu Tout-Bon et Tout-Puissant. Mais, aux objections contre la raison théiste et théologique, il opposera toujours la soumission inconciliable à la foi.

Le sentiment lancinant de la présence

envahissante du mal, c'est la réalité humaine. On peut dire que l'univers entier chante la gloire de Dieu, à condition d'ajouter que ce n'est pas le cas de l'homme, cet être « méchant et malheureux ». Les maux qui naissent de la faiblesse de notre raison ne sont pas moindres que les souffrances, les maladies et les misères de toutes sortes. Il est vrai que l'homme est un être conscient, mais la conscience qu'il prend de ses maux ne fait que les redoubler et les prolonger. L'ultime question est la plus grave : Dieu semble avoir voulu que l'homme péchât et que le premier péché fût une chose contagieuse. Il a préparé un genre humain une vie de maux et, après cette vie, « un enfer où presque tous les hommes seront éternellement tourmentés ». Certes, notre univers comporte du bien : il est plutôt un mixte de bien et de mal. La question se pose alors — Bayle a beaucoup discuté avec les manichéens — d'une hypothèse dualiste, qu'il n'accepte pas, mais qui est une vraie tentation : le mal n'a-t-il pas une source différente de celle du bien ? En fait, il y a si peu de bien que nous n'avons pas à choisir entre le bien et le mal, mais entre le mal et le pire. Il n'est pas seulement inexplicable, mais incompréhensible qu'un Dieu ait créé une telle situation pour des êtres qu'il aime. Les croyants veulent donner des explications philosophiques ou (et) théologiques : elles sont encore plus scandaleuses que le problème lui-même. L'apologétique n'est qu'une forme hypocrite du mal.

Tout repose sur la même question fondamentale : comment le mal peut-il exister au regard de la bonté justement attribuée à Dieu ? Nébert, auquel on pense sans cesse en lisant le livre de Jossua, appelle le mal : l'injustifiable. C'est tout à fait la position de Bayle, mais, selon ses conceptions propres, il se fait le perpétuel interrogateur de Dieu : comment, sous l'emprise d'un être infiniment bon et puissant, les peines peuvent-elles trouver place ? La raison ne peut

admettre qu'un Dieu, capable de faire des créatures toujours saintes et heureuses, ait pu préférer qu'elles fussent criminelles et éternellement malheureuses. On objecte que le mal ne vient pas de Dieu, mais de l'homme, et qu'il lui est intérieur. Mais alors, qu'y a-t-il de mal ? On dit encore que l'ignorance, l'erreur et la faute sont naturelles chez des créatures finies. Mais alors, pourquoi le mal, puisqu'il faudrait aussi soutenir que les saints du paradis, qui ne deviennent pas Dieu et ne sont pas parfaits, ne sauraient exister sans pécher. Rationnellement, Bayle va jusqu'à déclarer absurde le fait d'un Dieu qui a besoin de souffrir pour montrer son amour et pardonner.

A ces multiples difficultés, la réponse est toujours la même : tout s'explique par la liberté humaine. Mais la liberté au sens de libre arbitre n'est pas certaine. Elle est même inconciliable avec la prescience et la prédestination. Ce n'est pas un argument de dire que les hommes croient à cette liberté : ceux qui n'examinent rien à fond s'imaginent libres, mais ceux qui étudient « les ressorts et circonstances » de leurs actions doutent pour le moins de leur « franc arbitre ».

En réalité, on peut et doit concevoir une forme plus élevée de la liberté : celle qui suit toujours les jugements de l'esprit et ne réside pas à ce qui est connu avec certitude comme bon et vrai. Quand on a pleinement compris une vérité, on ne peut s'empêcher de l'admettre. Cesse-t-on d'être libre quand on sait que 2 et 3 font 4 ? Au lieu de cette liberté raisonnée, liée au jugement, Dieu a prêté à l'homme une liberté indépendante de la raison qui risque de faire de lui « le plus indisciplinable des animaux ». Les meilleurs philosophes chrétiens emploient les pires sophismes pour justifier Dieu ; par exemple, Leibniz soutenant que le mal est purement négatif et qu'il est nécessaire dans l'ensemble de la création pour mieux éclairer le bien, comme l'ombre dans un tableau fait ressortir la lumière, ou Malebranche, affirmant que

Dieu doit à lui-même de n'imposer au monde que des lois générales, qui peuvent nécessairement aboutir à de mauvais résultats dans des cas particuliers. Pour ma part, quand je lis la théodicée leibnizienne, j'ai toujours envie de dessiner un procès d'assises où l'avocat, se tournant vers son client, Dieu, lui dit : « Ne t'en fais pas : je te ferai acquitter. »

Cependant, et c'est tout le paradoxe de cet étonnant penseur, la démarche baylienne s'achève par un recours au caractère ineffable des desseins divins. Le problème du mal engloble la raison, mais la foi peut et doit nous soutenir. Un fidèle raisonneur, c'est ainsi que le qualifie Borne. Ce fidèle, Bayle semble bien l'avoir conservé toute son existence. Peu de jours avant sa mort, il écrivait à son ami Terson : « Je pense que je n'ai plus que quelques moments à vivre ; je meurs en philosophe chrétien, persuadé et pénétré des bontés et de la miséricorde de Dieu. » Que signifie, au début du dix-huitième siècle, mourir en « philosophe chrétien » ? Philosophes avait bien des sens. Il pouvait signifier incrédule, volontaire et obstinée : une « religion philosophique » dégageait de l'obligation de croire. Mais philosophe signifiait aussi, souvent, vivre en ascète : être philosophe, c'était pratiquer le détachement. Qu'apporte alors l'ajout « chrétien » ? Avec beaucoup de finesse et de nuances, Jossua montre que l'expression « philosophe chrétien » semble employée dans un sens de résignation nuancée d'espérance. Cette formule désignerait alors un détachement propre au philosophe et qui dépasse en même temps la philosophie : il le prépare à l'attachement suprême et il est accentué par la foi, colorée elle-même par l'espérance chrétienne.

* Pierre Bayle ou l'obsession du mal, par Jean-Pierre Jossua, Aubier-Montaigne 1977. 1 volume de 180 pages, et aussi l'article de Borne, « Un fidèle raisonneur : Pierre Bayle », dans le *Grès* 13-16 octobre 1977.

Le Monde

étranger

LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le départ de M. Leber a permis au chancelier de rajouter son équipe

Bonn. — Treize mois seulement après sa formation, le gouvernement de coalition social-démocrate et libéral subit un remaniement profond. Le chancelier Schmidt n'avait envisagé une telle réorganisation que dans le cours de l'année. Il y a été contraint par les événements, en particulier l'affaire d'espionnage Lysa et le scandale des écoutes téléphoniques et des micros du ministère de la défense. Après onze années de bons et loyaux services au sein du gouvernement, M. Leber est parti, sans que son honneur personnel ait d'ailleurs été mis en cause par qui que ce soit, parce qu'il n'était plus en mesure de contrôler ce qui passait dans son ministère.

Annoucé dans la journée du vendredi 3 février, il touche six ministres importants et introduit dans l'équipe dirigeante trois « jeunes » qui n'occupaient jusqu'ici que des fonctions de secrétaires d'Etat, et un quatrième qui n'était que député. Le remaniement devrait, selon le chancelier, donner « des impulsions nouvelles » à l'action d'un gouvernement qui manifestait des signes de fatigue.

Si de nouveaux visages apparaissent ainsi sur les bancs gouvernementaux, l'équilibre politique est cependant respecté. En ce qui concerne la défense, on s'attendait généralement à ce que M. Leber abandonne les finances pour prendre en main les affaires de la Bundeswehr. Invoquant son manque de connaissance des affaires militaires, il a toutefois demandé le maintien en place du secrétaire d'Etat au ministère de la défense, M. Andreas von Bülow, auquel M. Schmidt voulait proposer un autre poste.

La seule surprise est que le portefeuille des finances soit confié à M. Hans Matthöfer, jusqu'ici ministre de la recherche et de la technologie, et longtemps classé parmi l'aile gauche du parti social-démocrate. Il est vrai que M. Matthöfer a donné des gages suffisants à la majorité de son parti, en refusant de suivre ses amis hostiles au développement de l'économie nucléaire.

Quant aux nouveaux membres du gouvernement, ils appartiennent à ce qu'on appelle le « centre gauche », l'accent étant mis sur le premier terme plutôt que sur le second. Le benjamin est M. Volker Hauff, qui, à trente-sept ans, prend en main le ministère de la recherche et de la technologie, où il n'était, jusqu'ici, que secrétaire d'Etat.

Après le remaniement ministériel du 3 février, le gouvernement de M. Helmut Schmidt est composé de la façon suivante :

- Chancelier : M. Helmut Schmidt (S.P.D.) ; ministre chargé de mission spéciale auprès de la chancellerie : M. Hans-Jürgen Wischnewski (S.P.D.) ; Ministre des affaires étrangères (vice-chancelier) : M. Hans Dietrich Genscher (F.D.P.) ; ministres des affaires étrangères adjoints : M. Klaus von Dohnanyi (S.P.D.) et Mme Hildegarde Hamann-Brosch (F.D.P.) ; Intérieur : M. Werner Maihofer (F.D.P.) ; secrétaire d'Etat parlementaire : M. Andreas von Bülow (F.D.P.) ; Justice : M. Hans-Jochen Vogel (S.P.D.) ; secrétaire d'Etat parlementaire : M. Hans de Witth (S.P.D.) ; Finances : M. Hans Matthöfer (S.P.D.) ; secrétaire d'Etat parlementaire : M. Karl Haehner (S.P.D.) ; Economie : M. Otto Lambdort (F.D.P.) ; secrétaire d'Etat parlementaire : M. Martin Gruener (F.D.P.) ; Agriculture : M. Josef Ertl (F.D.P.) ; secrétaire d'Etat parlementaire : M. Georg Gallus (F.D.P.) ; Travail et santé : M. Herbert Ehrenberg (S.P.D.) ; secrétaire d'Etat parlementaire : M. Hermann Buschfort (S.P.D.) ; Défense : M. Hans Apel (S.P.D.) ; secrétaire d'Etat parlementaire : M. Andreas von Bülow (S.P.D.) ; Famille : Mme Antje Huber (S.P.D.) ; secrétaire d'Etat parlementaire : M. Karl-Friedrich Zander (S.P.D.) ; Postes et télécommunications : M. Kurt Gscheidele (S.P.D.) ; secrétaire d'Etat parlementaire : M. Ernst Baar (S.P.D.) ; et Lothar Wrede (S.P.D.) ; Construction : M. Dieter Haack (S.P.D.) ; Relations interalliées : M. Egon Franke (S.P.D.) ; secrétaire d'Etat parlementaire : M. Egon Hoehmann (S.P.D.) ; Recherche et technologie : M. Volker Hauff (S.P.D.) ; Education : M. Jürgen Schmude (S.P.D.) ; secrétaire d'Etat parlementaire : M. Peter Glotz (S.P.D.) ; Coopération économique : M. Rainer Orfegeld (S.P.D.) ; secrétaire d'Etat parlementaire : M. Alwin Brueck (S.P.D.) ;

De notre correspondant

Qu'à présent, que secrétaire d'Etat parlementaire. Jamais encore la République fédérale n'a connu un ministre aussi jeune. Auparavant, M. Hauff avait déjà été le plus jeune député et le plus jeune secrétaire d'Etat.

M. Jürgen Schmude, âgé de quarante et un ans, devient responsable de l'éducation. Il n'occupait aucun poste et a été surpris par sa nomination, décidée alors qu'il se trouvait en Afrique du Sud. Le portefeuille de la construction est attribué à M. Dieter Haack, connu en particulier pour sa grande piété, qui était également secrétaire d'Etat dans ce qui devient désormais son ministère. Enfin, M. Rainer Orfegeld, âgé de quarante ans, est désormais ministre de la coopération, après avoir été secrétaire d'Etat aux finances.

Les dirigeants libéraux ont promis de poursuivre loyalement leur coopération au sein du cabinet, rénové. Encore reste-t-il à voir si les rapports entre M. Apel et le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, seront aussi

harmonieux que dans le passé. L'ancien ministre de la défense, M. Leber, avait, en effet, laissé très largement à son collègue libéral le soin de définir l'attitude de la République fédérale dans les domaines comme celui du désarmement et de la coopération avec les alliés. Rien n'indique que M. Apel fasse preuve d'une égale souplesse.

Les réactions sont naturellement assez différentes chez les chrétiens-démocrates. Ceux-ci s'élèvent contre le fait qu'un domaine aussi essentiel que la défense soit confié à un homme qui, de son propre aveu, ne connaît rien aux choses militaires.

Aussi le président de la C.D.U., M. Helmut Kohl, affirme-t-il que le remaniement pourra tout au plus retarder le processus de désintégration du gouvernement de M. Schmidt. S'il s'agit d'une « aggrégation manifeste », il n'en demeure pas moins que, depuis bien des semaines déjà, les tensions de la coalition avaient perdu tout élan, et se contentaient de réagir aux événements plutôt que de les devancer.

JEAN WETZ.

M. MATTHÖFER
ministre des finances

M. Hans Matthöfer, qui était jusqu'ici ministre de la recherche et de la technologie, est né le 25 septembre 1925 à Bochum. Il appartient à l'aile catholique du mouvement syndical, mais n'a entrepris durant sa jeunesse des liens très étroits avec la gauche et même l'extrême gauche du S.P.D.

Venant d'une famille ouvrière, M. Matthöfer est un autodidacte qui termina brillamment des études économiques et sociales à l'université de Fribourg, puis qu'il alla à Madison, au Wisconsin. En 1957, il n'occupait qu'un poste d'expert dans la mission ouest-allemande à Paris.

Revenu à l'action syndicale, il a remporté un grand succès en organisant les travailleurs de l'usine Ford à Cologne. En tant que membre de la Fédération internationale des syndicats libres, il a soutenu les militants ouest-allemands devant les tribunaux français.

Avant de se voir confier le portefeuille de la recherche et de la technologie, il avait occupé le poste de secrétaire d'Etat parlementaire au ministère de la coopération dans le gouvernement de M. Willy Brandt.

PORTRAIT

M. HANS APEL

Un professionnel de la politique

« Je déclinerai, à coup sûr, l'offre de devenir ministre de la défense. » C'est ce qu'écrivait M. Hans Apel il y a seulement deux ans. Aujourd'hui, il s'installe dans le fauteuil laissé vacant par la démission de M. Leber.

Agé de quarante-cinq ans, le nouveau ministre de la défense a réussi la tour de force de s'assurer déjà sa place au sein de la « vieille garde » du parti social-démocrate. Certes, son visage continue de refléter une expression quelque peu naïve, voire entêtée ; mais cela n'empêche qu'il soit, depuis un certain nombre d'années déjà, considéré par les Allemands comme un professionnel de la politique.

C'est à lui que l'on a souvent eu recours au Bundestag, lorsqu'il s'agissait de défendre le gouvernement social-démocrate en difficulté. Son tempérament était particulièrement adapté à des tâches de ce genre. M. Apel ne manque pas de confiance en lui-même, ni même, parfois, d'une certaine agressivité. Celle-ci ne se manifeste d'ailleurs pas seulement à Bonn. Lors des négociations sur l'établissement du Fonds régional européen, où il représentait le S.P.D., non seulement il se permit de critiquer l'attitude de la France d'une façon tout à fait ouverte, mais il s'efforça aussi de dicter au public le gouvernement de Paris le politique qu'il aurait dû, selon lui, adopter. Même à Bonn, cette manière de négocier fut assez sévèrement jugée, et l'opposition chrétienne-démocrate lui reprocha de recourir à des méthodes un peu trop « brutales ».

L'un des atouts de M. Apel est la confiance dont il jouit de la part de Helmut Schmidt. Tous deux sont originaires de Hambourg et partagent les mêmes convictions politiques. Chez les sociaux-démocrates se manifeste parfois un certain « patriotisme » de l'Allemagne du Nord. Ceux qui viennent de Hambourg et de ses environs se considèrent volontiers comme plus sérieux, plus solidaires, que les « mériquons » de la Rhénanie. Des liens de ce genre ne sont pas négligeables.

Né le 28 février 1932 dans une famille petite-bourgeoise, M. Apel a été contraint, durant sa jeunesse, de se battre durement pour assurer son ascension

sociale. Après avoir fait son apprentissage dans le commerce, il obtint un doctorat de sciences politiques sous la direction du professeur Karl Schiller, qui devait devenir le « super-ministre » de l'économie et des finances dans le gouvernement du chancelier Brandt.

Au début de sa carrière, M. Apel se consacra tout particulièrement à l'Europe. A la fin des années 60, il devint ténor du socialisme européen, poste qui lui permit de se familiariser avec les langues française et anglaise, dans lesquelles il s'exprime aujourd'hui sans le moindre effort. Une dizaine d'années plus tard, et après avoir été élu au Bundestag, il se vit attribuer le poste de secrétaire d'Etat pour les affaires européennes au ministère des affaires étrangères, qui était alors dirigé par M. Walter Scheel. Sa réputation de politicien pragmatique trouva à une occasion de se confirmer.

M. Apel n'a jamais accepté « l'Europe des patries » et s'est toujours prononcé pour une authentique fédération des Etats européens, tout en reconnaissant que cette route sera « encore très longue ».

Invitant à sa manière la philosophie hégélienne, il a souvent soutenu que l'accumulation « quantitative » de mesures communautaires pourrait, en fin de compte, aboutir à un changement « qualitatif » dans les rapports entre les nations.

Au poste de ministre des finances, qu'il occupa jusqu'à ces derniers jours, M. Apel a joué le rôle d'un technocrate efficace, d'homme fidèle à la philosophie orthodoxe des sociaux-démocrates allemands. Puis, à la fin de son mandat, il a été élu à la présidence du Bundestag, où il a été élu à la présidence du Bundestag, où il a été élu à la présidence du Bundestag.

La formule proposée est tellement équivoque que les parlementaires de la démocratie chrétienne ont suspendu leur jugement. Les membres de la direction eux-mêmes ont donné aux journalistes deux versions différentes de cette trouvaille de M. Andreotti, adoptée à l'unanimité après plusieurs heures de débat. Prudemment, l'Union, organe officiel du P.C.I., titre ce samedi 4 février : « La D.C. n'a modifié sa position, mais l'issue politique reste ambiguë. » Le quotidien du parti socialiste est à peine plus nerveux.

Reconnaissant que « la phase des abstentions » est close, la démocratie chrétienne suggère une majorité qui n'est pas dite son nom. Or ses partenaires réclament avec insistance une majorité explicite, après avoir renoncé à leur remède d'un gouvernement d'union nationale. Surtout, il faut que chacun bapaise à son gré la nouvelle phase politique pour rassurer ses troupes ?

ROBERT SOLÉ.

M. Klarsfeld publie des documents signés des principaux responsables de la déportation des juifs français et belges

Au moment où l'assassinat de quelques milliers de juifs européens par les nazis au cours de la dernière guerre est contesté par des groupements divers, M. Serge Klarsfeld et sa femme Beate ont annoncé au cours d'une conférence de presse, vendredi 3 février à Paris la publication de deux ouvrages de références qui constituent à leurs yeux les actes d'accusation irréfutables de quelques-uns des principaux responsables de la déportation et de la mort des juifs français et belges (1).

Le premier de ces ouvrages, écrit en allemand par M. Klarsfeld sous le titre *Die Endlösung der Judenfrage in Frankreich* (La solution finale de la question juive en France), contient cent trente-six documents émanant des autorités d'occupation allemandes entre 1941 et 1944. Classés par ordre chronologique, ils prouvent de la « section anti-juive » de la Gestapo et expliquent, dans toute leur sécheresse administrative, comment « une petite équipe allemande appuyée par la police de Vichy », a soutenu l'autre, puis, de façon indirecte, exterminé quatre-vingt mille personnes, dont dix mille enfants.

Parmi les signataires ou les destinataires de ces lettres et documents figurent trois des hommes qui portent les plus lourdes responsabilités dans le massacre de la population juive : Kurt Lischka, chef de la Gestapo en France, aujourd'hui procureur en retraite à Cologne ; Herbert Hagen, chef de la police de Bordeaux et conseiller politique de la SS en France, aujourd'hui directeur commercial à Wiesbaden ; et Ernst Achenbach, chef de la section politique de l'ambassade allemande à Paris sous l'occupation. Mais on y trouve également les noms d'Ernst Heisterkamp, qui s'est occupé plus particulièrement de la déportation des enfants et des vieillards, et qui est aujourd'hui avocat à Mülheim ; et de quelques-uns des principaux responsables de la déportation des juifs : Ernst Dietrich, chef de la police d'Angers, aujourd'hui notaire et avocat à Leer ; Fritz Merdsche,

chef de la police d'Orléans, responsable, entre autres, de l'assassinat de trente personnes jetées vivantes dans un puits près de Bourges « parce qu'il n'y avait pas de transport pour le camp de Drancy », aujourd'hui juge retraité et journaliste juridique à Francfort ; August Moritz, adjoint aux chefs des polices d'Orléans, de Marseille et de Lyon, employé à Hambourg ; Karl-Heinz Müller, chef de la Gestapo de Toulouse, aujourd'hui commissaire principal à la retraite.

A ces noms, M. Klarsfeld a ajouté ceux de deux des principaux responsables de la déportation et de la mort de vingt-cinq mille juifs de Belgique : Ernst Ehlers, juge retraité au Schleswig, et Kurt Asche, employé à Hambourg.

M. Klarsfeld a présenté un autre ouvrage, *La solution finale de la question juive*, essai sur les principes de la « section anti-juive » de la Gestapo et expliquant, dans toute leur sécheresse administrative, comment « une petite équipe allemande appuyée par la police de Vichy », a soutenu l'autre, puis, de façon indirecte, exterminé quatre-vingt mille personnes, dont dix mille enfants.

Parmi les signataires ou les destinataires de ces lettres et documents figurent trois des hommes qui portent les plus lourdes responsabilités dans le massacre de la population juive : Kurt Lischka, chef de la Gestapo en France, aujourd'hui procureur en retraite à Cologne ; Herbert Hagen, chef de la police de Bordeaux et conseiller politique de la SS en France, aujourd'hui directeur commercial à Wiesbaden ; et Ernst Achenbach, chef de la section politique de l'ambassade allemande à Paris sous l'occupation. Mais on y trouve également les noms d'Ernst Heisterkamp, qui s'est occupé plus particulièrement de la déportation des enfants et des vieillards, et qui est aujourd'hui avocat à Mülheim ; et de quelques-uns des principaux responsables de la déportation des juifs : Ernst Dietrich, chef de la police d'Angers, aujourd'hui notaire et avocat à Leer ; Fritz Merdsche,

(1) Les deux ouvrages sont disponibles gratuitement au Centre de documentation juive contemporaine, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris.

A TRAVERS LE MONDE

Congo

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JURISTES DÉMOCRATES a lancé, vendredi 3 février, un « présent » au gouvernement congolais pour qu'il cesse l'exécution d'« exécutions sommaires », dans un communiqué remis à la presse par M. Jean-Pierre Mignard. Par ailleurs, plusieurs personnalités françaises,

dont Simone de Beauvoir, Jean-Paul Sartre, Michel Léris et l'écrivain congolais Saliy N'Goma, ont signé une lettre à la République du Congo à ne pas substituer la répression aux débats et luttes politiques. Enfin, José-Silvestre Alié, envoyé spécial de l'Organisation de l'unité africaine au Congo, a été expulsé par les autorités congolaises au lendemain de son arrivée.

Espagne

LE ROI JUAN CARLOS D'ESPAGNE a été invité par le gouvernement chinois à effectuer un voyage officiel en Chine populaire au printemps prochain, a-t-on appris de sources diplomatiques bien informées à Pékin, le 3 février. Le souverain, croit-on, serait attendu en mai.

Hongrie

LE JEUNE ECRIVAIN HONGROIS MIKLOS HARASZTI, auteur de l'ouvrage *Salute aux pièces* (Le Monde du 24 août 1976), a obtenu un visa pour se rendre en Allemagne fédérale. Il gagnera, Berlin le 15 février, où il attendra une bourse d'études d'un an.

Maroc

LES QUATRE-VINGT-TROIS MILITANTS DU MOUVEMENT PROGRESISTE ET LYCÉEN détenus à Meknès ont mis fin à la grève de la faim qu'ils avaient entreprise le 16 janvier après avoir obtenu une simplification des mesures organisant les visites des familles. En revanche, les militants et sympathisants marxistes-léninistes, dits « frontaliers », détenus à la prison de Kenitra, qui avaient suivi à

la fin de l'année 1977 une longue grève de la faim, ont repris leur mouvement, à l'annonce à Paris le Comité contre la répression au Maroc (14, rue de Nanteuil, 75014 Paris).

Soudan

LE SOUDAN a ouvert, vendredi 3 février, ses liaisons aériennes avec l'Ethiopie après une interruption d'un an, a rapporté la radio éthiopienne. La reprise des vols fait suite à l'accord conclu entre les deux pays en décembre, au Sierre-Leone, sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.). Les deux pays s'étaient alors mis d'accord pour régler leurs différends par la négociation. — (Reuters).

Union soviétique

UNE LETTRE DEMANDANT A M. GISCARD D'ESTAING d'intervenir en faveur d'Edouard Kouninev a été adressée au président de la République par MM. Jean Daniel, Jean-Marie Domenach et Jean d'Ormesson, à la demande des écrivains membres du comité pour la libération. L'auteur du *Journal*, d'un condamné à mort fait depuis le 17 décembre une grève de la faim dans le camp de Potma, où il purge la huitième des quinze années qu'il doit passer en prison pour avoir eu l'intention en 1970 de détourner un avion à Leningrad. Il fut alors condamné à mort, mais l'intervention du président Pompidou et la campagne internationale amenèrent les autorités soviétiques à commuer la peine capitale infligée pour un délit qu'il n'avait eu que l'intention de commettre.

Italie

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE PROPOSE AUX COMMUNISTES D'ENTRER DANS UNE MAJORITÉ IMPLICITE

(De notre correspondant.)

Rome. — La direction de la démocratie chrétienne a fait, vendredi 3 février, une ouverture en direction des communistes. Si elle refuse toujours de les accueillir dans un gouvernement d'union nationale, ou même dans une majorité parlementaire, elle est cependant disposée à conclure avec eux un programme gouvernemental. Celui-ci pourrait être « soutenu » par le P.C.I., et son application serait contrôlée par les présidents des groupes parlementaires. Il reviendrait au président du conseil désigné, M. Giulio Andreotti, de définir les modalités d'un tel accord avec les partis communiste, socialiste, social-démocrate, républicain et libéral.

La formule proposée est tellement équivoque que les parlementaires de la démocratie chrétienne ont suspendu leur jugement. Les membres de la direction eux-mêmes ont donné aux journalistes deux versions différentes de cette trouvaille de M. Andreotti, adoptée à l'unanimité après plusieurs heures de débat. Prudemment, l'Union, organe officiel du P.C.I., titre ce samedi 4 février : « La D.C. n'a modifié sa position, mais l'issue politique reste ambiguë. » Le quotidien du parti socialiste est à peine plus nerveux.

Reconnaissant que « la phase des abstentions » est close, la démocratie chrétienne suggère une majorité qui n'est pas dite son nom. Or ses partenaires réclament avec insistance une majorité explicite, après avoir renoncé à leur remède d'un gouvernement d'union nationale. Surtout, il faut que chacun bapaise à son gré la nouvelle phase politique pour rassurer ses troupes ?

ROBERT SOLÉ.

SKIEZ à 2 heures de Paris

Pour 470 F*, le rêve : tous les jours un vol vers le soleil et la neige des 55 pistes de l'Alpe d'Huez 1600/3350 m.

Embarqués au Bourget avec skis et bagages à 8 h 50, Air Alpes vous dépose sur l'aéroport ultramoderne de l'Alpe d'Huez, à pied d'œuvre et dispos, à 11 h 00.

Renseignez-vous auprès de votre agence de voyage et d'Air Alpes, réservation centrale : 268 57 40.

Si le devoir vous rappelle : départ de l'Alpe d'Huez à 16 h 40, arrivée à Paris à 19 h 10. Juste à temps pour dîner.

*Réduction de 50% pour les enfants de moins de 12 ans.

L'ALPE D'HUEZ 1600/3350 m.

ASIE

La relance de la diplomatie indienne

(Suite de la première page.)

Les deux pays ont d'ambitieux projets de collaboration, l'un apportant sa contribution financière en échange de matières premières ou de produits finis et agricoles. L'Inde, le pétrole, le fer, l'exploitation d'un gisement de minerai de fer, le passage de la frontière en partie plusieurs projets industriels et un grand canal d'irrigation au Rajasthan.

L'Inde lui fournit déjà des milliers de techniciens et lui vend des denrées agricoles. Cette coopération ne peut s'étendre sans une large identité de vues politique. Il est symptomatique que les quelques centaines d'étudiants indiens en Inde soient déjà assignés à résidence pendant la visite du chah, ce qui n'a pas empêché une

petite manifestation hostile au souverain. Cette coopération implique aussi l'établissement préalable entre les deux pays de communications maritimes, ferroviaires et routières. La création d'une compagnie maritime commune est à l'étude et l'Iran finance la réalisation du premier chemin de fer transasiatique devant permettre de relier l'Asie centrale à l'Asie du Sud. Mais le Pakistan s'est jusqu'à maintenant montré très peu favorable au transit de ces échanges sur son territoire, craignant d'en faire les frais. Afin notamment de lever ces réticences, le chah, qui a joué un rôle conciliateur entre Islamabad et Kaboul et qui avait accueilli avec sympathie la visite du renversement du régime Bhutto, fera, lors de son retour de l'Inde, une escale au Pakistan, où se rend également le 8 février M. Vajpayee.

Ouverture vers le Pakistan

Appartenant à la droite hindoue la plus nationaliste, pendant trente ans d'existence politique transgénérationnelle à l'égard de ce pays musulman, le ministre des affaires étrangères fait aujourd'hui prévaloir l'intérêt national sur l'esprit partisan. Le seul fait qui se rende à Islamabad souligne le nouveau cours de la diplomatie indienne, son ouverture à Méhmet Ali Jinnah, la querelle du Cachemire, proposant à nouveau à son adversaire d'ouvrir la signature d'un pacte de non-agression et d'offrir des facilités de transit sur son territoire pour les produits pakistanais à destination du Népal et du Bangladesh, espérant, bien entendu, obtenir la réciprocité pour son commerce avec l'Afghanistan et l'Iran.

Il n'est pas évident pour autant que New-Delhi n'ait plus aucune volonté de domination dans la région.

La question du partage des eaux du Gange entre l'Inde et le Bangladesh est à cet égard significative. Certes, un accord bilatéral récent a fait baisser la tension entre les deux pays et M. Desai a donné l'assurance au général Ziaur Rahman, le chef de l'Etat bangladais, que l'Inde ne soutiendrait pas les adversaires de son régime. Mais l'accord sur le Gange est un caractère et une volonté de coopération plus vaste d'aménagement des bassins du Gange et du Brahmapoutre, vultus pour l'ensemble de la région, soulève une controverse internationale. Le barrage qui, en Inde, détourne une partie des eaux du Gange avant l'entrée du grand fleuve en territoire bangladais, ne permet pas à l'Inde de laisser écouler, calmement, contre l'ensemble, et la mort lente, du port de Calcutta.

Aussi les Indiens proposent-ils de construire un grand canal qui, à travers le Bangladesh, transporterait le plus d'eau possible du Brahmapoutre dans le Gange.

Chine

● UN NOUVEAU MINISTRE a été créé dans le gouvernement chinois, la commission scientifique et technique, avec comme premier titulaire un membre du bureau politique, ami personnel de M. Teng Hsiao-ping, M. Fang Yi, vice-président de l'Académie des sciences. La création de cette commission au sein du conseil des affaires d'Etat (gouvernement) avait été annoncée en septembre, en même temps que la tenue prochaine d'une conférence nationale sur les sciences. — (A.F.P.)

(PUBLIÉ)

Paris, le 2 février 1978

ATALIVA CASTILLO DIRIGEANT SYNDICAL URUGUAYEN DÉTENU EN ARGENTINE

Dans les derniers jours du mois de décembre, plusieurs militants uruguayens ont été arrêtés à Buenos-Aires. Parmi eux se trouvent Miguel Angel RIOS CASAS et Ataliva CASTILLO. Ce dernier (CASTILLO), ouvrier agricole, est un militant de longue date du syndicat U.T.A.A. qui regroupait les ouvriers de la canne à sucre en bord de l'Uruguay, il a participé depuis lors à toutes les luttes des ouvriers agricoles. Les militants ont été sévèrement punis par la dictature argentine.

Le rapport des résidents étrangers en Argentine pour 1977, publié en janvier, est déjà bien connu par l'opinion publique internationale. De nombreux réfugiés uruguayens ont été assassinés (parmi lesquels, le sénateur Selmar MICHELI et le docteur GUTIERREZ RUIZ, président de l'Assemblée nationale) ou reconfinés en Uruguay pour y être détenus et torturés, en dépit de la protection des Nations unies, ou « disparus », comme les dirigeants syndicaux Gerardo CASTEL, Leon D'ARTE et les deux ex-ministres de la Défense, 4 ans, qui n'ont jamais été retrouvés.

Ces faits ont lieu quelques jours avant la réunion de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, qui se tiendra à Genève à partir du 8 février. La Commission et ses Etats membres ont reçu une abondante documentation qui prouve les violations systématiques des droits de l'homme en Uruguay.

La liste des « disparus » est très longue et constitue un des aspects les plus dramatiques de la répression de la dictature uruguayenne à ses opposants; en tant que Comité Uruguay, nous formulons l'espoir que l'ONU et ses organismes compétents condamneront catégoriquement ces violations.

La coordination des forces répressives d'Uruguay et d'Argentine est bien rodée. La vie d'ATALIVA CASTILLO et des autres camarades est en danger. Leur « disparition » ou leur reconfinement en Uruguay signifie une mort presque certaine.

Nous lançons un appel à l'opinion publique française et internationale pour sauver la vie d'ATALIVA CASTILLO et de ses camarades.

ENVOYER LETTRES ET TELEGRAMMES A :
Ambassade d'Argentine, 8 rue Cimacosa, 75015 PARIS
(Si possible, nous faire parvenir des copies de journaux)
SOUTIEN FINANCIER : chèques à l'ordre de M. LARROUSE
COMITE DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES
EN URUGUAY (C.D.P.U.)
67, rue du Théâtre, 75015 PARIS.

AMÉRIQUES

Argentine

Le commandant en chef de la marine reconnaît la réalité des violations des droits de l'homme dans son pays

affirme l'amiral Sanguinetti au retour d'une mission à Buenos-Aires

Retour d'une mission en Argentine, du 18 au 25 janvier, de la Fédération internationale des droits de l'homme, en compagnie de trois juristes, deux Américains et une Française, l'amiral en retraite Antonio Sanguinetti a présenté, lors d'une conférence de presse le vendredi 3 février à Paris, les résultats de ses entretiens, à Buenos-Aires, avec des personnalités officielles, des représentants d'organisations humanitaires et des parents de prisonniers et de disparus.

Pour la première fois, au cours de ces entretiens, un membre du gouvernement, le général Herguinduy, a reconnu l'existence de détenus politiques en Argentine : selon le ministre de l'Intérieur, il y avait, à la mi-janvier, 2128 personnes faisant l'objet de poursuites judiciaires ou déjà condamnées, et 1244 internées administrativement (à la disposition du pouvoir exécutif), contre lesquels n'existe aucune preuve de crime ou délit. Le général Herguinduy s'est engagé devant M. Sanguinetti à publier, avant le 15 février, la liste des 3372 détenus.

M. Franco-Lévy Lepary, qui participait à la mission, a rappelé que, selon des indications fournies en décembre dernier au Sénat américain par M. Ted Kennedy, il y aurait en réalité de 12 000 à 17 000 prisonniers politiques dans le pays. Elle a également rappelé que, lors de son passage à Buenos-Aires, à la fin de 1977, M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, avait fait remettre aux autorités argentines une liste de 7 500 personnes présumées détenues ou disparues. Dans ces conditions, a déclaré l'amiral, les informations fournies par le général Herguinduy représentent peut-être un progrès, mais ont aussi un côté inquiétant : la publication d'une liste ne signifierait-elle pas l'arrêt de mort de tous les détenus ou disparus qui n'y figurent pas ?

S'agissant précédemment des disparitions de citoyens argentins — à la mission a recueilli un grand nombre de témoignages selon lesquels des enlèvements sont pratiqués « en plein jour par des personnes en civil, dans des voitures, et se déplacent dans les véhicules officiels ou ceux utilisés par la police et l'armée ». Les officiers assurent que de tels enlèvements sont le fait de « bandes incontrôlées ». Or, a assuré l'amiral Sanguinetti, « la police arrête la circulation pour faciliter le passage de ces véhicules sans plaque qui ont peut-être à Buenos-Aires ». Il ajoute : « L'enlèvement des mères de disparus de la place de Mayo, il y a quelques semaines, duré vingt minutes, en plein centre de la capitale, a deux cents mètres d'un commissariat de police ».

L'amiral Oscar Montes, ministre des affaires étrangères, a déclaré au responsable de la mission : « Vous constaterez que l'on peut se promener la nuit à Buenos-Aires plus tranquillement qu'à Paris ». « Et c'est exact », répond M. Sanguinetti, en se référant aux actuels contrôles de police dans la capitale française. « Mais pourquoi alors, ajoute-t-il, maintenir l'état de siège ? » Interrogé sur ce point, le ministre de l'Intérieur lui répondit : « Il faudrait rattacher les personnes qui sont à la disposition du pouvoir exécutif, ce qui serait nuisible pour la sécurité de la République ».

Sur l'interprétation de tous ces événements, l'amiral Sanguinetti confesse sa perplexité : « Mon col-

Nicaragua

VINGT MORTS AU COURS D'ATTAQUES DE GUERRILLEROS CONTRE DES CASERNES

Vingt personnes ont été tuées et vingt-quatre blessées dans les attaques lancées jeudi par les guérilleros du Front sandiniste de libération contre les casernes de la garde nationale nicaraguayenne et des pompiers des villes de Granada et de Rivas (respectivement à 37 kilomètres à l'ouest et à 160 kilomètres au sud de Managua), a-t-on appris vendredi 3 février d'après des témoins. Les guérilleros étaient au nombre d'une quarantaine et mortuorés quand ils ont attaqué la caserne de Granada. Ils se sont retirés, non sans emmener prisonnier un colonel. A Rivas, près de la frontière avec le Costa-Rica, environ soixante guérilleros se sont rendus maîtres de plusieurs établissements, puis ils se sont enfuis après avoir récupéré un de leurs camarades hospitalisé dans la ville.

lège, l'amiral Massera, commandant en chef de la marine, membre du bureau de gouvernement, avec qui je me suis entretenu une demi-heure, a reconnu la réalité de ces graves violations des droits de l'homme. Mais il a ajouté : « C'est le texte aux biffes (2). La marine n'a évité l'oubli que par le fait de cela. » Il a ajouté : « Si le texte n'était pas déposé, il dirait qu'il y a dans l'armée de terre des véritables bandes fascistes ». Or, a indiqué M. Sanguinetti, les organisations humanitaires disent que l'amiral Massera est plus « dur » que le général Videla, commandant de l'armée de terre, et chef de l'Etat.

L'amiral Sanguinetti a encore déploré que le gouvernement français soit « l'un des principaux soutiens du gouvernement argentin ». « Alors que les Etats-Unis, a-t-il constaté, refusent désormais de vendre des armes à Buenos-Aires, Paris continue de le faire. De même, sur le plan économique, les relations demeurent excellentes. »

Interrogé sur les éventuelles activités d'anciens membres de l'O.A.S. française en Argentine, l'amiral Sanguinetti a déclaré n'avoir aucun indice en ce sens. « En revanche, a-t-il indiqué, il est certain que des officiers français qui ont appartenu à l'O.A.S. sont venus faire des conférences dans les écoles militaires argentines. Certains d'entre eux vivent aujourd'hui à Buenos-Aires. La doctrine française de la « guerre subversive » a eu davantage d'impact auprès des

(1) Sur le cas des Français disparus ou prisonniers en Argentine, la mission a été guère plus révélatrice. Elle a présenté au ministre argentin des affaires étrangères huit défunts et huit disparus — qui lui avait remis le Quai d'Orsay. L'amiral Montes a simplement confirmé que les cas des prisonniers ayant la double nationalité française et argentine (ils ont huit), relevant des seules autorités de Buenos-Aires.

(2) Dans l'argot militaire, fantasma, est, par extension, tout membre de l'armée de terre.

PROCHE-ORIENT

Les pays du Front arabe de la résistance envisagent de créer un commandement politique et militaire unifié

De notre correspondant

Alger. — Le deuxième « sommet » du Front arabe de la résistance des affaires étrangères, qui devait se terminer ce samedi 4 février avec la participation du colonel Kadhafi, arrive inopinément la veille, et celle des membres du Front arabe de la résistance, qui avaient gagné Alger quelques heures plus tôt. Ces arrivées tardives ont donné son second souffle à la conférence, dont les participants esti-

ment maintenant qu'elle ne sera pas le « sommet de la déception ».

Au cours de la deuxième journée, vendredi, les travaux ont en effet nettement progressé. Les participants ont également durci le ton, sans toutefois fermer les portes aux autres pays arabes. Les grandes lignes du plan d'action

global qu'ils ont adopté visent, a dit M. Bouetika, ministre algérien des affaires étrangères, à « porter parole du « sommet », à un renforcement de la résistance palestinienne par tous les moyens et à un renforcement organisationnel de la Syrie et de l'O.L.P. par un soutien actif du monde arabe, des pays non alignés et des pays épris de progrès ».

Différentes mesures pourraient être prises dans le cadre de l'insurrection du Front arabe de la résistance : la création d'un commandement suprême politique et militaire à l'échelle des chefs d'Etat, celle d'un « commandement général », organisme d'assistance aux ministres des affaires étrangères, la constitution d'un fonds commun destiné à aider sur tous les plans, en particulier en armes, la résistance palestinienne et la résistance libanaise, la mise en place d'un organisme d'information et de propagande.

En outre, la Syrie et l'O.L.P. ont consenti à présider le Front arabe de la résistance et à leur donner leurs représentants ont même précisé que les concessions éventuelles concernant notamment la création d'un mini-Etat palestinien, qui se réunirait pour étudier les résultats des faits accomplis tels que ceux découlant des rencontres de Jérusalem et d'Amman. Nous nous rencontrons le jour où le président égyptien fera son autocritique ». M. Bouetika a rappelé que les pays du Front arabe de la résistance ont des intérêts importants avec l'Occident, incontestés qu'ils entendent préserver et enrichir à leur « attachement viscéral à l'indépendance » et que « les puissances impérialistes cessent leurs interventions aussi bien au Proche-Orient qu'au Maghreb ». Puis il a précisé que ce sont les armées arabes qui ont permis en 1973 « de mettre un terme au mythe de l'invincibilité d'Israël » et que ces mêmes armées ont en Angola « mis un terme au mythe de l'invincibilité de l'Afrique du Sud, autre allié d'Israël ».

En fait, les pays du Front souhaitent que l'O.A.S. s'engage plus à fond pour empêcher l'instauration d'une « paix américaine » qui se ferait au détriment des pays progressistes du monde arabe, et qui menacent implicitement de recourir à l'aide soviétique plus que par le passé si l'Occident provoque un déséquilibre en voulant trop pousser son avantage.

MICHEL TATU.

PAUL BALTA.

LA C.G.T. : il y a mieux à faire que de boycotter la Coupe du monde de football.

An cours de la rencontre de la C.G.T. avec les présidents de la fédération, M. André Allamy, secrétaire de la centrale syndicale, a évoqué le problème de la Coupe du monde de football en Argentine.

Après avoir souligné avec force l'importance que cette manifestation allait revêtir aux yeux de millions de téléspectateurs, il a dénoncé avec vigueur « la dictature des généraux argentins, l'empirisme, l'assassinat des démocrates, des syndicalistes », rappelant que la C.G.T. « n'a jamais ménagé ses efforts pour dénoncer les conditions faites au peuple et à la classe ouvrière argentine ». Cependant la C.G.T. pense qu'il y a mieux à faire que de boycotter la Coupe du monde. « Les démocrates et syndicalistes argentins nous ont fait savoir qu'il était utile qu'à l'occasion de la Coupe du monde nous fussions connus par la réalité de ce régime des généraux », a conclu M. Allamy, en invitant les journalistes à répondre à ce vœu.

Le mouvement de la jeunesse socialiste, dans un manifeste signé par les représentants de dix pays, estime que la Coupe du monde de football ne doit pas se dérouler en Argentine mais dans un autre pays.

« Une manifestation sportive d'une telle ampleur ne doit pas servir de caution à un pays fasciste », déclare le manifeste. Si le transfert ne se réalisait pas, le mouvement de la jeunesse socialiste préconise le boycottage de toutes les cérémonies officielles par les délégations des pays qualifiés pour participer à la phase finale de la Coupe du monde.

Chirac : la...
est une... magouille

LES HAUTS-DE-SEINE
BUTZ soutient la...
de M. Robert Harsant

Le...

مكتبة الأصل

POLITIQUE

D'UNE RÉGION
A L'AUTRE

XIII bis — AQUITAINE : virage au frein vers la gauche

par ANDRÉ PASSERON

Après avoir analysé la situation électorale dans le département de la Gironde (« le Monde » du 4 février), nous examinons dans les quatre autres départements qui font partie de la région Aquitaine.

LANDES : l'enjeu de Mont-de-Marsan

Si la majorité doit remporter une victoire dans les Landes, ce ne peut être qu'à Mont-de-Marsan, entend-on dire fréquemment entre l'Adour et le Midou ou dans les forêts de pins.

Le succès remporté dans la 1^{re} circonscription lors d'une élection partielle en septembre 1973 par M. Duroure (P.S.) sur le député sortant invalidé, M. Mirin, U.D.R., ne le met pas à l'abri de toute surprise.

Les gaullistes présentent en effet, dans cette circonscription l'un des plus brillants enjeux de l'équipe de M. Chirac. M. Alain Juppé, né à Mont-de-Marsan en 1945, agrégé des lettres, ancien élève de l'École normale supérieure, inspecteur des finances et ancien élève de l'École nationale d'administration, est chargé des études au R.P.R. Depuis plusieurs mois, il s'est réinstallé dans la ville où il a passé son enfance et fait ses études, et M. Chirac est allé le soutenir à deux reprises. Il en avait besoin, car la situation économique ne le favorisait guère, notamment la fermeture de l'usine de la Cellulose-du-Pin à Roquefort.

M. Mirin avait dû affronter, en mars 1973, deux socialistes, M. Duroure, soutenu par M. Mitterrand et M. Lamouré-Cando, socialiste indépendant et maire de Mont-de-Marsan, et il ne l'avait emporté que grâce à une défection de l'électorat traditionnel du maire de la ville qui ne s'était pas reporté alors sur M. Duroure.

Aujourd'hui, M. Juppé, dont M. Mirin est devenu le sup-

plément, a en face de lui le député sortant du P.S., M. Lespiau (F.C.), candidat depuis 1963 : un radical de gauche, M. Christian Ducassou, inspecteur de police à Pau, ainsi qu'un écologiste et un « Français de bon sens ». Il peut compter en revanche sur l'appui de M. Lamouré-Cando, qui avait nettement battu M. Duroure aux municipales, sur celui du C.D.S. landais, et sur celui de M. Aymar Achille-Fould, alors que les radicaux valaisiens ont décidé de laisser la liberté de vote à leurs électeurs.

La décision des centristes de soutenir M. Juppé a conduit la fédération du parti républicain à retirer son soutien aux candidats centristes dans les deux autres circonscriptions (M. Dejos, du Rau, 2^e, et M. Commenay, 3^e). Le P.R. devait présenter à Mont-de-Marsan M. Jean-Louis Olivier, ancien chef de cabinet du préfet des Landes, collaborateur de M. Grotteray, délégué aux élections du parti républicain, qui pensait bien être le candidat unique des « non gaullistes », comme l'avaient déclaré les dirigeants parisiens réunis à l'Hôtel Matignon.

La 2^e circonscription (Dax) devrait demeurer le fief incontesté de M. Lavieille, député sortant socialiste, président du conseil général, maire de Saint-Paul-lès-Dax, qui bénéficie d'une très forte position personnelle. La majorité s'y est mise d'accord sur la candidature unique de M. Xavier Dejos du Rau, fils de l'ancien député M.R.P. (1945-1956), qui a pris un suppléant R.P.R. Le P.C.F. présente, comme

lors des trois précédentes consultations, M. Maye, conseiller général.

Dans la 3^e circonscription (Aire-sur-l'Adour), M. Jean-Marie Commenay, député sortant appartenant au groupe réformateur, soutenu par le R.P.R., est une nouvelle fois concurrencé par M. Alain Dutoya, radical de gauche, vice-président du conseil général.

En 1958, M. Commenay, maire de Saint-Sever, n'a pas vu son audience s'accroître depuis 1973, alors que celle de son concurrent progressiste, notamment lors des élections cantonales et municipales. Si le premier, avec sa bonhomie, sa cordialité souriante, incarne le landais traditionnel, de cette région du foie gras, le second, ancien menderiste, se veut l'incarnation d'une nouvelle vague radicale. Tous deux prolongent aussi la rivalité séculaire existant entre leurs villes puisque, au Moyen Âge, les manoirs de Hagetmau, dont M. Dutoya est aujourd'hui le maire, s'élevaient au-dessus de la gabelle collectée par les seigneurs de Saint-Sever, représentants du roi. Le radical de gauche, qui s'est beaucoup démené, ne redoute guère le candidat socialiste, M. Henri Emmanuel, auquel on reproche à la fois sa qualité de « parachuté » parisien et sa profession de sous-directeur d'un holding financier ni celle de son habituel concurrent communiste, M. Curciosa, un « Français de bon sens » est également sur les rangs.

serieux, conseiller municipal de Thiviers.

Dans la 4^e circonscription (Sarrat), qui est l'ancien fief de M. Robert Lacoste (P.S.), battu en 1968 par un gaulliste, M. Janot — les querelles internes au parti socialiste révoltent la lutte d'influence que s'y livrent les anciens et les nouveaux. Les rivalités avaient permis aux communistes de retrouver en 1973 un siège qu'ils avaient perdu en 1958. Le député sortant communiste, M. Lucien Dutoya, bien qu'ayant comme suppléant le maire de Sarrat, M. Delmont, est sérieusement concurrencé par M. Pierre Merliot, candidat du P.S. Le P.S.T. lutte ouverte, le parti radical — a « génocidaire » qui n'admet pas que « la voix d'Eisenstein n'ait pas plus de valeur que celle du dernier des imbéciles » présente chacun un candidat. Cette profusion n'est pas pour déplaire à M. Pierre Janot, R.P.R., qui compte bien se mesurer au second tour avec M. Dutoya. Celui-ci ne l'avait battu en 1973 que de 1 423 voix sur 53 631 suffrages exprimés.

La préparation des élections législatives

LOT-ET-GARONNE : les amitiés radicales

Dans le Lot-et-Garonne, tout comme en Dordogne, la majorité n'avait conservé en 1973 qu'une seule circonscription. Dans cette terre d'élection du radicalisme, M. Henri Caillaud, sénateur gauche démocrate, vice-président du département du mouvement des radicaux de gauche, s'emploie avec une habileté connue à ménager ses amitiés traditionnelles de gauche, autant que ses relations récentes avec la majorité et ses bons rapports avec tous.

Dans la 1^{re} circonscription (Agen), le jeune député socialiste, M. Christian Lasserres, qui avait battu en 1973 M. Caillaud, républicain indépendant, redoutait quelque peu de trouver en face de lui un concurrent dangereux en la personne du docteur Pierre Esquirol, qui se réclame — comme un peu tout le monde ici — du « centre gauche ». Invoquant des raisons de santé, le maire d'Agen semble avoir renoncé à se présenter. Le parti républicain, qui était prêt à le soutenir, se trouve quelque peu désemparé. D'autant que la candidature du docteur Esquirol devait remédier

à la renouveau de M. Jean-François Poncelet, secrétaire général de la présidence de la République, conseiller général du Lot-et-Garonne, qui a inviqué ses fonctions auprès de M. Caillaud d'Estaing pour ne pas se présenter.

En 1967, un gaulliste, en se maintenant au second tour, avait empêché M. François Poncelet, alors P.D.M., d'être élu et permis à M. Bordenave, radical, de l'emporter. Le P.C.F. met sur les rangs M. Delans déjà candidat, comme suppléant, en 1973.

A Marmande (2^e circonscription), M. Ruffe, député sortant communiste, qui se représente malgré son grand âge (il est né en 1889), affrontera plusieurs concurrents : M. Gouzes, jeune avocat, socialiste, qui mène une campagne aussi active contre le P.C. que contre la majorité ; M. Wind, médecin R.P.R., qui voudrait bien prendre la succession laissée en

désérence par M. Guy Bégat, élu député U.D.R., dans la vague de 1968 contre M. Ruffe ; M. Guillo, élu maire de Marmande non sans quelque surprise contre des listes de gauche, est investi par les « non gaullistes » de la majorité, mais se présente sans étiquette.

A Villeneuve-sur-Lot (3^e circonscription), la situation n'est guère plus claire. Le député sortant, M. Edouard Schloesing, vice-président du conseil régional d'Aquitaine et radical de gauche ce qui vaut à ce dernier les vifs reproches des socialistes. Le candidat du P.S., M. Garrouste, qui incarne ici le rajeunissement de sa formation, avait battu M. Bordenave, ancien député radical, aux dernières élections cantonales. Le candidat R.P.R. est M. Michel Bardage.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : loin de Bordeaux

Le monopole que la majorité possédait dans les Pyrénées-Atlantiques en 1968 avait été entamé en 1973 avec l'élection de M. Labarrère (P.S.) dans la 1^{re} circonscription (Pau), où il retrouvait le siège que M. Sallenave, C.D.P., lui avait ravi le temps d'une législature.

Devenu l'une des personnalités les plus marquantes de la région, M. Labarrère n'a toutefois pas encore pu se hisser au niveau régional, tant en raison des réticences que ses ambitions reconquerraient dans sa fédération que du refus des Girondins de voir l'ensemble de l'Aquitaine placée sous la direction de ce lointain Pyrénéen.

Aussi, à deux reprises, a-t-il été battu en tant que représentant du parti socialiste pour la consécration de la présidence du conseil régional d'Aquitaine, qui demeure entre les mains de M. Chaban-Delmas, bien que la gauche y soit théoriquement majoritaire.

M. Labarrère n'ayant retrouvé son siège de député en 1973 qu'avec le soutien de dix-sept voix d'avance sur le député sortant centriste, M. Sallenave (U.J.P.), la majorité fondée cette année sur ses espérances, a-t-elle été ébranlée ? Ce dernier, qui bénéficie du soutien de M. Aymar Achille-Fould, devra cependant affronter sept autres candidats, dont un radical sans étiquette, M. Prud, conseiller général de Pau, un radical de gauche, M. Gildart, un représentant du Mouvement démocrate socialiste de France, un écologiste, un membre de la Ligue communiste révolutionnaire et M. Michel Martin (P.C.F.).

Le concurrent principal du député sortant sera M. Prat, ancien P.S.U. rallié au P.S.

Le candidat « pour le soutien à l'action du président de la République », à gauche, le parti communiste présente M. Bernard Faurer, adjoint de M. Labarrère à la mairie. Lutte ouverte, le parti communiste révolutionnaire et Ecologie 73 seront également sur les rangs.

Dans la 2^e circonscription (Orléans), M. Maurice Plantier, R.P.R., maire d'Artix, avait au deuxième tour de 1968 battu M. Ebrard, député sortant, alors P.C.F., et en 1973, il était sorti vainqueur d'une « triangulaire » face au candidat socialiste et encore à M. Ebrard, devenu réformateur radical.

M. Ebrard, qui n'est pas candidat, est soupçonné localement d'encourager la candidature de Mme Prigent, P.R. Celle-ci a choisi comme suppléant l'ancien adjoint de l'ancien député lors que celui-ci était maire d'Orléans. Mme Prigent, qui est la veuve de l'ancien suppléant de M. Plantier, a été invalidée après son élection comme conseiller général en 1973, et l'on assure ici qu'elle en rend M. Plantier responsable. Ce dernier, qui bénéficie du soutien de M. Aymar Achille-Fould, devra cependant affronter sept autres candidats, dont un radical sans étiquette, M. Prud, conseiller général de Pau, un radical de gauche, M. Gildart, un représentant du Mouvement démocrate socialiste de France, un écologiste, un membre de la Ligue communiste révolutionnaire et M. Michel Martin (P.C.F.).

Le concurrent principal du député sortant sera M. Prat, ancien P.S.U. rallié au P.S.

Dans la troisième circonscription (Mauléon), M. Michel Inchausti, R.P.R., ancien secrétaire d'Etat, député depuis 1967, représente la gauche, mais il a une longue expérience de la mairie. Lutte ouverte, le parti communiste révolutionnaire et Ecologie 73 seront également sur les rangs.

Le candidat « pour le soutien à l'action du président de la République », à gauche, le parti communiste présente M. Bernard Faurer, adjoint de M. Labarrère à la mairie. Lutte ouverte, le parti communiste révolutionnaire et Ecologie 73 seront également sur les rangs.

M. Labarrère n'ayant retrouvé son siège de député en 1973 qu'avec le soutien de dix-sept voix d'avance sur le député sortant centriste, M. Sallenave (U.J.P.), la majorité fondée cette année sur ses espérances, a-t-elle été ébranlée ? Ce dernier, qui bénéficie du soutien de M. Aymar Achille-Fould, devra cependant affronter sept autres candidats, dont un radical sans étiquette, M. Prud, conseiller général de Pau, un radical de gauche, M. Gildart, un représentant du Mouvement démocrate socialiste de France, un écologiste, un membre de la Ligue communiste révolutionnaire et M. Michel Martin (P.C.F.).

Le concurrent principal du député sortant sera M. Prat, ancien P.S.U. rallié au P.S.

DORDOGNE : le bastion de Périgueux

Lors des élections législatives de 1973, la majorité qui détenait les quatre sièges n'avait pu conserver que celui de M. Yves Guéna, U.D.R., les autres se répartissant entre les trois formations signataires du programme commun. Les gaullistes vont s'efforcer, en 1978, de conserver leur bastion et même de tenter une sortie.

Dans la 1^{re} circonscription (Périgueux), le député politique du R.P.R., député depuis 1962, maire du chef-lieu depuis 1971, avait retrouvé son mandat parlementaire en octobre 1974, après son départ du gouvernement, mais avec une avance moins importante qu'auparavant sur son concurrent communiste. Le P.C. a choisi comme candidat une nouvelle personnalité pour remplacer Yves Péro, ancien député, décédé, qui était l'adversaire habituel de M. Guéna. Le nouveau candidat, M. Roger Gorse, secrétaire fédéral, a battu en 1977 au cours d'une élection cantonale partielle Mme Labatut, adjointe de M. Guéna à la mairie de Périgueux, malgré le soutien que M. Chirac était venu lui apporter. Les socialistes, qui n'avaient pas de candidat depuis 1967 — ils laissaient la place aux radicaux — présentent cette fois M. Christian Desforges, enseignant, qui a conquis la mairie de Chanterac, où M. Guéna possédait sa résidence, et où il a battu Mme Guéna aux élections municipales. Les candidats de l'opposition insistent notamment dans leur campagne sur la situation sociale et sur la fermeture récente d'une fabrique de pantoufles à Neuville et d'une entreprise de travaux publics à Périgueux. Le P.S. a déposé plainte contre l'inscription de quatre cent cinquante-sept Français du Gabon et de l'Extrême-Orient.

Dans la 3^e circonscription (Bergerac), le siège que détenait le recteur Capelle (C.D.P.) était passé en 1973 à M. Louis Pimont, socialiste, alors maire de la ville. An décès de celui-ci en 1974, son suppléant, M. Jarry, lui avait succédé, mais il ne se représente

pas. Le P.S. a choisi M. Michel Manet, directeur adjoint de l'équipement en Gironde et maire de Bergerac depuis la dernière consultation. Les gaullistes, qui n'ont jamais été très puissants dans cette circonscription, présentent un jeune candidat, M. Bernard de Montferriand, ancien élève de l'E.N.A., secrétaire des affaires étrangères, alors qu'il y aura également un représentant du parti républicain, M. Marty, président des producteurs de lait du département. Le candidat du P.C.F. est M. Raffier, jeune enseignant, maire adjoint d'Eymet.

A Nontron (3^e circonscription), le député sortant, radical de gauche, M. Alain Bonnet, a choisi cette fois-ci comme suppléant le nouveau maire socialiste de la ville, M. Bernier. L'ancien député gaulliste, M. Pierre Boylot, va tenter de retrouver le siège qu'en 1968 il avait pris à Georges Bonnet, ancien ministre de la IV^e République, et qui avait dû rétrocéder à son fils cinq ans plus tard. Le P.C.F. présente M. Pas-

serieux, conseiller municipal de Thiviers.

Dans la 4^e circonscription (Sarrat), qui est l'ancien fief de M. Robert Lacoste (P.S.), battu en 1968 par un gaulliste, M. Janot — les querelles internes au parti socialiste révoltent la lutte d'influence que s'y livrent les anciens et les nouveaux. Les rivalités avaient permis aux communistes de retrouver en 1973 un siège qu'ils avaient perdu en 1958. Le député sortant communiste, M. Lucien Dutoya, bien qu'ayant comme suppléant le maire de Sarrat, M. Delmont, est sérieusement concurrencé par M. Pierre Merliot, candidat du P.S. Le P.S.T. lutte ouverte, le parti radical — a « génocidaire » qui n'admet pas que « la voix d'Eisenstein n'ait pas plus de valeur que celle du dernier des imbéciles » présente chacun un candidat. Cette profusion n'est pas pour déplaire à M. Pierre Janot, R.P.R., qui compte bien se mesurer au second tour avec M. Dutoya. Celui-ci ne l'avait battu en 1973 que de 1 423 voix sur 53 631 suffrages exprimés.

serieux, conseiller municipal de Thiviers.

Dans la 4^e circonscription (Sarrat), qui est l'ancien fief de M. Robert Lacoste (P.S.), battu en 1968 par un gaulliste, M. Janot — les querelles internes au parti socialiste révoltent la lutte d'influence que s'y livrent les anciens et les nouveaux. Les rivalités avaient permis aux communistes de retrouver en 1973 un siège qu'ils avaient perdu en 1958. Le député sortant communiste, M. Lucien Dutoya, bien qu'ayant comme suppléant le maire de Sarrat, M. Delmont, est sérieusement concurrencé par M. Pierre Merliot, candidat du P.S. Le P.S.T. lutte ouverte, le parti radical — a « génocidaire » qui n'admet pas que « la voix d'Eisenstein n'ait pas plus de valeur que celle du dernier des imbéciles » présente chacun un candidat. Cette profusion n'est pas pour déplaire à M. Pierre Janot, R.P.R., qui compte bien se mesurer au second tour avec M. Dutoya. Celui-ci ne l'avait battu en 1973 que de 1 423 voix sur 53 631 suffrages exprimés.

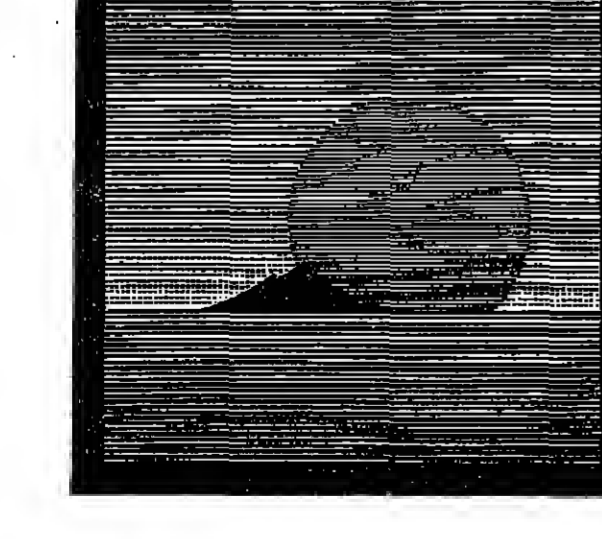
serieux, conseiller municipal de Thiviers.

LES ÉLUS DE LA RÉGION DE 1958 A 1977

Dans ce tableau : Les élus « gaullistes » avaient l'étiquette U.N.R. en 1958 et 1962, U.D.-V. en 1967 et U.D.R. en 1968 ; les élus « modérés » étaient indépendants en 1958 et sont républicains indépendants depuis 1962 ; les « centristes » sont ceux du M.R.P. en 1958, du Centre démocratique en 1962 et du P.D.M. depuis 1967.

	DORDOGNE						GIRONDE						LANDES						LOT-ET-GARONNE						PYRÉNÉES-ATLANTIQUES						AQUITAINE Total					
	58	62	67	68	73	74	58	62	67	68	73	76	58	62	67	68	73	73	58	62	67	68	73	58	62	67	68	73	58	62	67	68	73	77		
Gaullistes	2	1	1	4	1	1a	8	5	3	5	4	4	2	—	—	1	1	—	3	1	—	1	—	2	—	2	3	3	16	7	6	14	9	8*		
Modérés	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	3	3	—	1	—	—		
Centristes	—	—	—	—	—	—	—	—	2b	2	2	2c	1	1	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	2*	—	1	—	1	3	3	4	3	3		
Radicaux	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	1	1	1	1	1	—	—	3	3	4	1	1	1	
Centre gauche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	
M.R.G.	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
Socialistes	—	2	2	—	1	1	1	2	5	3	4	4	—	2	2	1	1	2d	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	6	9	4	2	8		
Communistes	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	2	

a) M. Yves Guéna (R.P.R.) réélu le 6 octobre 1974.
b) MM. Cazanave et Achille-Fould élus en 1962 comme indépendants.
c) M. Achille-Fould (réformateur) réélu le 21 novembre 1974.
d) M. Duroure (P.S.) bat M. Mirin (R.P.R.), invalidé le 16 septembre 1973.
e) Dont M. Sallenave élu en 1956 comme indépendant.
(*) Représentation de la région compte tenu des élections partielles.



Rêvez de vacances.

La 3^e SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES

vous aidera à les réussir

10-19 Février 1978 • PARIS
PALAIS DES CONGRÈS • PORTE MAILLOT

300 Spécialistes du Tourisme
Films touristiques • Danses folkloriques

ENTRÉE : 10 F
Jusqu'à 20 F

Attention !
NOCTURNES jusqu'à 22 h
les Vendredi 10 et 17 Février

هكذا من الأصل

LE PLAN DU GOUVERNEMENT CONTRE LA VIOLENCE

Les déclarations des ministres de la justice et de l'intérieur provoquent de vives réactions des syndicats de policiers

Alors que l'enquête sur l'enlèvement du baron Empain vient enfin d'être confiée à un juge d'instruction, M. Louis Chavagnac, une sérieuse contestation se développe à propos des contrôles et des fouilles des véhicules auxquels cette enquête a donné lieu. Après

le Syndicat de la magistrature (le Monde du 3 février), ce sont les policiers qui, en termes non équivoques, condamnent tout à la fois ces fouilles inconstitutionnelles (et déplorent les incidents qu'elles ont provoqués, comme on la lira ci-dessous), le recours à

d'éventuelles milices privées et au maintien de la création des forces de police supplétives.

Tel n'est pas, comme on pouvait s'en douter, l'avis de M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, qui, vendredi 3 février, soit, il est vrai, avant cette déclaration commune de l'Intersyndicale de la police, mais après la protestation de la Fédération autonome des syndicats de police (le Monde du 3 février), affirmait : « Personne ne me dit que je suis bien personne, ce que j'ai à dire de la défense de la sécurité des Français, j'en assume seule la responsabilité dans le cadre des consignes de fermeté reçues du président de la République et du premier ministre. »

Sur ce point, l'Association française des juristes démocrates rappelle solennellement au ministre de l'Intérieur qu'il est soumis, comme tous les citoyens, au respect de la légalité républicaine et au respect de la Constitution, qui interdit de telles fouilles, comme l'a jugé le Conseil constitutionnel.

Pourrait-on, vendredi 3 février, comparaitre en flagrant délit (nos dernières éditions), M. Michel Trigol qui, le 27 janvier, parce qu'il avait refusé que le coffre de sa voiture soit fouillé, avait été placé en garde à vue, de 10 heures à 14 heures, conduit, menottes aux mains, au palais de justice, où il avait été procédé au relevé de ses empreintes digitales et à l'établissement d'un ficho anthropométrique avec photos, etc.

M. Trigol a comparu pour « refus de se conformer aux vérifications concernant son véhicule ». Son avocat, M. Martin Scemama, a demandé et obtenu le retrait de la communication d'un plan mis en place après l'enlèvement du baron Empain et se référant à un télégramme du

ministre de l'Intérieur en date du 24 janvier qui prescrivait notamment : « Il y a lieu sur tous les points de barrages de vérifier le contenu des coffres de voitures particulières. » Le seul à titiller M. Jean Vray, c'est opposé à cette communication.

L'AMBIGUÏTÉ DES TEXTES LÉGAUX

L'Intersyndicale de la police nationale, composée des syndicats des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale, de la Fédération autonome des syndicats de police et du Syndicat national autonome des policiers en civil, a publié la déclaration suivante, après sa réunion du 3 février à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne).

Après l'enlèvement de M. Empain, un vaste dispositif de contrôle a été mis en place. L'Intersyndicale constate une fois de plus que la réaction de cette mission a mis en évidence les insuffisances en personnel et en matériel, qui ne permettent pas d'opérer dans des conditions conformes aux dispositions légales et réglementaires de sécurité pour les personnes contrôlées et les personnes de police. Plusieurs policiers ont d'ailleurs été grièvement blessés sur les lieux des barrages routiers.

D'autre part, l'ambiguïté des textes législatifs concernant la fouille des véhicules a été à l'origine de plusieurs incidents regrettables et pourtant évitables, après la prise de position sur ce point du Conseil constitutionnel.

L'Intersyndicale s'interroge sur la portée réelle des projets du conseil des ministres à la veille des élections législatives pour assurer convenablement et légalement la sécurité des Français. En outre, l'Intersyndicale s'interroge sur la déclaration de la Fegreffe qui, portant du plan intérieur retenu par le gouvernement pour lutter contre la violence, prévoit la mise sur pied, avant la fin du mois, de forces de sécurité supplétives dans la banlieue parisienne, à Lyon, à Marseille et à Lille.

Sur ce point, l'Intersyndicale rappelle son opposition formelle à la création de milices armées privées, forces de police privées, dangereuses pour l'existence des libertés individuelles et la pérennité des institutions républicaines.

LE COMPLICE PRÉSUMÉ DES MEURTRES DE L'ARDECHE SE CONSTITUE PRISONNIER

Jean-Philippe Mouillot, vingt-cinq ans, le chauffeur de ceux qu'on a appelés « les tueurs de l'Ardeche », Pierre Conky et Stéphane Tadoc, se sont constitués prisonniers du Crédit agricole à Villefort (Lozère), le 24 août 1977 (le Monde du 26 août 1977). S'est constitué prisonnier, jeudi 3 février, et a été incarcéré à la prison de la Santé, Jean-Philippe Mouillot s'est présenté à la deuxième section du parquet du tribunal de Paris, accompagné d'un avocat, M. Kéfi. M. Michel Mayol, substitut, lui a notifié le mandat d'arrêt lancé contre lui par le parquet de Privas (Ardeche). D'après l'enquête, Jean-Philippe Mouillot n'avait été que le conducteur du véhicule utilisé lors du vol qualifié commis à Villefort. Dès le début du mois de septembre, M. André Tour, procureur de la République à Privas, soulignant qu'il n'avait pas participé aux fusillades et au double meurtre commis par les malfruits dans leur fuite, lui avait demandé de se présenter contact avec M. le juge d'instruction de Privas (le Monde du 9 septembre 1977). Dans cette affaire, seul Pierre Conky, traité et un autre considéré comme le principal responsable, est toujours en fuite.

Les parents de Zohra portent plainte. — M. Jean-René Journef, avocat de M. et Mme Areski Djouani, les parents de Zohra, qui s'est donné la mort à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), après le vol de deux soutiens-gorge dans un grand magasin (le Monde du 4 février), raconte les circonstances du double meurtre de l'autoroute Paris-Strasbourg le 24 janvier dernier, dont il affirme être l'auteur (le Monde du 26 janvier 1977). A l'origine, écrit-il, je n'avais pas envisagé de tuer Emilie Girard (...). Je suis monté dans sa voiture, lors d'un arrêt sur un parking entre Sarre-Union et Phalsbourg, et sous l'impulsion de glisser sous la roue avant droit un pistolet. Je pensais ainsi qu'à la frontière il aurait des ennuis avec les policiers allemands. Tout cela pour me venger d'un « turbin » que Girard m'avait fait faire (...). Quand j'ai voulu placer le pistolet, le coup est parti et Marie-Claude Legros, qui se trouvait à l'arrière, a été grièvement blessée. Alors, je ne sais plus ce que j'ai fait. J'ai agi dans un moment de dépression.

A UNE DIZAINE DE KILOMÈTRES DE LILLE

Les trois enfants de la misère

De notre envoyé spécial

Lille. — Trois frères âgés respectivement de quatre ans, deux ans et demi et un an ont été transportés d'urgence le 1^{er} février à la cité hospitalière de Lille, après avoir été découverts par les gendarmes dans un état de faiblesse et de malnutrition avancée. L'enfant de deux ans et demi, dont les oreilles ont été rongées par la froid et la vermine, a dû être admis au service du chirurgie. Les trois enfants vivaient pratiquement cloîtrés, avec leurs parents, dans une maison insalubre de Sainghin-en-Weppes, à une dizaine de kilomètres de Lille. Le père, âgé de vingt-six ans, est actuellement sans travail et la mère, âgée de vingt-cinq ans, attend un quatrième enfant.

L'INFRA-MONDE

Qui dirait que, dans cette vieille bâtisse aux allures de cabarets, vivent deux personnes, dont trois enfants en bas âge ? Même les voisins, dans leur pavillon moderne, avaient fini par oublier cette famille reculée dans son deux-pièces à ra. des labours. Jusqu'au jour où l'un d'eux vit le père sortir de la « baraque » et commencer à arracher des parcs de planches.

« Pour alimenter le poêle », la lourde toiture de tuiles d'allaliole pas s'abattre et écraser les gosses ?

« Lorsque le garde-champêtre, esorté d'un gendarme, arrive sur les lieux, il découvre le véritable danger : ce ne sont pas les tuiles qui menacent mais les rats, l'humidité, la crasse, et cette destination de la mère à ne pas vouloir ouvrir « la chambre ». C'est là que gendarmes puis médecins découvrent deux enfants pratiquement abandonnés, l'un blotti dans un carton d'ean minérale, l'autre étendu sur une poussette dans une odeur pestiférée. Le petit dernier vit dans un lit d'bois, à la cuisine, sur une oclasse imprégnée d'excréments et de déchets alimentaires. Ce n'est même plus le quart-monde, c'est l'infra-monde.

Alors, bien sûr, on s'interroge. Le garde-champêtre et les gendarmes se demandent comment les assistantes sociales, au cours de leurs visites régulières — toutes les deux ou trois semaines — ne sont rendus compte de rien.

« J'ai fait plusieurs rapports, dit la puéricultrice, mais ils se sont perdus dans les archives. Les assistantes sociales, j'en suis sûr, ont soupçonné d'avoir « bécoté » ses visites. No l'aurait pas vu déposer à la porte la balance destinée à la pesée des papiers et repasser un peu plus tard ?

« La direction de l'action sanitaire et sociale, on fait observer qu'il y a longtemps » que l'assistante polyvalente du secteur a été déchargée du dossier au profit d'un service du prévention spécialisée. « Nous n'avons que trois cents polyvalentes pour deux cent quatre-vingt mille enfants de moins de six ans », explique-t-on au dernier étage de la cité administrative. « Mais le service spécialisé a demandé l'intervention du juge des enfants et les visites ont depuis lors été confiées au service social du parquet qui a décidé de nous assurer une action éducative en milieu ouvert ».

ROGER CANS.

Libres opinions

Le possible ou l'utopie ?

par PIERRE WATERLOOS (*)

LES policiers parisiens de la section socialiste Jean-Moulin ont présenté un document de réflexion analysé dans les colonnes du Monde du 13 janvier dernier. La lecture de cette étude donne l'impression beaucoup plus d'un travail philosophique que d'un projet réaliste. Sans doute inspirée par l'idée généreuse d'étendre le champ des libertés, les concepteurs ont cédé facilement au postulat qui les conduit à mettre le chertus avant les bouts.

Sur le plan moral, rien à redire. Mais, sur le plan pratique, les auteurs du projet ne comprennent pas en pleine utopie en spéculant sur un niveau de conscience individuelle idéal, mais réaliste et inconcevable dans notre société, c'est-à-dire pour les générations qu'elle a déjà conditionnées ? Aussi les meilleures intentions risquent-elles, au stade de l'application, d'être très exactement à l'encontre du but souhaité, et l'on idéalisme l'homme sans tenir compte de ses faiblesses, de ses travers et de ses défauts, engendrés par un égoïsme inné et acquis par son conditionnement actuel.

C'est à ce stade de la réflexion que les propositions de la section Jean-Moulin ne sont pas seulement inadéquates mais dangereuses. Préférer instituer « la chaise de conscience » pour les policiers afin qu'ils puissent résister au pouvoir hiérarchique en « désobéissant éventuellement aux ordres légalement donnés dans le cadre de la législation nationale », s'inscrivant en contradiction avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, c'est substituer un arbitraire aux erreurs que l'on prétend combattre. Comment, en effet, jouer le gage du bon sens pour s'en remettre aveuglément à l'analyse conjoncturelle des exécutants incités à s'affranchir de la garantie des textes.

Un commandement de la loi requise par une autorité légitime puisse sa source dans la volonté du législateur, que l'on prétendrait donc remettre en cause pour donner au policier le soin d'apprécier. Il pourra le faire bien ou mal, selon son tempérament, son jugement et sa moralité. Mais l'instinct grégaire et l'esprit de corps l'inciteront à se solidariser derrière un chef conjoncturel. Selon les motivations, les arrière-pensées ou l'engagement de celui-ci, les meilleures intentions ne seront-elles pas potentiellement utilisables pour lancer une aventure et transformer un service public en groupe de pression armé face à l'État ou dans la nation ?

Les policiers de la section Jean-Moulin, constants dans leur erreur, traitent ensuite de la suppression de la « police politique », en citant les renseignements généraux et le D.S.T. La séparation nous sépare, ou bien l'acceptation des termes nous oppose. Savent-ils bien ce qu'est une police politique ? Certainement pas l'organisme d'information sans pouvoir de répression ni même de coercition que sont les renseignements généraux, même si l'organisation et le fonctionnement de ce service méritent parfois critique et révision.

Une police politique ne s'évoque pas dans l'abstrait, mais se révèle à combien insupportable ! — par des actions concrètes. Ce sont les faits qui la caractérisent, au Chili ou en Argentine, comme au-delà du désu du fer. Elle traque les idées pour éliminer les hommes qui les véhiculent. Elle est engagée, partisane et souvent fanatique.

Retirer à des fonctionnaires d'un service public, tenus par des dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires précises, le soin d'informer le gouvernement sur l'évolution des phénomènes politiques, économiques et sociaux pour confier ce rôle à un « office » hybride, ni « policier » ni « spécialiste », n'est-ce pas tomber de Charybde en Scylla et jouer les apprentis sorciers ? La Central Intelligence Agency procédait — par raison d'Etat, il est vrai, — d'un principe d'organisation analogue à son origine. En France, nul parti au pouvoir n'a encore tenté d'aller aussi loin, mais, en revanche, l'un d'eux, l'U.N.R., puis R.P.R., a engendré ce nouveau pas particulier que constitue le SAC, qui, à partir de sa mission officielle d'information et d'action, prétendait pénétrer les « carences » ou la « tiédeur » du service officiel que sont les R.G., pour le service du pays... et du pouvoir d'un parti.

Opposer un ornement à un autre ornement, est-ce une solution ? Non, décidément, cette analyse ne nous convainc pas et semble, au même titre, erronée lorsqu'elle préconise le rattachement de la police judiciaire à la justice. En termes simples, cette mesure revient à lier objectivement magistrats et policiers dans une même évocation des obligations fonctionnelles, et l'on aboutit, soit à faire du magistrat un policier, soit du policier un magistrat. Dans le premier cas, c'est l'écroulement, dans le second, l'immobilisme. Et l'on remet en cause le principe fondamental de la séparation des pouvoirs sans lui substituer d'autre garantie, pour le démocratisme, que l'appréciation conjoncturelle d'une obligation fluctuante de réprimer plus ou moins selon les phénomènes éphémères et les pressions de l'opinion publique.

Fidèles à leur inspiration initiale, les rédacteurs du document estiment sans doute impensables des désordres en prescrivant toute mission de maintien de l'ordre. Heureuse perspective malheureusement démentie chez notre voisin l'Italie, où de sévères réurgences des hordes fascistes, cherchant à concurrencer quelques visionnaires gauchistes sans doute bien manipulés, montre que des minorités peuvent jouer les détonateurs qui embrasent des masses. Est-ce une situation si improbable en France, en cas d'instauration d'une société socialiste, que l'on puisse, d'un trait de plume, faire disparaître les C.R.S., qui offrent au moins la garantie d'être composées de fonctionnaires opérant dans un service officiel ?

Il semble bien que ce souci n'ait pas totalement échappé aux auteurs du document qui proposent tout moins que des « volontaires » pour faire face aux offensives de « déstabilisation ». A la seule différence près de l'appropriation politique, n'est-ce pas une méthode analogue, répondant à un souci comparable, qui conduisit M. Jacques Médecin à créer à Nice une sorte de milice municipale ? Il a été limité, depuis, y compris par des chefs d'entreprise. En veulent trop bien faire, on œuvre parfois au-delà du possible et l'on enclenche un processus dont on risque de ne plus être maître.

Les organisations syndicales majoritaires de la police nationale, dont nous sommes (80 % de syndiqués) réels des corps inspecteurs et enquêteurs, peuvent apporter sur débat des analyses et des propositions émises à partir de constatations concrètes des pratiques.

Le document des policiers parisiens de la section Jean-Moulin engendre cependant une autre conséquence qu'il ne m'appartient pas de juger, mais que je me dois de citer. En profilant une perspective socialiste aussi éloignée des réalités, il crée, à quelques semaines des élections, doute et scepticisme dans l'esprit des policiers qui ne peuvent s'accommoder de propositions utopiques. Au parti socialiste de se prononcer et de rétablir, au besoin, au travers du débat démocratique qui lui est propre, les options qu'il compte soutenir et promouvoir.

(*) Secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.).

LE NOUVEL observateur/sondage

Pour les Français le « Bon choix » Est-ce le « Bon choix » de Giscard ?

D'après un sondage exclusif effectué pour le NOUVEL OBSERVATEUR, le discours de Verdun n'a pas changé les intentions de vote des Français. La majorité stagne envers et contre tout à 45% au premier tour, et une simulation de vote, au deuxième tour, révèle dans cette même enquête un avantage de 19 sièges pour la gauche, soit 255 contre 236 pour la droite.

La partie sera serrée. Elle va se jouer à quelques voix près.

Aujourd'hui, une question se pose : si près de la victoire, la gauche peut-elle encore perdre ?

Cette semaine dans Le Nouvel Observateur :

CE QUI POURRAIT EMPECHER LA GAUCHE DE GAGNER.

DIALE D VOYAGES ulera à les re...

SCIENCES

LE HUITIÈME COLLOQUE DE L'ASTEO

La mer : un objectif prioritaire

L'Association scientifique et technique pour l'exploitation des océans (ASTEO), qui groupe près de soixante-dix entreprises, vient de réunir à Paris son huitième colloque. Trois thèmes avaient été choisis : transport en mer, sous la présidence de M. Gérard Chanchant, président-directeur général de la société métallurgique et navale de Dunkerque-Normandie ; énergies, sous la présidence de M. Pierre Desprairies, président de l'Institut français du pétrole ; pêche, sous la présidence de M. Christian Brossier, directeur des pêches maritimes au secrétariat général de la marine marchande.

Dans sa synthèse finale, M. Desprairies a rappelé que 75 millions de kilomètres carrés des fonds marins étaient intéressés pour les pétroliers et que ce chiffre comprendrait 50 millions de kilomètres carrés en mer profonde encore quasiment inconnus. Le prix du pétrole profond sera probablement élevé : 8 à 12 dollars le baril pour les gisements situés à partir de 1 000 mètres d'eau, selon les estimations actuelles les plus sévères. Par comparaison, rappelons que le coût du pétrole offshore des plateaux continentaux varie de 3 à 7 dollars le baril, et que le prix de vente du pétrole est actuellement de 12 dollars le baril.

Le pétrole n'est pas la seule ressource énergétique des océans. Les Américains intensifient leurs recherches sur l'énergie thermique des mers, mais l'exploitation de cette énorme réserve est limitée à la zone intertropicale, là où les eaux de surface sont chaudes. L'énergie des marées semble, elle aussi, susciter un regain d'intérêt : M. Robert Gilrat, de l'usine de la Rance, a annoncé, au colloque, que le Canada venait de promettre un crédit de 20 millions de dollars destiné à reprendre les études du site de la baie de Fundy. Quant à la houille, son exploitation semble relever d'un avenir lointain, bien que des découvertes récentes — l'un d'eux évoque, paraît-il, la silhouette d'une « cane encochée » — soient étudiées fort sérieusement en Grande-Bretagne.

M. Brossier a souligné que les participants aux discussions sur la pêche, qu'ils soient des profes-

sionnels de la pêche et de la commercialisation ou des scientifiques, ont des préoccupations convergentes. La pêche est, en effet, d'une part, par l'évolution du droit de la mer qui est caractérisée par l'appropriation des ressources des zones économiques de 200 milles nautiques, et d'autre part, par l'épuisement des stocks d'espèces traditionnellement pêchées. Il faut donc acquiescer à une meilleure connaissance des ressources vantes exploitables pour arriver à une gestion rationnelle de celles-ci et pour valoriser des espèces traditionnellement dédaignées. Les contraintes nouvelles subies par la pêche peuvent perturber des économies régionales. Mais l'aquaculture — délicate et coûteuse, donc réservée à des espèces chères — peut ouvrir, dans une certaine mesure, un domaine d'activités nouvelles. Etant entendu que le transfert des techniques se fasse bien depuis les hommes de science jusqu'aux « hommes de terrain ».

En célébrant le dixième anniversaire de son association, M. Philippe Peschaud, président de l'ASTEO, avait d'ailleurs réaffirmé devant M. Antoine Ruffenacht, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, que la mer devait être pour les gouvernements un objectif prioritaire. Avec les sondes de 200 milles, la France (550 000 kilomètres carrés) dispose de plus de 10,5 millions de kilomètres carrés.

Y. R.

LE MAUVAIS TEMPS

Le nombre des victimes s'accroît dans les Alpes du Nord

De notre correspondant

Grenoble. — Les brutales chutes de neige tombées depuis le jeudi 2 février (1 m à 1 m 50 par endroits), sont à l'origine de nombreuses avalanches, qui, dans les Alpes du Nord, portent désormais à douze le nombre des morts et des disparus. Le versant italien n'est pas épargné puisque, dans la Vallée d'Aoste, trois touristes belges et trois italiens ont été ensevelis sous une avalanche, alors qu'ils se trouvaient à l'intérieur de leur véhicule.

C'est à Chamonix (Haute-Savoie) que la situation est la plus critique. Il est en effet tombé 1 mètre de neige en vingt-quatre heures. Jeudi, en fin d'après-midi, l'avalanche dite des « Fosses », d'une largeur de 150 mètres et d'une épaisseur de 2 mètres, a pulvérisé trois chalets, dont l'un était habité par des touristes. L'avalanche, qui a peigné à l'intérieur de la maison, a investi tout le bâtiment et a littéralement « éliminé » le chalet.

En utilisant des pioches, les sauveteurs sont parvenus à retrouver les cinq corps des victimes (trois adultes et deux enfants). On est d'autre part sans nouvelles, à Chamonix, de quatre randonneurs partis jeudi de leur hôtel. Au fil des heures, l'espoir de les retrouver vivants s'efface. L'avalanche, dite de « l'Aiguille verte », tombée dans le secteur fréquenté par ces touristes, a pu les emporter, estime-t-on à la gendarmerie de Chamonix.

Samedi matin, la situation était jugée toujours aussi dangereuse : dans cette vallée qui abrite l'hiver plus de trente mille personnes, on dénombre cent onze

couloirs d'avalanches. Parmi ceux-ci, 30 % ont déjà été « vidés », les autres peuvent « partir » à tout moment. C'est la raison pour laquelle un quartier de Chamonix, situé au bas du couloir en Brévent, a été évacué.

En Savoie, la situation demeure, elle aussi, extrêmement préoccupante, malgré le fait que s'est défilé le préfet de ce département, M. Georges Abadie, qui, au cours d'une conférence de presse, vendredi après-midi, à Chambéry, a estimé que « la situation était parfaitement maîtrisée ». Cinq stations sont pourtant encore isolées dans la département de la Savoie : le col des Saisies, Bonneval-sur-Arc, La Giettaz, Pralognan-la Vanoise, Les Menuires-Val-Thorens.

Cette dernière station est inaccessible, la route y menant ayant été coupée par une avalanche large de 800 mètres et dont l'épaisseur atteint par endroits 8 mètres. Celle-ci a d'ailleurs emporté les deux occupants d'un chasse-neige. L'un d'eux a été retrouvé mort, vendredi à 15 heures. Son compagnon et une touriste qui devait se trouver au même endroit n'ont pas encore pu être localisés.

CLAUDE FRANCILLON.

Le Monde

Service des Abonnements
1 rue des Italiens
75271 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 420-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
115 F 210 F 365 F 400 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
225 F 380 F 535 F 570 F

ÉTRANGER
(par mandat)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
162 F 285 F 385 F 415 F

II. - TUNISIE
130 F 240 F 340 F 370 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (tous chèques) vont
recevoir leur journal en plus de
leur demande.

Changements d'adresse
annoncés ou prévus (pour les abonnés
non invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ).

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
régler tous les montants en
capitaux d'impression.

ÉDUCATION

LA FIN DU CONGRÈS DE NANTES

La FEN ou l'unité conflictuelle

Nantes. — Le congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), qui réunissait à Nantes, depuis le 30 janvier, un millier de délégués, s'est achevé vendredi 3 février par un vote de M. André Henry, secrétaire général, au parti communiste : « Nous n'avons aucune agression à l'égard de quiconque. Nous disons seulement au parti communiste attention, les travailleurs ne vous comprennent pas ! »

Ces deux tendances principales — proche des socialistes et proche des communistes — ne se sont pas affrontées directement sur ce terrain. Ce fut plus un congrès d'observation. Si l'unité n'a paru sérieusement menacée à aucun moment, elle n'a nullement progressé. Les quarante-quatre syndicats de la FEN et ses cinq cent cinquante mille adhérents sont dans l'expectative.

De notre envoyé spécial

A trois reprises, M. André Henry a enfoncé le clou : il faut que le parti communiste — responsable, à ses yeux, de la démission de la gauche — annonce clairement son intention de se désister au second tour pour le candidat de gauche le mieux placé. M. Henry l'avait dit lundi, dans son rapport moral, et il avait été vivement éprouvé de même, le lendemain. Mais vendredi, lors de son allocution de clôture, ce passage de son intervention n'a suscité aucun applaudissement. Etait-il allé trop loin dans l'engagement politique ? Avait-il tranché trop nettement la ligne jaune qui sépara le syndicat du politique ? Nul, à la tribune, n'a mis à part les délégués de l'opposition Unité et Action, proche des communistes, n'est venu le lui reprocher. Mais, dans les rangs de la majorité Unité, indépendance et démocratie, proche des socialistes, les interrogations s'emparent parfois sur l'adhésion. « C'est notre indépendance qui est en jeu, disait l'un ; nous n'avons pas l'intention d'empêcher le malinisme des communistes sur la FEN et nous ne pouvons pas nous laisser couper du parti socialiste ».

M. Henry, pour sa part, est parvenu à avoir défendu avant tout « les intérêts des syndiqués ». Le désistement automatique est de règle à gauche depuis des décennies. La FEN ne saurait, sans hypocrisie, faire semblant d'être indifférente aux résultats des élections. Mais le secrétaire général n'a-t-il pas forcé la note et exagéré la volonté unitaire de la base des adhérents de la FEN ?

Un menace du SNI ? M. Guy Georges, secrétaire général du Syndicat des instituteurs (SNI) — qui regroupe trois cent vingt mille adhérents de la FEN, — a paru plus prudent. Dans l'éditorial du prochain numéro de l'école libératrice, hebdomadaire du SNI, il écrit, à propos du congrès de Nantes : « Nous

n'avons pas à dicter leur conduite aux partis politiques ; ce sont les citoyens qui porteront, en définitive, un jugement. Quella que soit l'issue des élections, notre syndicalisme ne changera ni d'objectif ni de méthode. Car le terrain syndical n'est pas la terre politique. Si l'on sait que dans le plénum tenu par M. Henry la même tendance de la FEN, on ne peut empêcher de noter des nuances dans leurs déclarations respectives. Et comment faut-il interpréter cette déclaration du secrétaire général du SNI au congrès, rappelant que son syndicat représentait 60 % des syndiqués de la FEN, mais 23 % des mandats du congrès, et notant que, pour l'instant, il ne s'agit pas en cause la pondération actuelle ?

Manœuvres contre les minoritaires ? Critique voilée contre la tentation de la direction de la FEN de ne pas tenir assez compte du poids du SNI et de ses dirigeants ?

On s'interrogeait, à la veille du congrès, sur l'attitude, qu'adopteraient les représentants de la tendance minoritaire. Le fait qu'ils n'avaient pas recherché l'affrontement avec la majorité n'est pas seulement lié au tassement de leur représentativité (pour la première fois depuis quinze ans, la proportion des mandats qui se sont portés sur leur motion d'orientation s'est diminuée). En réalité, c'est bien la situation dans la gauche qui a paralysé l'opposition interne de la FEN. Oui, le courant Unité et Action est dirigé par des communistes — « 65 % », dit M. Henry, — mais la base est pluraliste, ainsi que l'a montré le sondage réalisé par la SIFRES pour le Monde de l'éducation (1). Beaucoup d'enseignants socialistes se reconnaissent dans ce courant, et les discussions y sont vives sur l'attitude à adopter vis-à-vis du comportement actuel des partis de gauche. Pionniers de l'unité de la gauche au sein de la FEN, les militants

d'Unité et Action, sont, tout naturellement, les premiers gênés par ce qui s'est passé à gauche depuis plusieurs mois. Désigner un coupable c'était, pour eux, se couper d'une partie de leur base. La grande difficulté de ne pas tomber dans le piège tendu par M. Henry et de ne pas placer, à Nantes, le débat sur le plan politique. Voilà pourquoi aucun orateur, pendant les cinq jours du congrès, n'est venu défendre directement la parti communiste.

Ne pas « casser la baraque » Rerement congrès de la FEN aura paru plus bloqué. Si l'on met à part un léger incident qui a opposé le premier jour, les membres du service d'organisation et des minoritaires qui avaient voulu installer un stand de propagande, il n'y a eu aucun accrochage sérieux. Personne ne cherchait à « casser la baraque ». Mais : les critiques habituelles de la minorité ont été faites au ton raisonnable, même si, sur le fond, elles étaient sévères : absence de démocratie interne, irrégularités électorales, mauvaises relations entre la Fédération et les syndicats dirigés par les minoritaires. Les opposants se sont contentés de prendre date, notamment dans le débat sur l'action revendicative.

La gauche au pouvoir, le syndicalisme aura, estimait-elle, à refuser d'entrer dans le logique de l'austérité et des sacrifices. « Votre attitude, ont-ils déclaré aux dirigeants de la FEN, peut permettre demain tous les abandons ». La FEN, en effet, refuse de chiffrer ses revendications, et la publication des objectifs prioritaires qu'elle annonce pour le futur immédiat ne fait l'objet d'aucune évaluation chiffrée : « Retenue de la grille de la fonction publique, et remise en ordre des rémunérations ; amélioration du régime des retraites et révision du code des pensions ; réorganisation complète et définitive de l'enseignement ; détense et extension des droits syndicaux ».

Les dirigeants de la FEN avaient placé ce congrès sous le signe « de l'unité et de la responsabilité ». « Nous voulons l'unité, ont affirmé les minoritaires, nous ne quittons pas la FEN ». Mais, derrière la « responsabilité », ils voulaient se profiler le spectre de l'austérité consistante.

Deux évolutions En dépit du caractère rigide des débats — qui n'ont fait que reléguer les blocages d'une organisation qui repose sur des dosages catégoriels et politiques que nul n'est capable de modifier, — le congrès de Nantes a marqué l'évolution sur deux points au moins : 1) LA LAICITE — La FEN, bien sûr, ne met pas son drapeau dans sa poche au moment où elle reproche aux partis de gauche de la laïcité. Mais la motion adoptée à ce sujet à Nantes (le Monde du 4 février) paraît marquée par la volonté de ne pas mettre en difficulté la gauche au pouvoir. Seul si la pression de la base était très vive, la FEN ne fera pas de surenchère et se sujet après les élections. Certes, elle réclamera une loi fixant l'objectif de la nationalisation de l'enseignement privé mais elle accepte, d'ores et déjà, des départs et des départs. C'est un pas important, et l'on ne peut s'empêcher de penser que l'évolution récente du P.S. à ce sujet n'est pas étrangère à celle de la FEN. On est loin des accents vengeurs du congrès de la Fédération Comac, à Albi, en mai 1977.

2) LA FORMATION DES MAÎTRES. — C'est à ce sujet que l'affrontement des catégories, au sein de la FEN, est traditionnellement le plus vif. Il ne s'agit pas d'une querelle métaphysique, mais de savoir qui, à long terme, contribuera le mieux à l'enseignement. Former les instituteurs en dehors des écoles normales, c'est déposséder le SNI d'une partie de son influence. Les lettres passeront à l'université, c'est augmenter les chances du SNES et du courant Unité et Action qui le dirige. En 1976, à Grenoble, les dirigeants de la FEN avaient fait un premier pas en admettant la nécessité d'un corps unique. A Nantes, ils l'ont réaffirmé : « Oui, nous voulons un corps unique de formateurs, de la maternelle à l'université », a dit M. Michel Gevrey (SNI). Mais il ne lui a pas fallu plus de cinq minutes pour introduire dans la motion pédagogique l'idée que les futurs maîtres doivent tout recevoir d'une formation culturelle « dans des établissements de statut universi-

UN ÉDITORIAL DE M. HABY

DANS LE « COURRIER DE L'ÉDUCATION »

Objectif ?

« Il est important que, demain comme hier, comme aujourd'hui, l'école de la nation ne cesse de progresser à l'égard des batailles idéologiques », écrit M. Haby au début d'un éditorial intitulé « Objectif » dans le Courrier de l'éducation daté du 30 janvier. Après cette affirmation, le ministre de l'Éducation poursuit en présentant les objectifs du programme de Stois en matière d'éducation. Puis il conclut : « Voilà des objectifs qui peuvent être ceux de tous, car il s'agit de donner tout son sens à la modernisation du système éducatif. (...) Cette modernisation, quels que soient les choix du pays, restera le thème de demain ».

La contradiction entre les premières phrases de M. Haby et la suite de son propos n'a pas échappé au parti communiste. M. Louis Merand, député du Calvados et délégué national du P.S. à l'éducation, a appelé l'attention du ministre, dans une question écrite, sur la confusion

évidente existant entre la diffusion des textes officiels et celle de prises de positions politiques, manifestement liées à la campagne pour les élections législatives, dans des publications ministérielles financées sur fonds publics. Le délégué socialiste demande au ministre « quelles mesures il compte prendre pour garantir la laïcité et le neutralité du service public, et pour réserver les publications officielles aux informations d'intérêt général ».

Le « Courrier de l'éducation » est un « bulletin d'information du ministère ». Bimensuel, il est tiré à sept cent soixante-dix mille exemplaires et diffusé dans tous les établissements scolaires à l'intention des enseignants et des personnels de l'éducation. On le « programme de Stois » a une « signification idéologique et politique, ce qui est difficile à croire, ou il se a une, et dans ce cas M. Haby fait en quelque sorte la démonstration qu'il n'est pas d'information » peut servir bien opportunément de feuille électorale. — C. V.]

SPORTS

SKI

UNE NOUVELLE CHAMPIONNE AUTRICHIENNE

De notre envoyé spécial

Garmisch-Partenkirchen. — Le deuxième titre de championne du monde, cette fois dans la discipline du slalom spécial, est allé couronner de nouveau une Autrichienne. La toute jeune Lea Socklauer, dix-neuf ans, une ressemblance avec le nom de la championne de l'été, a été retrouvée morte, vendredi à 15 heures. Son compagnon et une touriste qui devait se trouver au même endroit n'ont pas encore pu être localisés.

Sa cadette, Perrina Ferner, dix-sept ans, a été la concurrente qui l'a fait le plus trembler après que la Suisse Lise-Marie Morerod

l'eut soulagée en manquant sa première manœuvre. Mais ni Perrina Ferner ni Fabienne Serrat, pourtant bien dans la course, n'ont pu forcer le destin. Avec Pamela Behr, les Allemandes obtiennent une troisième médaille d'argent — résultat qui aujourd'hui comblerait de fierté le pavillon français. — O. M.

SLALOM SPECIAL DAMES
1. Lea Socklauer (Aut.), 1 min. 24 sec. 83 ; 2. Pamela Behr (R.F.A.), 1 min. 25 sec. 33 ; 3. Monika Kasser (Aut.), 1 min. 25 sec. 37 ; 4. Perrina Ferner (Fr.), 1 min. 25 sec. 37 ; 5. Fabienne Serrat (Fr.), 1 min. 26 sec. 75 ; 6. Hanni Wenzel (Liech.), 1 min. 26 sec. 8 ; 7. Ulla-Maria Björndal (Suède), 1 min. 26 sec. 59 ; 8. Claudia Giordani (Ital.), 1 min. 26 sec. 87 ; 9. Christa Zechmeister (R.F.A.), 1 min. 26 sec. 9 ; 10. Renate Mooslehner (R.F.A.), 1 min. 27 sec. 43 ; 11. Martina Loucha (Fr.), 1 min. 28 sec. 62.

FOOTBALL

NICE EN TÊTE

Après les matches de la vingt-sixième journée du championnat de France de première division, Nice occupe la première place du classement avec un point d'avance sur Nantes et Monaco. Les deux derniers matches seront disputés ce samedi 4 février et opposeront Metz à Paris-Saint-Germain et Troyes à Sochaux.

Classé par ordre de points : 1. Nice, 35 pts ; 2. Nantes et Monaco, 34 ; 3. Marseille, 33 ; 4. Strasbourg, 32 ; 5. Lens, 31 ; 6. Saint-Etienne, 30 ; 7. Paris-Saint-Germain, 29 ; 8. Metz, 28 ; 9. Valenciennes, 27 ; 10. Metz, 26 ; 11. Nancy, Reims et Troyes, 25 ; 12. Rouen, 18.

هكذا من الأصل



Monde aujourd'hui

Faits divers

M. Jean est mort

« Vous donneriez à M. Jean », a dit le client à la patronne du bar le Petit Longchamp, le comptoir un petit paquet. Il a ajouté : « Je ne l'ai pas vu au moment des étreintes, vous le lui donneriez de ma... » Mais il s'est interrompu, car la patronne pleurait. Les yeux rougis, un mouchoir serré en boule devant les lèvres, elle a expliqué : « M. Jean est mort, il s'est tiré une balle dans la bouche avant-hier. On voulait l'acquiescer, vous comprenez. »

Dans le bar, une chape de cha-grin s'est répandue comme une brume glacée. Qui aurait pu penser que M. Jean était si malheureux ? Tout le monde aimait ce vieillard actif et serviable. Dans le quartier des Réformes, à Marseille, peu connaisseur du véritable nom de Jean Fernandez. Il faisait partie du paysage du quartier, cet ancien opérateur de cinéma qui, à quatre-vingt-quatre ans, continuait, par force, à bricoler pour l'un, pour l'autre, comme réparateur radio, au fond de ce magasin où l'hébergeait un artisan plombier. Tout le monde l'aimait, M. Jean. C'est un vrai que, lorsque le plombier parti, le brave homme à qui le local appartenait avait permis à M. Jean de rester dans ce quartier qu'il n'avait pas quitté depuis soixante ans... et sans lui demander un sou.

Mais le propriétaire est décédé. Il avait des héritiers, qui n'ont pas voulu s'embarrasser d'un locataire qui ne payait pas de loyer. La menace d'une expulsion planait sur la tête de M. Jean. Il s'est ouvert à un vieil ami. Croyant bien faire, celui-ci lui a conseillé de se résigner. Mais M. Jean n'a pas pu supporter l'image de l'assile pour finir ses jours. Ce « mourir » vers lequel il avait vu partir plusieurs de ses vieux camarades, pour n'en plus revenir... Samedi, à son habitude, M. Jean

s'est levé à 8 h. 30. Comme chaque matin, il est allé jusqu'au tabac du coin prendre, pour la patronne du Petit Longchamp, la provision de cigarettes destinées à la clientèle du bar, ce qui lui rapporte quelques pièces. Puis, en vidant à petites gorgées sa tasse de café noir, assis à une table, il a écrit une lettre. Une lettre retrouvée chez lui, dans l'arrière-boutique du magasin. Elle se terminait par ces mots sans ambiguïté : « Pour moi, le vie est *fini* », puis, il a noté l'heure, 8 h. 30. L'heure du rendez-vous fixe avec l'ami pour le voyage aller simple.

L'ami tarde. Il est en retard. L'ami arrive à 9 h. 10. Trop tard. M. Jean est rentré chez lui. La balle a fait éclater la tête de M. Jean. Il est allongé sur le plancher, face contre terre. Il avait 15 francs par jour pour vivre. Personne, dans le quartier, ne l'a jamais entendu se plaindre. JEAN CONTRUCCI.

Regard

Le retour du Berger

Il est petit. Un mètre soixante-deux. Très jeune, il s'engage, dans l'armée, et, comme il dit, « s'engage dans la fabrique de grands hommes ». Gavino Ledda (1), le berger de Padre Padrone, auteur du livre d'où les frères Taviani ont tiré le film, parle calmement de son exceptionnelle expérience, de son village sarda, de sa mémoire et aussi de son père. Le village est devenu, depuis le succès du livre et du film, une curiosité touristique. Un musée vivant. Un lieu à consommer.

Le père patron a refusé de le voir. « Il ne veut pas savoir, dit Gavino. Il attend que le film passe à la télévision. Mes rapports avec lui ? Ils sont maux. L'autre jour, une équipe de télévision est venue nous interviewer. Elle a dû prendre chacun à part. Le journaliste a demandé à mon père s'il était content de moi. Il a répondu qu'il n'a de sym-

pathe que pour ses deux autres fils, celui qui a réussi à être sergent dans l'armée, et l'autre qui a sa propre ferme dans le village. Moi, je ne suis pas sympathique. Réussir, pour lui, c'est être en mesure de ne rien lui demander. Or mon père croit qu'un jour je vais venir otore à ses dépens. L'argent ? Pourquoi m'en parlez-vous ? Oui, le livre a été vendu à cent quatre-vingt mille exemplaires en Italie, et puis il y a le film. Mais moi, ce que je veux, c'est redevenir berger, revenir à la terre... »

Gavino Ledda vient d'écrire un autre livre. Il est toujours passionné de linguistique et de musique. Il porte en lui, dans la voix, dans les gestes, son village, sa terre.

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) Gavino Ledda était aux rencontres sur « Le village méditerranéen » organisées par l'INA à Châteaufort.

Une affaire

« Fme, 98 ans »

P OUR vendre un appartement ou pour de Paris, on peut vendre sans poutres apparentes, son « bon rapport », ou encore le caractère résidentiel du quartier où il se situe. Mais l'imagination des marchands est, semble-t-il, sans limite, à en juger par cette petite annonce parue au début du mois dans un quotidien du matin : « Imm. parfait état, confort, calme. Très beaux studios, entrée, cuis., s. de bains, balcon. L'un loué Fme 98 ans, autres libres ».

Fme 98 ans, comprenez : « Bien sûr, un des studios à vendre est loué à une vieille dame, qui ne peut pas être expulsée en raison de son âge et de sa condition modeste. Mais c'est tout avantage pour vous : le studio occupé vous reviendra moins cher et compte tenu de l'âge de l'occupante... » Qu'en peu de mots ces choses-là sont dites !

La société qui a fait paraître cette annonce est spécialisée dans le vloger, dont elle ne semble, cependant, pas avoir

compris toutes les subtilités : chacun reste libre, en effet, de faire de son espérance de vie un élément de son patrimoine, mais en aucun cas n'a le droit de spéculer sur la mort d'autrui à son insu.

Toute forme de sexisme ou de racisme dans les petites annonces est désormais condamnée par la loi, sinon par les tribunaux. D'autres progrès restent à faire.

N. B.

Masques

L'être et le paraître

par PIERRE DROUIN

NARCISSE est mort. Ce n'est plus sa propre image que l'homme public voit, projetée sur l'écran de la télévision mais celle qu'il entend imprimer dans les esprits de ceux qui regardent. Il n'admire plus son reflet mais son rôle de composition.

Quand Démétrios soupait des cailloux, c'était pour corriger un défaut de prononciation, non pour modifier son visage. Que des hommes politiques prennent des leçons de maintien devant les caméras, rien de plus normal. On ne s'improvise pas acteur. On le met en scène pour faire mieux passer leur message sans l'être vraiment leur cause ?

Le paraître devient l'être lorsque le personnage est amené à multiplier les apparitions en public. Il dépouille sa peau d'origine pour un revêtement plus lisse, et finit par se complaire tant dans sa nouvelle incarnation qu'il ne la quitte plus. « Chassez le naturel, il revient au galop. » Encore une de ces sentences qu'il faut réviser, maintenant qu'on sait fabriquer pour les besoins extérieurs une autre nature. Le miroir a donc de la voix à des petites chanteuses ou soufflé court et l'impression d'une vedette recompose presque comme le Docteur Moreau d'H. G. Wells la poupée musicale qui drénait les applaudissements. Qu'est devenu le fameux « naturel » ? Est-ce le sujet qui existait avant sa transformation ou l'être qui brûle les planches ? Galatée était statue mais elle est devenue femme après l'amour de Pygmalion.

L'existentialisme n'a pas peu contribué à brouiller les cartes. Si l'homme est ce qu'il se fait, pourquoi ne serait-il pas aussi ce qu'on le fait, la personnalité en constante « représentation » se dotant peu à peu d'une nature et consistant à devenir le vrai. Un personnage de *Anna Karenine*, d'Alphonse Daudet, à cette phrase merveilleuse : « Lorsque je ne parle pas, je ne pense pas. »

La manière de s'habiller pour la présentation publique est l'une des plus grandes révélation de l'inconscient. Par une sorte d'inversion des valeurs typiques de l'époque, le bourgeois aime faire « peuple » et le représentant de la classe ouvrière porte tous les attributs du costume de ville.

Attention, toutefois, à ne pas dépasser une certaine ligne invisible lorsque l'on occupe des fonctions de très haut rang. A la télévision le chandail de Glacard, alors ministre de l'économie et des finances, n'a pas été tellement apprécié du public. Mais personne n'en voudra à M. François Bloch-Lainé de se présenter en photo pleine page sur son livre *Profession, fonctionnaire*, en bras de chemise, à Raymond Aron d'arborer le « col roulé » sur les photos de présentation de ses ouvrages ou articles. A l'inverse M. Seguy et M. Marchais sont beaucoup plus à l'aise aujourd'hui en costume bien coupé et cravate, ce qui leur donne un air rassurant.

Le romantisme n'a pas perdu tous ses droits pour qui, comme M. Mitterrand, pense qu'il faut aller vers le peuple, non seulement une rose à la main, mais avec un chapeau de style Bruant. Et quand il pose pour une affiche, c'est sur un fond de nature et de vent, imprimant du même coup, dans la tête de celui qui regarde, l'idée de l'homme qui sait respirer largement, qui cultive l'écologie et qui puise son inspiration dans les racines les plus profondes du sol français.

Romantisme, ne l'est pas moins celui qui lance les « nouveaux philosophes » : Bernard-Henri Lévy, dans le détail savamment négligé de sa toilette. Musset est revenu parmi nous : « Notre albatros a ses mœurs, parait-il, sa vérité. Celui qui l'a dit est toujours étonné. »

A l'université, le philosophe et surtout le sociologue ont maintenant laissé tomber l'attirail vestimentaire du fonctionnaire, mais la droite et surtout la médecine résistent. Les professeurs ont besoin encore, dans ces zones-là, de toute leur « armature » sociale, les contacts se prolongent, au-delà des étudiants, avec le grand public.

Qu'il s'agisse de la politique ou de l'art, le professionnalisme impose de plus en plus une manière d'être qui est une dépersonnalisation de l'être en faveur du paraître. Quelles ambiguïtés, dans de tels comportements ! Car, inconsciemment, la « vedette » peut aussi obéir à la règle déguisée par MM. Michel Crozier et Erhard Friedberg (1) : « Mon pouvoir tient avant tout à mon droit de faire autre chose que ce qu'on attend de moi. »

(1) *L'acteur et le système*, Editions du Seuil, 1977 : 448 pages, 65 F.

Au fil de la semaine

L'HERÉDITÉ ou le milieu, l'inné ou l'acquis ? C'est un grand débat, peut-être même le grand

débat. Les hommes diffèrent par leurs capacités intellectuelles, par leurs facultés d'adaptation, d'observation, de déduction, de réflexion, en un mot par leur intelligence. Ces différences sont-elles héréditaires et innées ou dépendent-elles du milieu, de l'acquis de la vie entière ? Tel est, schématisé peut-être à l'excès, l'objet du grand débat.

Pour les uns, aucun doute : l'intelligence est héréditaire, ou du moins l'hérédité joue un rôle absolument déterminant dans le façonnement des traits psychologiques et de la personnalité. Chacun de nous a hérité un patrimoine génétique, en don gratuit de la nature et de la chance. Dès lors, ses capacités, ses facultés, son intelligence sont à peu près fixées dans des limites déterminées. Des variations réduites, de petits progrès ou des régressions légères peuvent être observés, mais l'héritage génétique ne saurait être substantiellement modifié au cours de l'existence. Nous naissons inégaux et nous le demeurons.

Pour les autres, c'est l'inverse qui ne fait pas de doute : l'intelligence n'est pas héréditaire, ou du moins rien ne le prouve. Elle ne doit rien à l'héritage génétique, elle n'est pas transmise par les gènes, les dons n'existent pas. Tout dépend du milieu, de l'environnement, qui exerce une influence décisive sur les aptitudes intellectuelles et permettent de façonner un génie ou un demeuré à partir du même individu. Nous naissons différents certes mais égaux, et c'est le conditionnement social qui engendre l'inégalité.

La controverse n'est pas nouvelle : elle dure depuis un siècle et davantage. Si elle rebondit aujourd'hui, c'est parce que les progrès des sciences de la vie ont donné désormais aux tenants des deux thèses une foule d'arguments nouveaux, qu'ils se lancent à la tête avec passion, avec fureur même. Cette relance est pourtant tardive et encore modeste en France, alors qu'à l'étranger, particulièrement aux États-Unis et en Grande-Bretagne, le débat est son plein depuis plusieurs années déjà. Surtout, l'affaire n'oppose et ne divise plus seulement les savants de quelques disciplines comme la biologie ou la génétique, mais elle s'étend rapidement, débordant les problèmes scientifiques pour envahir un à un des domaines apparemment fort éloignés de son objet initial.

Il faut immédiatement ajouter que les deux thèses ne sont jamais, ou

presque, présentées de façon aussi tranchée et absolue qu'on vient de le faire pour les résumer. Leurs défenseurs respectifs nuancent et atténuent leurs propos par mille considérations et concessions. Ils invoquent ou récusent une foule de notions et de démonstrations, d'expériences et de théories, par exemple sur l'existence, la valeur et la possibilité de mesurer le coefficient intellectuel (QI) d'un individu ; et ils élargissent leurs échanges à des notions aussi difficiles à définir que les critères de réussite sociale, s'occupant mutuellement d'imposture. On se gardera bien, par prudence et risque d'incompétence, d'entrer plus avant dans leur discussion.

ON voit pourquoi cette discussion est grave et ne se limite pas à une querelle d'école entre savants. Si l'on croit que l'éducation, la formation peuvent conditionner les hommes quels qu'ils soient, les enrichir ou point de donner des chances égales ou presque à tous, bref si l'on importe quel individu peut acquérir l'intelligence, c'est toute l'organisation, le fonctionnement, les finalités de l'enseignement qui sont en cause. Au contraire, si on retient de façon aussi extrême le thème de l'hérédité, alors il est bien inutile de s'acharner à dispenser à tous une même instruction au lieu de l'adopter aux possibilités de développement de chacun telles qu'elles résultent de sa nature, en faisant porter l'essentiel de l'effort sur les plus capables, les plus doués.

Plus encore : pourquoi vouloir changer la société si les hommes doivent rester ce qu'ils sont ? Et, à l'inverse, si l'environnement fait tout, le progrès entraînera un profond changement pour l'humanité tout entière. Nous voyons, on le voit, pourquoi sur le terrain de la politique ou sens le plus large avec tout ce qu'elle met en jeu, à commencer par notre conception de la civilisation et l'organisation de nos sociétés, tout simplement. Et on comprend aussi comment, en théorie, ceux qui croient ou caractères essentiellement génétiques de l'intelligence et jugent l'inégalité fatale devraient être conservateurs, tandis que ceux qui nient l'hérédité et ne se fient qu'à l'environnement pour établir une égalité à leurs yeux possible seraient progressistes.

Or, ce n'est pas si simple. On trouve d'authentiques hommes de gauche dans le camp « héréditariste », de solides réactionnaires du côté « envi-

ronnementaliste ». On doit certes laisser à part ceux qui se couvrent de la première thèse en la poussant à fond et en l'interprétant pour en venir à des théories proprement racistes et autoritaires, voire fascistes ; et on remarque que, parmi les tenants de la seconde explication, très rares sont ceux qui vont jusqu'à plaider l'égalité absolue sans admettre au moins une certaine influence de l'hérédité. Cependant, les données scientifiques, si ôprement contestées qu'elles soient, que retiennent certains savants, même engagés politiquement très à gauche, les ont convaincus de l'importance majeure du facteur héréditaire.

L'UN d'eux précisément, à propos de deux articles successifs où ce problème était évoqué (1) et où on se demandait si le rôle de l'hérédité n'était pas, trois ou quatre fois plus important que celui de l'environnement (2), nous écrivait : « Je vous ai lu avec plaisir et avec un certain soulagement. Il ne faut pas se laisser gagner par les tendances réactionnaires ou nihilistes de gauche. C'est dans mon domaine, celui de la psychologie et de la biologie, que je m'insurge contre certaines affirmations. Et j'apprécie votre bon sens quand vous écrivez : « Ce n'est pas parce que sa mesure exacte peut être contestée qu'un fait établi n'existe pas. »

Et comme on avait cité l'évaluation de 80 % d'hérédité, chiffre avancé par certains, il poursuivait : « Ce chiffre est dépourvu de signification hors des conditions suivantes :

1) Il ne concerne que l'intelligence, plus précisément encore une certaine forme d'intelligence.
2) Cette proportion de 80 % d'hérédité et 20 % dus au milieu ne concerne que la morphologie des différences entre individus. En d'autres termes, la différence d'intelligence entre individus est attribuable « en moyenne » à 80 % pour les facteurs génétiques et à 20 % pour les facteurs du milieu.
3) Ce rapport 80 %-20 % n'est valable que pour une population relativement homogène, par exemple, les écologistes parisiens d'origine française. Pour une population hétérogène, le rapport peut être inversé.

J'insiste encore sur un point d'une extrême importance : le rapport hérédité-milieu ne concerne que les différences entre individus d'une population bien définie et ne concerne pas les différences « entre groupes ». Ainsi la différence d'intelligence constatée entre enfants d'origine populaire et

enfants d'un milieu culturellement privilégié peut être due totalement aux facteurs du milieu. »

Et de conclure : « Au fond, c'est pour défendre cette vérité d'une incontestable portée politique que se battent les contestataires de l'hérédité. Mais leur stratégie, leur discours terroriste, consiste à discréditer l'hérédité partout où elle peut s'exprimer. Ce faisant, c'est leur part de vérité qu'ils risquent de discréditer, d'obscurcir. Dans la confusion ainsi entretenue et tablant sur l'évidence des facteurs génétiques, les conservateurs ont, en effet, beau jeu pour fonder les inégalités sociales sur les inégalités héréditaires. L'obscurantisme de gauche entretient l'obscurantisme de droite. »

Ainsi s'exprime M. René Zazzo, directeur du laboratoire de psychologie de l'enfant à l'école pratique des hautes études, professeur à l'université de Paris-VI, militant d'extrême gauche et exégète marxiste. Si on a cité un peu longuement ses remarques, on aurait pu tout aussi bien faire référence à la démonstration de son contradicteur le plus habituel, A. Albert Jacquard, directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques et qui enseigne aux universités de Paris-I, Paris-VI, Paris-VII et Genève. A la suite des mêmes articles, il nous écrivait de son côté au sujet de la proportion 80 %-20 % : « En fait, il ne s'agit pas d'une querelle de chiffres, il s'agit de montrer que ces proportions, que ce soit 80 %, 70 % ou 30 %, n'ont aucun sens, en raison de la méthode même qui a permis de les calculer. » Et d'ajouter : « Il est grave de placer ce débat, qui devrait rester scientifique, sur le terrain politique, d'en faire, avec de gros moyens, un débat entre la gauche bornée et sectaire et la droite ouverte et réaliste. C'est une opération dont les prolongements paraissent inquiétants. »

Voilà quelques rapides éléments de réflexion. Ils donnent une idée de la complexité du débat, de son importance aussi, montrant qu'à l'heure où les manipulations génétiques font l'objet de discussions passionnées (2) il s'agit vraiment du « grand débat ».

(1) *Le Monde* des 18 juin et 3-4 juillet 1977.
(2) On a pu lire à ce sujet (*Le Monde* du 7 février) le compte rendu par le Dr J.-P. Lecomte d'une rencontre très animée qui s'est déroulée tout récemment à la Sorbonne à l'initiative du MUSE (Mouvement universel de la responsabilité scientifique) ainsi que la réaction que M. André Lecomte, sous-directeur au Musée de l'homme, de deux ouvrages parus aux éditions Copernic dans les titres *Inégalité de l'homme* et *Race et intelligence* sont sans équivoque.

Le grand débat

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

RADIO-TELEVISION

POINT DE VUE SUR RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

Encore une voix détournée

Des journalistes pigistes de Radio-France internationale nous ont adressé le texte suivant :

« **L**a France est aujourd'hui considérée et respectée dans le monde, considérée et respectée davantage peut-être que vous ne le croyez », a déclaré, dans son discours de Vaud-sur-le-Doubs, le président de la République. « Oui », a-t-il ajouté, « derrière nos intérêts et ceux de nous, il y a un tout autre jeu, il s'agit de veiller à la réputation de la France. »

Partie prenante de ce « tout autre jeu », nous journalistes pigistes de Radio-France internationale, désirons de contribuer pour notre modeste part au bon choix pour la France, en nous appuyant sur quel point des propos du chef de l'Etat correspond à ce que nous vivons depuis 1974, date de l'éclatement de l'O.R.T.F.

Le rayonnement mondial de la France a été magistralement assuré, notre pays restant au vingt-huitième rang pour le nombre d'émissions sur ondes courtes diffusées vers l'étranger. Bien loin derrière la petite Albanie et la minuscule Principauté de Monaco ! Mais ce n'est pas tout.

Le Quai d'Orsay, maître d'œuvre de ces émissions réalisées par Radio-France (1), s'attache à créer une présence française profonde et

désintéressée, puisque nous avons diffusé ces dernières années exclusivement vers l'Océan Indien et l'Afrique, dont la France est « l'ami fidèle et sûr » et musc.

Mais il y a plus. Pour occuper la mission d'ambassadeur, pratiquant un tourment à 90 degrés, nous diffusons depuis le mois d'octobre à l'intention des pays de l'Est et du Sud, c'est-à-dire par pure coïncidence que le gouvernement américain a proposé pour le budget 1978-1979, une augmentation substantielle des crédits de Radio-Europe libre et de Radio-Liberté qui, comme chacun le sait, émettent exclusivement vers l'Est. (Le Monde du 25 janvier 1978).

Quand au reste du monde, la France y sera largement « considérée et respectée » grâce aux émissions en ondes courtes ou moyennes diffusées en tout et pour tout en Allemagne, en Espagne et au Portugal. (Contre une vingtaine de langues jadis, y compris le grec démocratique et katharevousa et le yiddish. Contre trente langues émises par la Principauté de Monaco aujourd'hui.)

Arrêtons-nous maintenant sur l'effort exceptionnel consenti pour les programmes enregistrés, émissions culturelles réalisées aussi par Radio-France et diffusées gratuitement aux radios étrangères par les attachés culturels de nos ambassades : en quatre ans, on a réussi à les réduire de 80 %. Mille quatre cents heures enregistrées en vingt

langues en 1974. Trois cents heures en quatre langues en 1977. Et en 1978 ?

Déjà les émissions pour le Brésil sont supprimées. Elles se feront sur place, à Rio, où la culture française, c'est sûr, est mieux connue que chez nous et où règne la plus totale liberté d'expression. Il reste deux cent cinquante heures en trois langues : française, anglaise, espagnole. Il semblerait qu'on ne puisse guère descendre plus bas. Et pourtant...

Cessons de plaisanter et ouvrons le Bulletin officiel des annonces des marchés publics du 18 décembre dernier. On peut y lire un appel d'offre du Quai d'Orsay pour la réalisation par lots de ces émissions. Radio-France est mise en concurrence avec le secteur privé. Question de budget ? Ou la vocation culturelle de Radio-France est-elle moins appréciée que la « mesure spéciale-Quai » que seraient sans doute mieux fabriquées des émissions privées ?

Une maquette concurrentielle est en voie de fabrication à Radio-France. En français exclusivement. Dans le meilleur des cas, elle élargit l'exception. Il n'y aurait sans doute pas d'émissions originales réalisées en anglais et en espagnol, et les auditeurs étrangers se trouveraient à l'écoute d'émissions traduites et lues par des speakers ! Rien ne prouve que Radio-France, candidat parmi d'autres, sera retenue. Si elle ne l'est pas, la mission de rayonnement culturel de la France à l'étranger échappera complètement au service public.

Et enfin, il serait également question que le ministère du Travail et la Fonda d'action sociale ne subventionnent plus les deux heures quotidiennes diffusées en dix langues sur France-Culture pour les travailleurs étrangers résidant en France. De mauvaises langues voient là un rapport avec les récentes mesures Stelm...

En tout état de cause, et toutes ces menaces devenant réalité, c'est une cinquantaine de journalistes, pour la plupart des pigistes, qui seraient privés de travail. Une goutte d'eau dans le millon et plus de chômeurs.

(1) Le Monde daté 15-16 janvier, et 4 février.

A « Apostrophes » Le roman c'est la liberté !

C'EST LA LIBERTÉ, vendredi sur Antenne 2, chez Pivot, pour le roman. Pendant une heure, on se sent parler moins de changement de société que de style, moins de qualité de la vie que de bonheur d'écriture.

Au tour du maître d'œuvre, Frédéric Moreau et de son essai Le Roman en liberté, intervenait Jules Roy, et son premier roman d'amour : Le Désert de Ratz ; Christine Anohy et son Bonheur d'une manière ou d'une autre ; Pascal Bouchard et ses Romaniers à treize ans, qui inventent comme lui mentent, un jeune premier romancier, François-Olivier Rousseau ; le Regard du voyageur, et un écrivain tardif mais prolifique, la Polonoise Andrzej Kusnierek, le Roi des deux Siciles.

Des propos qui s'entrechoquaient, on a pu retentir que le roman se porte bien, qu'il apporte à son lecteur, sinon toujours à son auteur, une sorte de bonheur, qu'il ne connaît pas ses frontières, qu'il est « cannibale » (Virginia Woolf). Si certaines affirmations avaient l'évidence tragique des idées trop reçues pour être notées (la romancière voit ce que les autres ne voient pas, il a le don de doubler vue, il propose une vision du monde), d'autres avaient le mérite d'une plus grande recherche (l'autobiographie n'existe pas, tout est autobiographique, le romancier se démultiplie à travers tous ses personnages ; la style, c'est la fond ; l'imagination n'est pas seulement dans l'invention de l'histoire mais dans la conduite du récit, à chaque instant du parcours), pour se conclure sur cette image autistique de Frédéric Moreau : l'imagination est une vertu comme la charité chrétienne ; elle paraît ce qu'elle décrit de ses propres richesses.

En définitive, le roman, qui n'est ni poésie, ni histoire, ni essai philosophique ou politique, peut annexer la poésie, l'histoire, la philosophie, la politique, la linguistique, l'ignorance ou le savoir.

C'est ça sa liberté : son infini pouvoir. Alors, il y aura encore de beaux jours pour les raconteurs d'histoire. — P. M.

HOMMES-SANDWICHES

On vous écrira !

ROUGE, orange, vert, attention, micro. Vingt-cinq candidats venus pour un concours d'animateurs organisé par Sud-Radio se présentent à Toulouse. Sept cent cinquante demandes de participation sont parvenues à la station.

Dans un studio, les candidats défilent les uns après les autres, s'assoient, intimidés. Ils tentent leur chance. Plusieurs épreuves sont prévues : un essai de voix, une lecture de publicité, des annonces de disques, une interview de quelques minutes. L'audition terminée, un temps de détente. Les responsables y mettent fin. Mirel, on vous écrira !

Il y a des âges divers, vingt-quatre hommes et une seule femme, et ils ont en général une passion : le cinéma ou le jazz. Mais que sont-ils donc venus chercher ? Du côté de la technique, on écoute les voix amplifiées. Peu de commentaires. C'est bon ou pas, ça peut se faire une saison. De toute façon, les contrats seront attribués dans le meilleur des cas, ou de six mois. Les animateurs passent, bien sûr, les voix laissent ; sans cesse il faut changer de rythme. A Sud-Radio, on parlait de jour-là des animateurs comme des comédiens, et on disait que c'était un « métier instable », qu'il fallait « avoir peur pour être bon à l'antenne ». Ceux qu'on engageait ne produisaient pas leur émission, ils exécutaient un programme fixé par un service. Ils mettaient en forme.

L'animateur est un intermédiaire rentable. Il vend son nom — en échange d'une certaine renommée — à une image de marque, et il présente la publicité. Plus la seconde coûte cher, plus l'émission est cotée, plus l'animateur est réputé. Voyez aujourd'hui à Paris ces

panneaux où s'affichent les visages de Pierre Bellemare et de Philippe Gildas. Michel Drucker habillé en M. Loyal, envahi le métro et recouvre les palissades : images d'hommes réduits à la dimension d'une voix, et d'un micro.

A Toulouse, le concours était triste. Les candidats répétaient les tics caricaturés de leurs aînés. Cet exercice assez affligeant d'imitation prouvait leur bonne volonté mais aussi leur soumission.

A Sud-Radio (ancienne société andorranne devenue depuis peu une société française) des changements surviennent après la nomination en octobre dernier de M. René Duval à la direction de l'information et des programmes. Mais les vraies transformations de la station datent de la nomination de M. Xavier Gourpou-Beauchamps à la présidence de la SOFIRAD et à la présidence de la station. Depuis ce jour, Sud-Radio s'est découverte une vocation régionale et vise à conquérir les auditeurs du Midi-Pyrénées, de l'Aquitaine et du Languedoc-Roussillon. M. René Duval dit que Sud-Radio doit être la « première des stations régionales au lieu de rester la dernière des stations nationales ». Seul concurrent : Radio-Mont-Carlo, également contrôlée par la SOFIRAD. Mais là-bas, à Toulouse, on se soucie peu de R.M.-C. ou de la station régionale de FR 3. On veut inventer des jeux, des magazines, être à l'écoute des auditeurs et de leurs traditions.

Sud-Radio recrute donc des animateurs pour de nouvelles émissions : la « grille » des programmes sera élaborée d'ici octobre 1978.

MARIE-FRANÇOISE LEVY.

L'impartialité, ici et ailleurs...

De l'art d'interroger un premier ministre

L'IMPORTANT pour une télévision libre, aimait à répéter Eric Sevareid, présentateur vedette aux Etats-Unis (il vient de prendre sa retraite), l'important ce n'est pas d'être impartial, ce n'est pas d'être exact, c'est d'être libre. Et à quel se mesure l'indépendance d'un service public d'un genre aussi particulier ? Très exactement à celle de son président-directeur général. A l'égard de qui ? Du pouvoir. C'est soit un conseil des ministres, soit à un conseil d'administration désigné, en partie seulement, par le gouvernement, qu'il appartient en effet la plus souvent de commander la responsabilité des sociétés de télévision.

Seulement voilà, à peu près partout, contrairement à ce qui se passe chez nous, un contrat à durée indéterminée ou renouvelable automatiquement, à moins de faute professionnelle grave, maintient le président à son poste jusqu'à l'âge

de la retraite. Un départ prématuré, provoqué, exigé, suscité par un tel ou tel, en Hollande, en Suisse, en Suède, en Grande-Bretagne en particulier, que personne n'a jamais osé violer cette règle non écrite. Tout est là, tout repose sur le respect d'une certaine idée de la démocratie.

Notion parfois un peu trop élastique, hélas ! et sujette à bien des distorsions. Regardez ce qui se passe au Canada, un pays où le service public n'est pas le monopole de la télé, il s'en fait un pays où l'on peut copier jusqu'à vingt chaînes, dont certaines par câbles ; un pays traditionnellement attaché aux libertés ; un pays dépendant d'un héritage latin, avec ce que cela peut comporter d'intolérance passionnée, semble peser un peu lourd dans la balance depuis quelques temps. Depuis l'élection de M. René Lévesque, en novembre 1976, au Québec, plus précisément.

par CLAUDE SARRAUTE

À sa décharge, elle l'avait en effet soumis à une interview extrêmement agressive et serrée, tout premier ministre qu'il était, lui faisant perdre ainsi plusieurs points dans les sondages.

Quant aux impuissantes fureurs de Sir Harold Wilson et, après lui, de M. Jim Callaghan contre le B.B.C., elles sont sources d'incompréhensibles incidents très douloureux racontés par Sir Charles Curran, l'ancien directeur général de la télévision britannique. Je l'ai rencontré à l'occasion d'un colloque sur l'information télévisée organisé par Radio Canada, justement, en novembre dernier. Jamais, au grand jamais, White City n'eût dû céder aux injonctions déplorables de Downing Street.

Mais jamais, au grand jamais, nos journalistes ne se permettraient de parler aux grands premiers rôles de notre scène politique — qu'ils soient de l'opposition ou de la majorité, c'est pareil — sur le ton desvolvo et volontiers inquisiteur employé dans les pays anglo-saxons. Si risquerait-ils que le public

serait le premier à les rappeler au sens de la hiérarchie. Qui sont-ils pour s'adresser sur un pied d'égalité, sans aucun signe extérieur de respect, à des ministres, à des présidents ? Des journalistes tout simplement.

De la même façon, personne ne s'est ému ici du véritable malraquage occasionné par nos chaînes de radio et de télévision autour du dis-

cours dit « du bon choix » prononcé par M. Giscard d'Estaing le 27 janvier. Si nos voisins s'étaient — chose impensable — avisés d'en faire autant, l'opposition aurait immédiatement exigé et obtenu l'exacte contrepartie de ce qui sans cela, les Français ne s'en rendent même plus compte, serait considéré partout comme un intolérable abus de pouvoir.

Une vedette d'extrême-droite

Au fond, c'est à cela aussi, au consensus d'une opinion plus ou moins tyrannique, plus ou moins exigeante, que se mesure à la base de la pyramide l'indépendance d'une télévision. En Allemagne fédérale, on — entendez l'immense majorité d'un public traumatisé par son passé, — on s'interdit même de voir un communiste ou un nazi s'exprimer à l'écran à l'occasion d'un débat ou d'une table ronde — par exemple, en dehors du strict temps de parole dévolu à leur partie respectifs pendant les campagnes électorales, seule, le dit bien seule, unique occasion pour eux de passer à l'antenne. Très « fair-play » les Anglais.

En revanche, ont donné à Enoch Powell, leader d'une extrême droite particulièrement virulente, ses chances, il a su la saisir, de devenir une vedette du show-business politique outre-Manche.

Et les Français, c'est leur drame — drame lié à l'absence d'éléments de comparaison sans doute, — les Français trouvent encore et toujours normal de permettre à ceux qui le gouvernement de détourner purement et simplement le service public de sa mission et de le transformer parfois et insidieusement en instrument de propagande.

« Télé-violence », de Jean Cluzel ni coupable ni innocente

EN application des décisions du conseil des ministres du 1^{er} février, le gouvernement va adresser aux présidents des sociétés de télévision des directives les invitant à tenir compte dans leur programmation du caractère violent de certains spectacles. Cette recommandation devrait être ensuite inscrite dans les chartes des charges à l'occasion de leur révision annuelle ; obligation serait faite aux chaînes de diffuser en fin de soirée ce type d'émissions. D'autre part, au sein de chaque conseil d'administration, un membre sera chargé de suivre plus particulièrement ces problèmes. Ces dispositions font suite notamment aux rapports de

M.M. Christian Chavanon (« Le Monde » du 30 novembre 1976) et Alain Peyrefitte (« Le Monde » du 29 juillet 1977). Ce dernier document précisait : « Afin de tenter de réduire chez les jeunes les phénomènes d'accoutumance à la violence, il semble indispensable qu'un effort soit entrepris par les différentes chaînes de télévision elles-mêmes pour limiter le nombre des émissions à caractère violent (films, dramatiques, etc.), ou tout au moins pour en retarder la programmation. » Sur ce thème, Roger Cluzel, présentateur du journal de 20 heures sur TF1, a publié également ses réflexions (« Le Monde » daté 18-19 décembre 1977). A son tour, M. Jean Cluzel s'interroge sur la « télé-violence ».

M. JEAN CLUZEL, éditeur C.D.S. de l'Allier, est depuis 1974 l'un des rapporteurs du budget de la radiotélévision. Tous les ans, il soumet à ses collègues de la Haute Assemblée un volumineux document qui passe en revue les principaux problèmes du développement de l'audio-visuel en France et qui — avec les rapports de deux députés, M.M. Le Tac et de Frémont, et d'un autre sénateur, M. Callière — apporte un ensemble d'informations, de réflexions, de propositions dont chacun fait son profit.

De ses observations quotidiennes, M. Cluzel a tiré un livre qui, en dépit de son titre, « Télé-violence », ne s'intéresse pas seulement aux effets, mille fois dénoncés et stigmatisés de fois nées, des médias sur la criminalité et

la délinquance, mais aussi, et surtout, à « l'influence profonde de la radio-télévision sur nos manières de voir et de sentir », autre forme de violence, aussi difficile à mesurer qu'à ignorer. Chemin faisant, l'auteur, qui voit dans la télévision, mais avec beaucoup de nuances, un « cinquième pouvoir », après pressurée, considérée traditionnellement comme un « quatrième pouvoir », s'en prend à « la publicité racoleuse », à « la violence des foules », à « la propagande politique », à la transformation des enfants en « nouveaux alphabètes », à « l'invasion de la sous-culture » d'origine américaine. Ces contraintes sont, selon lui, autant d'agressions qui vont en définitive à l'annexion de la liberté d'expression. Quelle est leur action réelle sur l'esprit des téléspectateurs ? M. Cluzel se garde de

toute conclusion hâtive, sachant que les spécialistes en débattent, mais croit possible de résumer en ces termes l'acquis des recherches sur la télévision : « pas coupable ? peut-être ; innocente ? sûrement pas ». Les suggestions formulées par le sénateur de l'Allier ne sont pas nouvelles : « améliorer les structures », « ouvrir le droit à l'expression », notamment par la reconnaissance des radios locales, « diffuser la culture », « stimuler la création ». Cependant ces principes devraient guider ceux qui ne croient pas plus à la neutralité des médias qu'à leur toute-puissance, tentent de définir simplement ce que M. Jacques Thibaut, ancien directeur adjoint de la télévision, appelle « une politique de la télévision ».

THOMAS FERENCZI.
* Télé-violence, Plon, 251 pages, 35 francs.

Commission d'enquête à Radio-Canada

Il n'en a pas fallu davantage pour déclencher à Ottawa les foudres vindictives de Mme Jeanne Sauvé, ministre des télécommunications, et du premier ministre fédéral M. Pierre Trudeau. Si son ancien condisciple s'était emporté à Montréal c'est grâce à lui, grâce à quoi ? A Radio-Canada, réseau français de la C.B.S., le Canadian Broadcasting Corporation. Et de mettre, aussi sec, une commission d'enquête aux trousses de son président, M. A.W. Johnson, un homme charmant, élancé, désarmant de bonne volonté.

Que lui reprochait-on ? La partialité de ses journalistes. Au lieu de faire preuve d'objectivité, ils penchaient en faveur des séparatistes et manquaient à leur devoir : prêter l'unité nationale. A quel l'on pourrait rétorquer qu'en l'occurrence être unitaire c'est plaider pour les fédéralistes. Mauvais procès de auto raison. Les conclusions ni ard ni cohérent du rapport ont déjà rassuré. Le moyen de s'en donner ? Ces sortes d'accusations sont difficiles à prouver. Comment mesurer, en effet, la neutralité d'une « éducation en parole » ? La question s'est posée en 1957 aux Pays-Bas. Les grandes familles religieuses et politiques s'y partageant, on la sait, les cases des deux juries au prorata des abonnements souscrits à leurs différents journaux de télévision, des hebdomadaires comme *Télé 7 Jours* ou *Télévision*. Et les nouvelles, dira-t-on, qui s'en charge ? Justement c'est, ou plutôt a été, tout le problème. A l'époque l'idée prévalait que l'information ne peut pas, ne doit pas être impartiale, que l'opinion se manifeste partout, en tout, et qu'il appartenait à chaque société d'exprimer ses propres idées. Un peu ce à quoi s'est résolue le R.A.I. allemand en abandonnant carrément l'opposition la service des informations du deuxième chaîne. L'ennui, c'est qu'un journal télévisé exige d'énormes moyens techniques et financiers. En Hollande, le

produit de la redevance et celui de la publicité étant redistribués à fonction des heures d'antenne allouées à chacun, les petits se trouvaient désavantagés par rapport aux gros. D'où la décision de confier, il y a une vingtaine d'années, la responsabilité des trois bulletins quotidiens et des grands reportages — des sports aussi, pendant qu'on y était — à un service public créé pour la circonstance, la NOS.

Du coup on est revenu, et vite, à la notion, si contestée le veille, d'objectivité. Surveillée de très près, vous vous en doutez, chaque émission, au début, n'était-ce qu'un débat d'un quart d'heure, devait refléter tous les points de vue sur le sujet même si vous en avez quinze ! A présent on est loin, bien loin, aux Pays-Bas, de ces minutes pointilleuses. Après avoir un peu renâclé, les politiciens de tous bords ont admis petit à petit que l'impartialité n'est pas une école saine une heure, une semaine, un mois, voire une année. Elle exige simplement de faire figurer au sommaire des journaux ceux et seulement ceux qui placent l'actualité. A la rédaction de décider dans quel ordre, et à quel rythme.

Bof, dira-t-on, dans cette course à l'écran, la majorité en place l'emporte toujours sur l'opposition. Gouverner c'est agir, c'est créer l'événement. Certes. Reste que, là-bas, les ministres ont à cœur de respecter la règle du jeu. Leurs privilèges, à commencer par le premier d'entre eux, ne dépassent pas ceux d'un homme politique national, seule occasion pour le président du conseil de s'adresser à la nation sans avoir été pré-élu. Idem en Suède, où l'élution télévisée d'Olof Palme le jour de la mort du roi, légitime aux yeux de certains, a été sévèrement jugée par beaucoup. Elle tombait mal : en pleine campagne électorale. M. Palme devait d'ailleurs écuser blâmer le S.S.R. d'avoir contribué

RADIO-TELEVISION

Écouter-voir

BANDE A PART : DEHORS L'HIVER. — Lundi 6 février, A2, 22 h. 25.

Chez lui, pour la dernière fois avant longtemps, M. Massabie, soixante-dix-neuf ans, ancien instituteur, observe ses poissons, fait la pâte de ses deux chiens. Il se sentait isolé, il avait l'impression de trop déranger l'aide ménagère qui lui rend visite, il appréhendait chaque jour davantage les risques et la tristesse de sa vie de solitaire. Lui qui aime tant parler, il va partir. L'émission proposée par Marianne Gosset et réalisée par Michel Parnat dans la série « Bande à part » situe cette journée particulière de la vie du vieux monsieur : les images de sa maison à la campagne, ses dernières nostalgies viennent en parallèle, en contrepoint des vives de ce qui va être sa nouvelle vie, avec les autres, ceux qu'on appelle « les vieux ».

Dans le village de Mondreville, grâce à une initiative de Mme Patron, adjoint au maire de Montargis, ceux-ci ne sont pas indésirables ; il leur est proposé de planter de nouvelles racines, de retrouver d'autres liens. Trois femmes du village veillent chaque jour à ce que tout se passe bien et accomplissent le gros des besoins domestiques. Chaque pensionnaire a

sa chambre, sa place à une des tables de la salle à manger. Et le jeudi, des gens du village, des femmes surtout, viennent bavarder ou broder. « Liens tissés, souvenirs brodés » : c'est un peu l'emblème de leur « maison » confortable et harmonieuse, bien loin des ségrégations et de l'anonymat des établissements de trop grande taille. Tout près, les gens du village sont là. Tout près, aussi, la cinquième qu'on ne peut pas séparer de la cour. Les gens de Mondreville s'y promènent comme dans un jardin.

DOSSIER DE L'ECRAN : « LOUIS XI OU LA NAISSANCE D'UN ROI ». — Mardi 7 février, A2, 20 h. 30.

Rediffusion d'un film historique très original réalisé pour les *Dossiers de l'écran* (déjà programmé le 20 décembre 1977). Hors les travestissements de la légende attachée au roi Louis XI, Alexandre Astruc et Roland Laudenbach ont tiré un vivant portrait du dauphin Louis (une deuxième partie sur le risque est en préparation) du grand ouvrage de l'historien américain Paul Murray Kendall. 1423-1461 on les années d'apprentissage, la formation d'un caractère, l'éveil d'un homme qui a connu son pays humilié et battu et qui se fait sa propre idée du pouvoir royal.

Comme Rossellini dans « La Prise du

pouvoir par Louis XIV ». Alexandre Astruc a réussi à faire comprendre l'esprit d'une époque en montrant le comportement de ceux qui bâtissent l'histoire. Ce film est un conflit de famille commandé par les rapports du père et du fils de Charles VII et du futur Louis XI. De cette étude de comportement à la fin des images d'un passé lointain, Astruc s'est égaré de la méthode rossellinienne. Pas de reconstitution réaliste minutieuse d'un certain état des mœurs et des habitudes sociales, mais un univers de studio entièrement artificiel dont les détails décoratifs viennent signifier les châteaux, les lieux d'un affrontement d'où surgira un nouveau règne. Alexandre Astruc a filmé magistralement les gestes et les évolutions de ses personnages. Sa mise en scène souligne en même temps toutes les beautés d'un texte dramatique signifiant, lui, les passions, l'idéologie royale, la politique, les crises intérieures. Les acteurs sont parfaitement dirigés ; on remarque, bien sûr au premier plan, l'interprétation de Denis Manuel. Il joue, non sur le physique disgracieux de Louis, mais sur son caractère.

DE MEMOIRE D'HOMME : « DES TRACES QUI NE MENENT NULLE PART ». — Jeudi 9 février, A2, 21 h. 15.

Programmé tous les deux mois, « De mémoire d'homme » possède au moins une vertu : celle de contraindre réalisateur et scénariste à pratiquer l'art de l'ellipse. L'émission se décompose en effet en deux volets asymétriques : une « dramatique » sans dénouement, retraçant les éléments d'une affaire criminelle séculaire ; une enquête en direct de Pierre Bellemare, mi-police judiciaire, mi-quête d'Isis, qui cherche à restituer la pièce « manquante » à travers archives et souvenirs. La rhétorique policière, qui procède par exclusion d'hypothèses et

fraye sa voie en faisant le vide, ne fonctionne donc que pour autant que le film est « plein ». Plein d'indices équivoques, de chemins qui ne mènent nulle part.

Pour la première émission, Jean-Pierre Marchand et Marie-Thérèse Cuny avaient choisi un procédé d'exposition polyphonique, proche de celui employé dans *L'affaire Lafarge* de Frank Cassenti. Avec *L'affaire Lafarge*, Marchand, sur un scénario de Serge Gance, opte pour le classicisme : une histoire sans distance, prise dans l'œil d'un témoin unique, la caméra. Il ne lui restait qu'une solution pour tenir son rôle de coffre aux trésors : bourrer l'écran d'objets « inutiles ».

L'histoire tient en quelques mots : en 1833, Charles Lafarge, petit maître de forge provincial à mortier ruiné, épouse en catastrophe la fille incarnée par Marie, jeune Parisienne malade. Nourrie de Musset et de Sand, elle découvre avec terreur que les relations conjugales se réduisent pas à l'amour fraternel. La grande maison de maître, délaissée, infestée de rats, hantée par une mère omnipotente, une sœur boulimique et un intendant véreux, se referme comme un couvercle pour mûrir le drame. Les poudres que Marie avale pour se soigner se mêlent aux traînées d'arsenic destinées à éliminer les rats. Charles meurt. Empoisonné ?

Pierre Bellemare trouvera tout ce qu'il lui faut pour ses travaux de débrayage, mais le spectateur, lui, en a beaucoup plus : variation sur les brun-rouge et les gris-vert, sur les taillantes et les dentelles, sur les cousins et le mobilier d'un univers en décomposition ; le film, remarquablement interprété, vaut pour lui-même. Il détourne l'attention du sens unique policier pour la déployer sur l'image, seule alternative que lui laissait la facture traditionnelle du scénario, d'ailleurs parfaitement ficelé. Un petit tour de force à l'acide de Marchand et du directeur de la photo, René Mathelin.

RETRANSMISSION LYRIQUE : « FIDELIO ». — Samedi 11 février, FR3, 20 h. 30.

Faust, de Gounod, mis en scène par Jorge Lavelli, au Palais Garnier : ce fut, on s'en souvient, un petit scandale à la scène et, lorsque ce « dépoussiérage » fit l'objet d'une retransmission sur Antenne 2 (*Le Monde* daté 18-19 janvier), les mélomanes, pour la plupart indignés, firent chorus.

Tous ceux qui, à l'époque, furent déconcertés ou séduits, doivent absolument renouveler l'expérience pour Beethoven et pour son unique opéra *Fidelio*, beaucoup trop rarement représenté en France. Michel Plasseau qui dirigeait les représentations toulousaines (ici filmées par Jean Mancieu et les équipes locales de FR 3) a pris — avec succès — le risque de monter cet admirable spectacle non pas au Capitole mais à la Halle aux grains. Grâce à une scène centrale surplombée de gradins (lieu parfaitement adapté au genre de « célébrations lyriques » qu'affectionne le metteur en scène argentin), deux mille cinq cents spectateurs purant, chille soit, bénéficient du festin.

Le volid, mieux encore, accessible à tous les téléspéctateurs — à ceux, du moins qui reçoivent la troisième chaîne — sans que le relais soit malheureusement assuré en stéréophonie sur France-Musique. Dix-huit micros ont cependant été prévus pour améliorer l'équilibre et la fidélité de l'enregistrement en monophonie.

Max Bignens a brisé ses traditionnels projecteurs en forme de cloche sur cet hymne à l'amour conjugal et à la liberté, joué dans des costumes qui ne doivent rien à la reconstitution historique. Dans Maria Stalman (jeune Roumaine découverte à l'occasion de ce spectacle), Jacques Luchamp avait vu malgré tout (grâce à son costume de militante léniniste « la parfaite incarnation de Léonore ».

LES RUSES DE LA PUBLICITÉ

La mer dans un savon

ILS ont choisi de l'appeler « Atlantique ». Dès l'abord, zoom sur la savonnerie. Le passage au gros plan, brisant notre vision usuelle du produit, le rend propre à de multiples projections métaphoriques : le moindre objet se mue alors en microcosme. Un savon deviendra un galet ou un monstre, un embrasement, une soucoupe volante, tout ce qu'on voudra. Ici, le gros plan suffit à révéler la métaphore, car le savon Atlantique a été délibérément coulé dans la forme d'une vague pétrifiée : comme si, à l'inverse du processus courant, l'image avait engendré la chose.

Mais on ne reste pas sur ce gros plan. Un bref fondu-enchâssé, et voici la vague pétrifiée qui s'anime, le champ qui s'ouvre : nous sommes magiquement transportés au bord de la mer. L'Atlantique contait l'Atlantique ! On ne l'aurait pas cru, mais l'enchâssement des images ne nous laisse pas le temps de nous étonner. Pourquoi la mer dans un savon ? A priori parce que c'est un savon « aux algues marines ». Ce prétexte, mince si l'on en juge par la composition du produit, est l'occasion de développer trois thèmes liés au bain de mer : l'agrement (sensations de fraîcheur, de bien-être), la santé (l'eau et l'écologie revivifiantes), la pureté (la vigueur décapante des algues). Mais sous ces arguments explicites se cache une symbolique plus subtile.

Sur la grève en effet, au milieu du tumulte des eaux, la caméra découvre

à nos yeux, aux deux sens du mot, une femme. Nue, tout à fait nue, ce qui s'appelle nue ; une beauté livrant son corps à la verdeur des vagues qui l'assailent. Identifiez-vous, mesdames. La tête est renversée en arrière, comme pour mieux humer la brise iodée. Le corps s'abandonne à la violence envahissante des eaux, cuisses et poitrine offertes à l'Océan. La caméra alterne les plans sur les vagues qui se renifient et sur la femme qui se plonge, en un va-et-vient assorti d'un fond musical enchanter (choeur de femmes rappelant les sirènes). Le tout suggère des ébats tumultueux entre deux partenaires dont l'un, l'Océan, enveloppe et pénètre l'autre, la femme, qui se fonde en lui comme une algue, comme une nymphe : Atlantique, mesdames, « pour vous sentir vive et fraîche ».

L'Océan, c'était donc « lui » ? Pour se faire aimer des ménagères, Atlantique s'est fait homme. Le désir du mot comme Eric, comme Cédric, n'est-elle pas vouée pour son évidence masculine ? Atlantique nous promet symboliquement les acres délices d'une copulation sauvage, voilà ce qu'il fallait suggérer : suggérer, non pas dire, pour contourner les censures.

Interprétation excessive ? Allons : déjà, la belle Hélène de Girardoux comparait les hommes de de grande savons, histoire de s'y froter. De là à identifier les savons à de grands hommes, les publicitaires n'ont pas perdu la leçon.

FRANÇOIS BRUNE.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : Le journal d'Yves Mouroucq, 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche Jean-Claude Bonnerre reçoit un invité à 20 h.) ; vers 23 h. TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaut. Pour les jeunes : « Les infos », de Claude Piarard (le mercredi, 17 h. 15).

Antenne 2 : Journal (le samedi, à 12 h. 30 ; magazine Samedi et dimanche) ; 18 h. 45 (samedi et dimanche). C'est la vie ; 20 h. Le samedi de Patrick Poivre d'Arvor ; 23 h. Le samedi de Patrick Lecoq et de Gérard Holz (en alternance).

FR 3 : 19 h. 55, « Flashs » (samedi le dimanche) ; vers 22 h. Journal.

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 (le dimanche) : 9 h. 15, A Bible ouverte ; 9 h. 30, Credo (le 5) ; La source de vie (le 12) ; 10 h. 15, Prédication ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur ; 11 h. Messe en l'église N.-D.-de-Tour-Glor du plateau d'Assy (le 5) à Cécily-la-Chapelle, Seine-et-Marne (le 12).

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER (informations tous les heures) ; 7 h. J. Fugam ; 9 h. Le magazine de P. Boumiller ; 10 h. Chansons à histoires ; 11 h. Anne Galland ; 12 h. L. Bozon et J.-C. Weiss ; 12 h. 30, Inter-midi

(repasse magazine à 13 h.) ; 12 h. 45, Le jeu de 1 000 francs ; 13 h. 30, Le grand parler ; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche : l'oreille en coin) ; 15 h. 15, Sous quelle étoile suis-je né ; 15 h. 45, Les oubliés de l'histoire ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Salimbanques ; 19 h. Journal ; 20 h. Marche ou rêve ; 22 h. Le Pop-Club.

M. MARCEL JULLIAN RÉDACTEUR EN CHEF D'UN DOSSIER TV

Les nouvelles littéraires consacrent un dossier spécial dans leur numéro 2621 (daté du 2 au 9 février) à la télévision et à son « impossible rendez-vous » avec la culture : la rédaction en chef de cet encart a été confiée à l'ancien président-directeur général d'Antenne 2.

On retiendra surtout d'une longue interview de M. Marcel Jullian le passage qui concerne les sondages : « La première fois que je suis allé signer les accords franco-soviétiques de télévision, précise notamment M. Jullian, un an après ma nomination, j'ai été accueilli

par le président de la TV soviétique, M. Léonine, qui est en même temps ministre et qui m'a dit, à peine voisons-nous commençons à bavarder : « Ah ! quand les communistes seront-ils au pouvoir, pour qu'un homme comme vous soit débarrassé des problèmes de sondages ? » Ça ne m'a pas fait plaisir, bien sûr. D'abord parce qu'il n'était pas souhaitable que nous ayons une leçon à recevoir : ensuite parce que, finalement, il avait raison. Or, je ne voulais pas entendre que c'était à ce prix-là que l'on pouvait faire de la bonne télévision. (...)

Samedi : 9 h. F. de Closets ; 10 h. J.-F. Kahn ; 18 h. Spectacle inter ; 20 h. Tribune de l'histoire ; 21 h. 15, La musique en à vous ; 22 h. Les créateurs de la nuit ; 23 h. 5, Au rythme du monde.

Dimanche : 9 h. 30, l'oreille en coin ; 12 h. Inter-press ; 20 h. 15, Le masque et la plume ; 21 h. 15, La musique en à vous ; 22 h. Histoire d'épaves ; 23 h. Jeu paré.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (cult. et mus.) ; 7 h. 30 (cult. et mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ; 9 h. (cult. et mus.) ; 11 h. (cult.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 14 h. 45 (cult.) ; 15 h. 30 (mus.) ; 17 h. 30 (cult.) ; 18 h. (mus.) ; 19 h. (cult.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 0 h. (mus.).

Tribunes et débats

Pour les débats politiques, lire page suivante.

FRANCE-CULTURE : 12 h. 5, Jacques Chancel reçoit Besset (lundi), Jean-Pierre Daras (mardi), Georges Marchais (mercredi), Robert Bordes (jeudi), Raymond Levy (vendredi).

loux (mardi), André Rollin (mercredi), Gérard Akoka (jeudi), Anne Vergne (vendredi).

FRANCE-INTER : 11 h. Les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur le cholestérol (lundi), le tabac (mardi), les colonnes (mercredi).

Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE (le dimanche) : 7 h. 15, Horizons ; 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Service religieux de la Fédération protestante de France ; 9 h. 10, Écoute Israël ; 9 h. 40, Le Grand-Orient de France ; 10 h. Messe.

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit Besset (lundi), Jean-Pierre Daras (mardi), Georges Marchais (mercredi), Robert Bordes (jeudi), Raymond Levy (vendredi).

de l'itinéraire sicilien de Marcello Mastroianni et Monica Vitti à la recherche d'eux-mêmes plus que de Léa Massari disparue. Une lumière crépusculaire baigne cette quête d'une vérité difficile à trouver. Toute la vision du monde d'Antonioni est dans ce film à la mise en scène intelligente et raffinée, qui a précédé la Nuit, l'Éclipse et le Désert rouge.

● L'ENIGME DU CHICAGO-EXPRESS, de Richard Fleischer. — Dimanche 5 février, TF 1, 18 h. 14.

Suspense de solbante-dix minutes dans un train où des gangsters cherchent à tuer une femme protégée par un détective. Cherchez bien la femme ! Cet exercice de style de Richard Fleischer à ses débuts s'apparente à certains films d'Hitchcock jusque dans l'humour.

● LES DOIGTS CROISES, de Richard Fleischer. — Dimanche 5 février, TF 1, 20 h. 30.

Machinations compliquées autour d'agents secrets entre l'U.R.S.S. et l'Angleterre. Cette comédie d'espionnage (soit-disant satirique) n'a pas la sophistication de celles réalisées auparavant par Stanley Donen (*Charade*, *Arabesque*). Elle cultive les stéréotypes et met surtout en valeur le couple dynamique formé par Marlène Jobert et Kirk Douglas.

● L'AVENTURE, de Michelangelo Antonioni. — Dimanche 5 février, FR 3, 22 h. 35.

La grande bataille du cinéma moderne (non événementiel, non psychologique) au Festival de Cannes 1960. La consécration d'Antonioni. Vide intérieur, mal de vivre, difficulté de la communication entre les êtres, au cours

de l'itinéraire sicilien de Marcello Mastroianni et Monica Vitti à la recherche d'eux-mêmes plus que de Léa Massari disparue. Une lumière crépusculaire baigne cette quête d'une vérité difficile à trouver. Toute la vision du monde d'Antonioni est dans ce film à la mise en scène intelligente et raffinée, qui a précédé la Nuit, l'Éclipse et le Désert rouge.

● LA LOI DU SEIGNEUR, de William Wyler. — Lundi 6 février, TF 1, 20 h. 30.

Grand Prix très contesté du Festival de Cannes 1957. Message pacifique à travers l'aventure de quakers non violents pris dans la guerre de Sécession. On a reproché à Wyler une habileté excessive — et démagogique — dans le mélange de la comédie de mœurs pittoresque (il y a, en particulier, une certaine « bien bobotte ») et du drame moralisateur. Visible pourtant grâce à Gary Cooper, qui fait bien comprendre la psychologie du quaker.

● LES CAVALIERS, de John Frankenheimer. — Lundi 6 février, FR 3, 20 h. 30.

La persistance des traditions au cœur de l'Afghanistan. Un folklore local trop superficiellement décrit et les lieux communs d'un thème souvent traité : le conflit de générations. La virtuosité technique pare ce film d'at-

traits spectaculaires, spécialement dans les scènes du « buzkashi », où les cavaliers se lancent dans une mêlée furieuse.

● OTHELLO, d'Orson Welles. — Mardi 7 février, TF 1, 14 h. 30.

Reinventant Shakespeare, Orson Welles fait commencer son film par le cortège funéraire d'Othello et de Desdémone, montre l'ago dans une cage de fer et recompose toute la tragédie par un « retour en arrière », flamboyante et baroque, l'œuvre cinématographique, où Welles, avec son génie particulier, joue le More de Venise, est réellement shakespearien.

● LA MAIN GAUCHE DU SEIGNEUR, d'Edward Dmytryk. — Mardi 7 février, FR 3, 20 h. 30.

Déguisé en prêtre, Humphrey Bogart prouve que l'habit fait le moine : il sauve les membres d'une mission américaine et leurs paroissiens choisis (ceci se passe en 1947) d'un bandit qui, pourtant, connaît son imposture. Sans Bogart, que resterait-il de ce film d'aventures que Dmytryk traite, banalement ? Rien, sans doute.

● SOUDAIN, L'ÉTÉ DERNIER, de Joseph L. Mankiewicz. — Mercredi 8 février, FR 3, 20 h. 30.

Montgomery Clift armé, par la psychanalyse, à Elizabeth Taylor une vérité que Katharine Hepburn voulait faire disparaître. Décadence de la société sudiste, et complexes en tout genre dans un drame freudien de Tennessee Williams magnifiquement mis en scène par l'auteur d'*Eve* et de la Comtesse aux pieds nus. Les décors créent une atmosphère trouble et morbide, les acteurs sont prodigieux.

● LE CHEMIN DU PARADIS, de Wilhelm Thiele. — Jeudi 9 février, A 2, 15 h. 5.

Lillian Harvey-Henri Garat : le couple idéal des comédies européennes tournées en plusieurs versions dans les studios de Berlin, aux débuts du parlant, n'est plus, aujourd'hui, qu'un couple fantôme dont on ne comprend plus le succès. Désuet et insignifiant, ce film peut, pourtant, ramener quelques souvenirs nostalgiques, à cause de ses chansons.

● UNE ANGLAISE ROMANTIQUE, de Joseph Losey. — Jeudi 9 février, FR 3, 20 h. 30.

Exécutant un travail de commande (l'adaptation d'un roman de Thomas Wiseman, qu'il n'avait pas choisi), Losey n'a porté à l'écran qu'un intérêt secondaire. Il brillant de la mise en scène s'applique surtout aux décors d'un Londres bourgeois, d'un Baden-Baden et de la Côte d'Azur, ainsi qu'aux personnages de Glenda Jackson, sorte de « Madame Bovary » anglaise. On en reste insatisfait.

● GUNGA DIN, de George Stevens. — Dimanche 12 février, TF 1, 20 h. 30.

Exploits de sergents de l'armée britannique aux Indes contre les Thugs. Les trois héros, Cary Grant, Victor McLaglen et Douglas Fairbanks Jr. éloquent. Évidemment, les célèbres trois lanciers du Bengale. Mais ils ont, avec eux, Sam Jaffe, étonnant en porteur d'eau indigène (et loyal aux Anglais). Le film est dans la grande tradition du cinéma d'aventures hollywoodien. Et ne ressemble pas du tout à ce que George Stevens a réalisé par la suite.

● LE BEL ANTONIO, de Mauro Bolognini. — Dimanche 12 février, FR 3, 22 h. 40.

Une Sicile étouffée par les codes de l'honneur et de la virilité : un homme, sexuellement impuissant avec les femmes, qui vit un calvaire familial et social. Dans les replis d'une comédie de mœurs inspirée de Vitaliano Brancati, Bolognini a campé (c'était en 1960) le thème de l'homosexualité. Pasolini avait travaillé à l'adaptation du roman. On peut regretter qu'il ne l'ait pas réalisé lui-même.

● LE ZINZIN D'HOLLYWOOD, de Jerry Lewis. — Lundi 13 février, TF 1, 20 h. 30.

Jerry Lewis sème la pagaille dans les studios d'Hollywood. Même lorsqu'on ne le voit pas, on sait qu'il va, forcément, provoquer un incident comique. Son troisième film d'auteur complet, tourné en noir et blanc, est une extraordinaire leçon de burlesque. Avec Jerry, un gag, même simplement esquissé, porte très loin.

● LA VENUS AU VISON, de Daniel Mann. — Lundi 13 février, FR 3, 20 h. 30.

Les fausses amours d'une étude de mœurs façon presse du cœur. Elizabeth Taylor, dans un mauvais rôle, est opposée au pale Laurence Harvey. Et Daniel Mann a filmé, en « champs » et en contrechamps, « fort enroulés », des dialogues qui n'en finissent pas.

مَكَزًا مِنَ الْأَصْلِ

RADIO-TELEVISION

Jeudi 9 février

CHAÎNE I : TF 1

Une intervention du président de la République relative à la politique extérieure (rediffusion) : 20 h. 30 à 21 h. 15 sur TF 1, A 3 et sur les principales chaînes de radio. (Réimpression en fin de soirée sur FR 3.)

11 h. 45, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Skel : Slatom géant dames, à Kandahar ; 13 h. 35, Émissions régionales ; 14 h. 50, Objectif santé ; 14 h. 55, Les vingt-quatre heures ; 15 h. 30, L'île aux enfants ; 16 h. 55, Feuilleton : La passagère ; 17 h. 15, Une minute pour les femmes ; 18 h. 20, Actualités régionales ; 18 h. 45, Eh bien, raconte ; 19 h. 15, Feuilleton : La fille de J. Roy ; 20 h. 35, Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Les dessous du ciel (rediffusion) ; 14 h. 5, Aujourd'hui, madame.

Vendredi 10 février

CHAÎNE I : TF 1

11 h. 40, Jeu : Réponse à tout ; 11 h. 55, Skel : Descente messieurs à Kandahar ; 12 h. 35, Midi première ; 14 h. 5, Émission pédagogique ; 14 h. 25, Cousines ; 17 h. 55, A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 19 h. 30, L'île aux enfants ; 19 h. 55, Feuilleton : La passagère ; 20 h. 35, Une minute pour les femmes ; 21 h. 15, Eh bien, raconte.

20 h. 30, Au théâtre ce soir : L'Avocat du diable, de R. Saltel, avec J.-N. Sissia, R. Manuel, F. Fleury.

22 h. 25, Hommage à la chanteuse Damia.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Les dessous du ciel (rediffusion) ; 14 h. 5, Aujourd'hui, madame ; 15 h. 5, Série française : Le chirurgien de Saint-Clément (rediffusion) ; 15 h. 55, Aujourd'hui, madame ; 17 h. 55, Féné-

Samedi 11 février

CHAÎNE I : TF 1

11 h. 15, Émission pédagogique ; 11 h. 45, Skel : Slatom spécial hommes, à Kandahar ; 12 h. 30, Cuisine légère ; 12 h. 45, Jeunes pratiques ; 13 h. 35, Les musiciens du soir ; 14 h. 10, Restez donc avec nous ; 14 h. 15, La petite maison dans la prairie ; 15 h. 20, Miroir 2000 ; 15 h. 50, Joe le fugitif ; 16 h. 20, Columba ; 16 h. 5, Trente millions d'amis ; 18 h. 40, Magazine auto-motors ; 19 h. 15, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ; 20 h. 30, Variétés : Numéro 22 (Carole) ; 21 h. 30, Feuilleton karaté : La légende des chevaliers aux 108 étoiles ; 22 h. 25, Téléfoot.

CHAÎNE II : A 2

11 h. 45, Journal des sports et des manifestations ; 12 h. 15, Feuilleton : Les dessous du ciel (rediffusion) ; 12 h. 30, Magazine : Samedi et dimanche ; M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche ; 13 h. 30, Loto chansons (rediffusion) ; 17 h. 15, L.

Dimanche 12 février

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15, Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 15, La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Bon appétit ; 13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 15, Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30, Feuilleton : Paul et Virginie (rediffusion) ; 16 h. 10, L'île aux enfants ; 16 h. 15, Série américaine : L'île perdue ; 16 h. 35, Sports première ; 17 h. 50, Téléfilm américain : L'île fantastique ; 19 h. 25, Les animaux du monde.

20 h. 30, FILM : GUNGA DIN, de G. Stevens (1969), avec C. Grant, V. McLaglen, D. Fairbanks Jr., S. Jaffe, E. Ciannelli, J. Fontaine (N.). Trois sergents de l'armée britannique des Indes et un porteur d'eau indigènes luttent contre les Thugs préparant le massacre des troupes anglaises.

22 h. 15, Les grands mystères de la musique : Le miracle du Messie, de Haendel, prod. B. Gavoty, réal. P. Niviolet.

CHAÎNE II : A 2

10 h. 15, Formation continue : Cousins cousins ; à 10 h. 30, La confiance en soi ; 11 h.

Lundi 13 février

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35, Magazines régionaux ; 13 h. 50, Restez donc avec nous ; 15 h. 30, Variétés : André Claveau ; 16 h. 30, Entralide : Cours ouverts ; à 16 h. 40, Magazine du tour-risme ; 17 h. 15, Jeunesse : Spécial vacances ; 18 h. 15, A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 19 h. 30, L'île aux enfants ; 19 h. 55, Feuilleton : La passagère ; 20 h. 35, Une minute pour les femmes ; 21 h. 15, Eh bien, raconte ; 22 h. 25, Téléfoot.

20 h. 30, FILM : LE ZINZIN D'HOLLYWOOD, de J. Lewis (1962), avec J. Lewis, B. Delevy, H. McNair, D. Wesson, I. Elsom, K. Freeman (N.). À Hollywood, le patron des studios Paramount, qui veut faire le gaspillage dans ses services, engage un garçon de courses idiot d'espionner le personnel.

CHAÎNE II : A 2

10 h. 15, Formation continue : Cousins cousins ; à 10 h. 30, La confiance en soi ; 11 h.

Les écrans francophones

Lundi 6 février
TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Chapeau melon et bottes de cuir ; 21 h. Le Septième, film de J.-L. Man-
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 20, Tons ; 21 h. Le Reproducteur de dames
TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Les Fous en cage, pièce de D. Hare ; 22 h. 20, Art moderne : Ours d'Osaka
Mardi 7 février
TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Les banalités ; 21 h. La Grande Leconte, film de J.-P. Mocky
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 20, Tons ; 21 h. Le Grand Chef, film de J. Verneuil
TELEVISION BELGE : 19 h. 55, V comme Vainqueur ; 20 h. 20, Jean-Christophe ; 21 h. 20, Minutes papillon

15 h. 5, FILM : LE CHEMIN DU PARADIS, de W. Thiele (1930), avec L. Harvey, H. Garat, R. Lefevre, J. Maury, O. Tschekova (N. rediffusion).

Trois amis, réunis, montent une station service et épuisent, sous les coups, d'une folle cliente qu'ils servent à tour de rôle.

16 h. 35, Aujourd'hui, magazine ; 17 h. 55, Fénétre sur : Une pierre sur le sable, de G. Bosio, réal. N. Lilienstein (première partie).

18 h. 25, Dessin animé ; 18 h. 40, C'est la vie ; 19 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 20 h. 45, Émission réservée aux formations politiques : La majorité.

21 h. 15, De mémoire d'homme : Téléfilm français : Sur les traces de poudre blanche, de S. Gaudel, réal. J.-P. Marchand.

Lire nos : Écouter-voir.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti socialiste ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : UNE ROMANIQUE ANGLAISE, de J. Losey (1971), avec G. Jackson, M. Caine, H. Berger, M. Richardson, K. Nelligan.

Femme d'un romantisme à succès une bourgeoise anglaise, qui s'ennuie, se laisse séduire par un gigolo cynique.

22 h. 35, Magazine : Un événement.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Yves Buis (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 15, Les chemins de la connaissance... les emplois de la mer ; à 8 h. 32, Les sagots ; à 8 h. 30, La face cachée du ciel ; 9 h. 7, Matinée de la littérature ; 10 h. 45, Questions en zigzag ; 11 h. 2, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (musique chorale) ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama, avec L. Richard ; 13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Dorak », de C. Klotz ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les bourses d'étude ; à 18 h. 25, En direct avec... R. Botli ; 17 h. 32, Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (créateurs et interprètes) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystère du docteur Cornélius », de G. Le

F. comme faut pas fabuler

Comme il fallait s'y attendre, Claire Brétèche est, pour F., le cheval de bataille de toute leur argumentation. Normal en quelques années, elle est devenue la star de la bédé, cette discipline un peu simpliste. Là encore, il faut remettre les choses à leur place. Brétèche a un talent évident, mais elle n'est jamais qu'un prolongement de ce que descripteurs et écrivains

hommes phellos-sedos-masos, male
plue implemient en être humèins
Perce que c'est devant la misère,
l'âge, l'exploitation sociale, les
complexes, la maladie et le mort
que nous nous retrouvons tous
égaux. Soit d'avant l'essentiel, hé-
las. Nous voilà bien loin de l'hu-
mour spoudaï. Mais bien près de
l'épouvante qui nous est commune.

JACQUES STERNBERG

Le tic-tac du sablier

Ainsi, il y a les amies, capricieuses comme la diable, qui, dix ans étant passés dans un silence épais comme le goudron, vous envoient, sans crier gare, leurs bons vœux : « All

Quand, enfin, un ancien camarade (du régiment !), se voulant peut-être amusant, vous écrit : « C'est tout ce que je te souhaite à toi et aux tiens... voilà du bouddin ! », d'abord on trouve ce pompier Malle, un instant, on s'arrête : c'est déjà toute une époque, ça ! Et bien usée par le dent du temps. Des mètres cubes de

Oui, mais trois cent soixante-cinq jours neufs à grappiller — si désolatoire parcelle d'étsmilé que cela soit, — c'est encore bien bon à vivre, sous-entendent les certes, malgré « le tic tac du sablier », comme m'écrit quelqu'un.

Qu'en sait-elle ? C'est égal : cette enfant a peut-être des dispositions pour l'inexprimable. et sa carte. Je la garde. Je la relirai dans trente ou quarante ans, quand je serai bien vieux, un soir, s'il reste de la chandelle.

PIERRE LEULLIETTE

**Quels veinards
ces petits Normands !**

« Une si po

[illegible]

« Une si petite gare »

A lire les quatre devoirs sélectionnés, on comprend le satisfaction : leurs auteurs. On regrette même le M. Bouchère, ne nous ait pas fait de Marjolaine, par exemple l'histoire de Marjolaine qui perd son pucier dans les saisons de Mme Claude les malheureux du « monnaie d'argent », flottant, immobile et désespéré de la nuit sans borne - en quête une occasion de prôner Quel-que brève châtiment existent notre riabilité et nous eurons volontiers hargné les savants commeantais Mme Pascale Grusson contre un cas inédit.

Avouez que les élèves de M. Bouchard ont bien eu la chance de laisser leurs jeunes plumes filer à l'aise hors des sentiers battus.

GABRIELLE ROLIN.
★ Pascal Bouchard. Romanciers
treize ans. Editions Denoël, 260 p.,

**« Vitt », vite
la vie de galerie !**

Déjà, comme ces vieux célibataires, je rapportais contre ma poitrine une baguette du pain qui toll la table familliale, rendue souffreleuse en trois storiens, presque ratalinée, mais absorbant en sa mie un peu de la journée, un peu du dehors. Et puis, les bouldangers ferment à 19 heures, à Alfartville, et le pain est bon lorsqu'il a été cueilli aux Champs-Élysées !

Et soudain, vite, « Vitt ». La vie de galerie, par les deux bouts, c'est pour tout à l'heure : Moussine, Romran, Crackitos opérinot ou Donorino, je peux tout faire, tout trouver dans le métro-supermarché en raccourci vers ma quiétude familiale.

A Franklin. Roosevelt je fais du lèche-vitrines à 50 kilomètres l'heure, dans la mouvance des présentations de mode ; l'augustin dans le couloir de l'Esplanade ; à Louvre, les merveilles de l'art, fugitive ambiance feutrée ; Châtelet, je descends pour aller développer les photos du dernier week-end écologique ; à Belleville, d'assez direct sur le Métro et sa scénologie tatonnante. Bosquée, et je choisis le chemin de la salle à manger ; Gare-de-Lyon, et c'est Venise au bout du couloir paysager, étonnant train rose et bleu charriant des voyageurs éponus. C'est un peu nul. Vite, j'ai écrémé les plaisirs de la vie quotidienne, mes trajets en métropolitain sont des voyages en raccourci. Qu'attend-on pour mettre un ordre à la station d'ailleurs ?

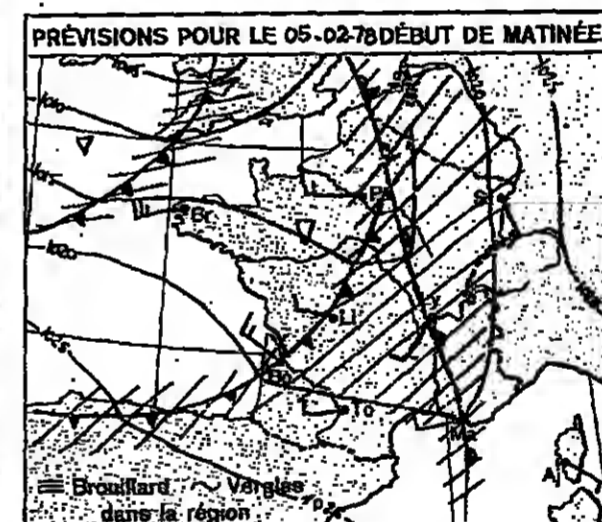
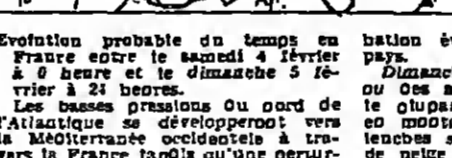
Voilà, de 17 h. 30 à 18 h., j'ai
vité ces courses en surface : vite.
J'attends encore que le traton
soulant débouche au pied de
l'escalier de ma cave, devant mon
scenseur.

Vire, je vis vite, je suis de
mon siècle.

MYRIAM GAUME

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE



MOTS CROISÉS

pote : Peut être brisé dès qu'il est construit. — 2. Supportent bien la viande. — 3. Note ; Tunnel. Abréviation. — 4. Bites fatiguées ; Roi. — 5. Implique une atteinte passée ; Brillant jaboteur. — 6. Ne ferme plus les yeux ; Mord en travaillant. — 7. Moins liquide ; S'attaquer au sommet. — 8. Pronom ; Légères ou vertes. — 9. Pronom ; Roulent à terre.

Solution du problème n° 1988

Horizontalement

I. Risée; P.G.; Plante. — II. Obtus; Renierait. — III. St: Révélées; Inn — IV. Isée; Ete: Tals — V. Alertes. — VI. Ral-deur; Halg. — VII. Im; Réalté: Noé. — VIII. Amères; Etex. — IX. — Erié; Chafs. X. Ara: Saverne. — XI. Rasa: Fesées: Ta. — XII. Rl: Tets. Sue. — XIII. Oenone; Visita. — XIV. Snobisme; Avenue. — XV. Et: El; Ozène; Tel.

1. Rosier; Arrose. — 2. Ibis; Ajmeraleut. — 3. St.; Ecimeras; No. — 4. Eure; Ni; Arobe. — 5. E.S.E.; Aérées; NIL — 6. Velnes; Aptes. — 7. Prétera; Uvee; M.O. — 8. Geiler; Le; Estiez. — 9. Né; Toitures. — 10. Piète; Te; Ne; Van. — 11. Léas; Excessive — 12. A.R.; Usé. — 13. Naissance; Teint. — 14. Tin; Io; Tué. — 15. Etna; Gesse; Tal.

GUY BROUTY.

PROBLEME N° 1989

[illegible]

HORIZONTALEMENT
I. On le voit les yeux fermés
sur de vieilles enseignes. — II
la place est à la cuisine. — III
abréviation : Complotique sérieux

ement un dénombrement. — IV. Lente à se développer. — V. D. même: Divinité. — VI. Ne vaut pas un tub. — et encore moins un saigne! — VII. Temps: Le premier ne retient pas l'attention. — VIII. Entre III et malade. — IX. Facilitent une ascension. — X. Point chuchotée. — XI. L'abord stimulé des Péruviens langue

VERTICALEMENT
1. Cri des victimes d'un des

Samedy 4 février à 7 heures, le
pression atmosphérique réduite au
niveau de la mer était, à Paris, d'en-
viron 760 mm soit 761,5 millibars.
mètres C° mercure.

Température la première heure
indique le maximum enregistré au
cours de la nuit : 10° à Paris, 9° à
second, le minimum C° la nuit (0
3 u 4) : Ajaccio, 14 et 0 degrés
à 8 heures, 10° à 12 heures, 10° à
Brest, 10 et 9°, Caen, 7 et 3°
Clermont, 0 et 4 ; Clermont-Fer-
rand, 2 et 2 ; Dijon, 4 et 2 ;
Grenoble, 8 et 4 ;

2° : Lyon, 4 et — 3 ; Marseille-Por-
t-Marguave, 0 et 3 ; Nancy, 4 et 0 ;
Nantes, 9 et 0 ; Nice-Côte d'Azur,
10 et 0 ; Orléans, 10 et 0 ; Pau,
9 et 3 ; Perpignan, 10 et 7 ;
Rennes, 10 et 5 ; Strasbourg, 4 et
3 ; Toulon, 10 et 0 ; Vannes, 10
et 3 ; Poitiers-Airport, 25 et 22.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel*
du 4 février 1978 :

UN DECRET
● Etendant au département d'

Saint-Pierre-et-Miquelon le décret 40-406 du 26 avril 1960 relatif à l'adaptation du régime législatif et de l'organisation administrative des départements de la Guadeloupe, de la Guyane de la Martinique et de la Réunion

● Relatif à la lutte contre la rage dans le département de l'Oise.

Le Monde économie-régions

L'ornithorynque appréhendé

Au rond-point de la Défense, parmi les tours qui obéissent à la directrice de l'Érôle, il y a un gracieux ciel nommé Aurélie, comme le croiseur russe de 1917. Mais ce grand vaisseau, tout en verre et ciment, n'est pas un vaisseau de la révolution.

Le vingtième étage est occupé par des bureaux dont le luxe n'a rien à envier au reste de l'immeuble. C'est le siège parisien de Buhner-Milg (ingénieurs-constructeurs), société multinationale d'origine helvétique. Une centaine d'employés modestes, un seul syndiqué avoué : M. Ernesto Bazante, dessinateur industriel, âgé d'une trentaine d'années.

« Lui, déclare une de ses collègues, c'est un ornithorynque. (1) D'abord, ce jeune homme affiche des opinions de gauche. Ensuite, il est affilié à la C.G.T. Pour couronner le tout, il est d'origine espagnole : « En somme, un étranger ! »

Il y a un peu plus d'un an, M. Bazante constituait à lui seul une section C.G.T. et se faisait désigner délégué syndical. C'est à ce titre, sans doute, qu'il décide indolument de prendre la parole, lors d'une précédente cérémonie de Noël, après les discours traditionnels du directeur. Comme ce dernier était félicité de la bonne marche de l'entreprise, M. Bazante émit quelques réflexions saugrenues sur le fait qu'apparemment les salaires ne suivent pas la progression du business. Il fut aussitôt mis à pied pour vingt-quatre heures, en attendant d'autres mesures.

Car depuis lors, c'est la guerre froide. En un an, le jeune dessinateur ne pas reçu moins de dix-sept avertissements, oraux ou écrits. Le 4 janvier dernier, au terme d'une série de procédures, allant du tribunal de Courbevoie à la Cour de cassation, un jugement était rendu par le tribunal de

Colombes, qui autorisait le licenciement de M. Bazante. Selon la direction, ce dernier a signé le 20 janvier l'accusé de réception de la lettre d'avertissement de cette procédure — ce que nie l'intéressé, qui conteste cette signature. Le lundi 30 janvier, il se présentait au travail comme d'habitude. Profitant de l'heure du déjeuner, il distribua, dans plusieurs bureaux un tract syndical critiquant l'inutilité des démarches augmentées de salaires et la direction appela la police. Perturbation dans l'entreprise.

Plusieurs agents en uniforme, dépêchés par le commissariat de la Défense, s'emparèrent du syndicaliste et l'emmenèrent au poste pour vérification d'identité. Le lendemain, M. Bazante se voyait interdire l'accès de l'immeuble et était de nouveau appréhendé.

Jeudi après-midi, une cinquantaine de membres de l'union locale C.G.T., auxquels s'étaient joints plusieurs dizaines de militants de la C.F.D.T. appartenant à diverses entreprises de Courbevoie, ont manifesté au vingtième étage du bâtiment Aurélie, ils entendaient obtenir la réintégration du syndicaliste, mais aussi « le rétablissement des libertés à la Défense ».

« Ce qui vient de se passer est un précédent grave, explique M. Jean-Pierre Pérucci, secrétaire de l'union locale C.G.T., la police intervient sur simple appel d'une direction qui réprime des employés, de techniciens de cadres acceptant leur sort. On le voit, l'entreprise ne se contente pas d'un autre siècle qui vient à éliminer toute expression syndicale. »

« A la Défense, concluent-ils, il y a quarante mille salariés, dont dix-sept mille femmes. »

« Le patronat redoute d'y voir progresser les revendications, explique le syndicaliste. — J.B. »

(1) Exemple mammifère à bec de caoutchouc et pattes palmées.

M. Giscard d'Estaing plaide pour le travail manuel

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing devait visiter, ce samedi 4 février, l'exposition sur le travail manuel au Grand Palais. À Paris, qui se terminera le 5 février.

À 13 heures, M. Giscard d'Estaing devait répondre aux questions des journalistes et rappeler les orientations du gouver-

nement en faveur de la valorisation — jugée prioritaire — des métiers de l'industrie et de l'artisanat. D'autres expositions ont été organisées en France.

Le miroir aux alouettes

Des dizaines et des dizaines de milliers d'ouvriers ont visité ces derniers jours, à Paris, une exposition sur le travail manuel. Un peu partout en France, des manifestations se sont déroulées sur ce thème. Il est temps que le travail manuel soit à l'honneur. A déclaré le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, le 15 janvier, peu de temps avant l'organisation par le gouvernement et des associations professionnelles de la deuxième semaine du travail manuel du 27 janvier au 5 février.

Avec une rare opportunité, le secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, M. Lionel Stoléru, multiplie les opérations de sensibilisation des Français à ce travail et difficile problème. On se souvient encore des affiches qui, il y a deux ans, ont couvert les murs de nos villes : « Maintenant, priorité du travail manuel ». On peut aussi avoir en mémoire les visites sur le tas dans les usines, les colloques et meetings et les réunions d'études dans les départements, qui, à l'époque, M. Lionel Stoléru a organisé.

Sensibiliser les Français au travail manuel et le remettre à l'honneur ? Quelle excellente idée, si la campagne d'information reflète bien la réalité vécue par les ouvriers et s'accompagne de mesures concrètes pour valoriser les tâches dans l'industrie. « Je suis frappé, déclare le 15 janvier le président de la République au journal de la Défense, par l'ignorance des jeunes devant les réalités du monde du travail. (...) L'école leur donne une conception du monde trop souvent abstraite (...) et, du travail en usine, une vision souvent déformée. »

L'exposition du Grand Palais rétablira-t-elle la vérité ? Le nombre des stands sur les travaux en usine est certes plus important qu'il y a un an. Mais il s'agit de manifester la réalité du monde du travail. L'initiative de lancer la première semaine du travail manuel.

Plusieurs firmes présentent des

postes enrichis pour des O.S. Au stand Peugeot, une jeune femme qui déclare gagner 2300 F net par mois est installée derrière un petit atelier individuel de montage d'un climatiseur pour voiture. Il y a quelques années, elle effectuait, toutes les deux ou trois minutes, les mêmes opérations sur un carrousel. Maintenant, elle monte entièrement l'appareil en une douzaine de minutes et annule le progrès.

Un stand de Radiotechnique, des jeunes ouvrières en blouse blanche montent des sous-ensembles de postes de télévision en dix minutes, au sein d'une équipe de quatre O.S. « C'est mieux », disent-elles. Combien gagnent-elles ? « On nous a demandé de ne pas répondre. »

D'autres entreprises qui exposent affirmant, par affiches, leur souci d'enrichir les tâches des ouvriers. Mais les quelques postes présents au Grand Palais ont surtout consacré leur stand aux métiers des manuels : mécaniciens, ajusteurs, modeliers, fabricants ou terminants, sous les yeux des visiteurs, des pièces complexes, et belles. Mais on ne voit pas les tâches pénibles et monotones de manœuvres et des ouvriers rivaux à la chaîne ou à des postes répétitifs.

Nulle part on ne voit, en revanche, la plupart des stands offrent une débauche d'exemples vivants sur les métiers d'art : face à une foule attentive, en majorité d'adultes, parfois des enfants de la maternelle, un coiffeur, un potier, un tisserand, un ciseleur, un sculpteur, un drapier transformant cherches, tissés, métal en un petit chef-d'œuvre. « Que le travail manuel soit prestigieux, c'est l'évidence même depuis des siècles », affirme M. Giscard d'Estaing. C'est vrai, mais il s'agit de montrer que les emplois très rares à trouver. Au stand de l'A.F.A.P.A. on mangé : les adolescents viennent réclamer des

renseignements sur les stages de formation pour tous les métiers « prestigieux ». Là, il y a si peu de débouchés et les responsables de l'A.F.A.P.A. ont peu de propositions à présenter. Par contre, les deux mille offres de stages pour la formation d'ouvriers qualifiés dans la métallurgie et le bâtiment ne font pas recette.

Certains diront avec justesse qu'il est néanmoins nécessaire de mieux connaître tous les métiers artisanaux. D'autres ajoutent que dans l'industrie les tâches d'O.S. et que le gouvernement multiplie les réformes et améliorations.

Pourquoi nier ces efforts ? Là aussi, c'est l'évidence même. Mais encore faut-il mesurer la portée de ces changements. Les postes élargis ou enrichis ? Ils ne concernent qu'une minorité d'ouvriers sur les six millions et demi qui travaillent dans l'industrie. Et les syndicats ne sont pas seuls à rappeler que les récents progrès des techniques industrielles ont provoqué une déqualification des postes et le recours croissant au personnel féminin et immigré pour des salaires très faibles. Dans un document électoral sur l'emploi, le R.P.R. lui-même écrit que « l'opportunité de certains comportements de refus de se désintéresser. »

Et les initiatives gouvernementales ? S'il est vrai que les lois sur la sécurité du travail, la mensuration, constituent des progrès, les initiatives de la loi de 1975, qui ont permis de réformer la loi de 1975, ont été accueillies avec une certaine hostilité. La recommandation en 1976 en faveur de discussions sur la rémunération du travail au rendement et la garantie de revenus des ouvriers âgés a été un échec. L'invitation en décembre dernier d'accorder une prime de 120 francs n'a pas eu, semble-t-il, de grande portée. Ratus des chambres de commerce qui emploient des manuels dans les ports, et qui exposent au Grand Palais, refusent dans les entreprises, faible application dans l'habillement, puisque le patronat de cette profession a écrit à ses adhérents que cette mesure « présente des inconvénients majeurs en raison de la situation économique » et qu'elle « ne répond qu'à un intérêt partiellement aux objectifs de revalorisation du travail manuel ». Dans la métallurgie, l'application a été plus large, mais aussi plus diverse, un tiers des entreprises auraient accordé la prime et un autre tiers auraient consenti des sommes variables mais inférieures à 120 francs par mois. Petits pas non négligeables ?

Certes, le secrétariat d'Etat au travail manuel n'existe que depuis deux ans ; certes, M. Stoléru et Giscard d'Estaing admettent que les réformes proposées sont une œuvre de longue haleine. Encore faut-il, à travers les discours et les manifestations, comme celle du Grand Palais, avoir le courage de le dire et de tout dire, au lieu d'offrir un miroir aux alouettes et d'écouter par la force les syndicats qui viennent distribuer des tracts d'un autre contenu. Pis, à trop vouloir magnifier le travail manuel qualifié, le risque est grand de créer chez les jeunes des illusions qui demain se transformeront en revêches quand, munis d'un C.A.P., ils devront accepter un emploi non qualifié.

JEAN-PIERRE DUMONT.

CARNET

Naissances

— M. Jean CANAVAGGIO et Mme. née Fertile Ramlo, sont heureux de faire part de la naissance de Laure, le 1^{er} février 1978.

Mariages

— M. et Mme Paul CROTTIER sont heureux d'annoncer le mariage de leur fille Marguerite-Marie avec M. André DUFLOS. Cet avis tient lieu de faire-part.

Décès

— M. et Mme Jean Arminot, M. et Mme Bernard Durand-Barraclough, Florence, Frédéric, Valentine et François Arminot, Laurent, Sébastien, Marion et Benoit Durand-Barraclough, Mme Anne-Marie Courbet, Mme Emile Courbet, M. et Mme Gerardo Ferreira dos Santos, et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de leur père, M. René ARMINOT, née Marie-Louise Courbet, pleureusement décédé à Neuilly-sur-Seine, le 2 février.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 40, avenue du Rôle, le lundi 6 février 1978, à 9 heures. L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Feyzieu (Mère), vers 16 h. 45.

35, boulevard Finkermann, 92300 Neuilly-sur-Seine.

— On nous a dit d'annoncer le décès de M. Denis BURNOUF, concessionnaire Citroën, survenu le 17 janvier 1978. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à rue René-Dumas, 50100 Clichy-sur-Seine.

— M. et Mme Ferdinand Deleris, Mlle Odile Deleris, et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. Marc DELERIS.

leur fils, frère et parent, survenu le mercredi 1^{er} février 1978, à l'âge de vingt-deux ans, à Londres (Angleterre).

Près qu'on lui.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu dans la chapelle de l'Église de Saint-Étienne à Bordeaux (France), le mardi 6 février 1978, à 10 heures.

— M. et Mme Jacques Fabre, professeur honoraire à la faculté de médecine de Toulouse, M. et Mme Christian Laguet, leur enfants et leur petite-fille, M. et Mme Thérèse Albert, leur enfants et leur petite-fille, M. et Mme Jean Fabre et leur enfants, M. et Mme François Fabre et leur enfants, ont le deuil de faire part du décès de leur père, M. Jacques FABRE, née Marie-Madeleine Aronin, endormie dans l'opulence de la Réaumur, le 29 janvier 1978. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part. 20, quai de Toulon, 31000 Toulouse. 13, rue Peyras, 31000 Toulouse. 14, rue du Poot-de-Toulon, 31000 Toulouse. 130, quai de Toulon, 31000 Toulouse.

— Le colonel Albert Laisane, Francis et Marie-Françoise Laisane et leurs enfants, Clotilde et Sadi-Claude Eulenne et leurs enfants, Stanislas Laisane, Marguerite Martin, Michel Martin, et leur famille, ont le deuil de faire part du décès de leur père, M. Albert LAISANE, survenu le 29 janvier 1978, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Paris dans la plus stricte intimité.

Mme Laisane fut directrice de l'École du 1^{er} septembre 1944 au 30 septembre 1955. (Née le 10 juillet 1891 à Paris, Lucy Laisane était épouse de son père, Longtemps professeur au lycée Fénélon.

font part du décès de

Odile LALANNE, née Martin, survenue le 3 février 1978.

Il vous invite à participer à l'inhumation de son épouse, Mlle Odile LALANNE, née Martin, survenue le 3 février 1978, à l'âge de cinquante-trois ans, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, Le Chesnay (Yvelines).

Ni fleurs ni couronnes, selon sa volonté expressément exprimée.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue Albert-Joly, 78000 Versailles.

— Le docteur Edouard Moreville, le docteur Mlle Marie-Madeleine Moreville et leur enfants, Mlle Nicole Moreville, Mlle Jeanne Moreville, née Yvonne Dufresne, le docteur Max Dufresne, Mlle Marie-Madeleine Dufresne, Mlle Michèle Dufresne, ont le regret de faire part du décès de leur père, M. Edouard MOREVILLE, né Madeline Dufresne, chevalier de l'Ordre de la Légion d'honneur, leur épouse, née tante et allée, survenue le 2 février 1978, à La Baule (Loire-Atlantique), munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse s'est déroulée à La Baule le 3 février 1978. L'inhumation aura lieu à Caroub (Vaucluse), le 4 février 1978, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. 10, rue d'Alon, Versailles. Villis « Mon Repos », av. Charlotte, Portbécot, 24, avenue des Évangs, La Baule, 53, boulevard Suchet, Paris-19.

— Mme Georges Poupy, le docteur et Mme Jean-Louis Poupy et leurs enfants, Francis et Marie-Françoise Poupy et leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de leur père, M. Georges POUPY, inspecteur honoraire des transports, officier de la Légion d'honneur, l'inhumation s'est faite à Châtillon, dans l'intimité, le 1^{er} février 1978.

87, avenue Aristide-Briand, 92100 Antony.

— La directrice, la directrice adjointe, le personnel, les élèves et les anciennes élèves de l'École normale supérieure de jeunes filles (ex-Sèvres), 45, boulevard Jourdan à Paris, ont le très grand regret de faire part du décès de leur directeur, M. Lucien FRENANT, né Soto, survenu le 29 janvier 1978, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Paris dans la plus stricte intimité.

Mme Frenant fut directrice de l'École du 1^{er} septembre 1944 au 30 septembre 1955. (Née le 10 juillet 1891 à Paris, Lucy Frenant était épouse de son père, Longtemps professeur au lycée Fénélon.

résistante avec son mari, Marcel Prenant, biologiste et dirigeant F.T.P., elle avait été arrêtée par la répression de Vichy. Elle avait été détenue, le 30 août 1944, directrice de l'école normale supérieure de jeunes filles (Sèvres).

Elle avait consacré sa vie à l'étude du dix-neuvième siècle et était notamment la spécialiste de la traductrice de Leibniz.

— M. et Mme Marc Ollmann, leurs enfants et toute la famille, ont le grand regret de faire part du décès de leur père, M. Marc OLLMANN, né Denise Laog, survenu le 2 février, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 6 février, à 10 h. 45, au cimetière des Batignolles, Paris-17.

Remerciements

— Angers.

Les familles Brin et Juhel, remercient très sincèrement toutes les personnes qui ont bien voulu leur témoigner leur sympathie lors des obsèques de

Mme Henri BRIN, et les prient de trouver ici l'expression de leur très vive reconnaissance.

— Mme Serge Fliouest et ses enfants, profondément touchés par les marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de

M. Serge FLOUEST, et se trouvant de répondre personnellement à chacun, expriment leurs remerciements et leur reconnaissance à tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Mme Fliouest, 69, avenue de Suffren, 75007 Paris.

Anniversaires

— Les maîtres, les élèves, les amis et toute la famille du docteur Alfred LANG, psychiatre des hôpitaux, se souviennent de lui en ce quaranteième anniversaire de sa disparition prématurée.

Il fut un homme et un médecin ; son souvenir demeure.

— Il y a deux ans disparaissait Clotilde MAYER. Une pensée est dédiée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

5-4, 6-2, 6-0. Barman, un SCHWEPPES Lenson et un Lendon Tonin. Les deux SCHWEPPES.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Courrier du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

MONNAIES

Des mesures pour enrayer la chute du franc ?

(Suite de la première page.)

En Lorraine, M. Mitterrand a déclaré : « En voulant faire croire que la baisse du franc serait due à l'éventualité d'une victoire de la gauche, il traitait à l'échec de sa politique économique, le gouvernement s'adonne à la spéculation et prend une très large responsabilité. » Même attitude de la part de M. Fierman, membre du secrétariat du comité central du parti communiste, qui a jugé « indigne l'attitude du premier ministre, qui tente de rejeter sur nous les difficultés de notre monnaie, dont la politique est responsable. » Et tous deux de rappeler le glissement du franc depuis que M. Berne est premier ministre, glissement qu'ils évaluent en moyenne à 14 %.

Sur un plan technique, M. Raymond Barre a déclaré à Lyon que le gouvernement « veillerait à éviter une détérioration trop grave de notre monnaie sur le marché des changes, et est prêt à prendre, le cas échéant, toutes les mesures nécessaires. Nous ne pouvons pas écarter de notre débat la réserve de change de la France, mais nous avons un certain nombre de moyens,

si, si cela était nécessaire, ces moyens seraient mis en œuvre ». Et d'ajouter : « Ce n'est pas facile sur un marché de changes soumis au flottement des monnaies. »

En clair, cela veut dire que le gouvernement n'est guère disposé à jeter massivement dans la balance les réserves de la Banque de France, estimant qu'il est encore trop tôt ; il pourrait se borner à prendre des mesures d'ordre technique. Déjà, les autorités monétaires ont raréfié la disponibilité des banques sur la place de Paris, de façon à gêner les achats anticipés de devises.

Dans un second temps, elles réviseront plus ou moins sensiblement les taux d'intérêt sur la place de Paris, comme le fera traditionnellement les banques centrales lorsqu'il s'agit de défendre une monnaie. A long plus loin, les pouvoirs publics pourraient réduire les facilités dont disposent les importateurs pour acheter leurs devises, et notamment, la débite de couvertures à terme (généralement deux mois). Une telle mesure gênerait, certes, les opérations de commerce international, mais elle serait considérée comme le moindre mal dans la conjoncture présente.

FRANÇOIS RENARD.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

Société Nationale des Industries des Peaux et Cuir

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Industries des Peaux et Cuir, « SONIPEC », lance un appel d'offres international en vue de la réalisation de produits en main d'une unité de fabrication d'accessoires métalliques pour la chaussure et la maroquinerie à M'CHEDALLAH (W. de BOUIRA).

Les sociétés intéressées pourront retirer le cahier des charges à la SONIPEC - DIRECTION DES ETUDES - 100, rue de Tripoli, HUSSEIN-DEY - ALGER, à partir de l'insertion de cet avis contre paiement de la somme de 200 DA.

Les offres devront parvenir par voie postale à la SONIPEC sous double pli cacheté avec mention « Ne pas ouvrir » - Soumission A.O. n° D.E/78/1, et ce au plus tard le 30 AVRIL 1978, le cahet de la poste faisant foi.

EXPOSITION D'ART DE CHINE

du samedi 4 février au lundi 6 février inclus IVOIRES, PIERRES DURES, CORAIL TURQUOISES, JADES, MALACHITE, etc. dans les Salons Windsor de l'HOTEL PRINCE DE GALLES 33, avenue George-V. — PARIS (8^e) de 10 heures à 20 heures sans interruption Estimation gratuite de votre collection Tél. : 723-55-11

مكتبة من الأصل

AFFAIRES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les difficultés financières des sociétés d'économie mixte

Plans de redressement et mécontentement communal

Plusieurs sociétés d'économie mixte de construction de la région parisienne éprouvent de graves difficultés financières. En raison de la mévente des programmes immobiliers, ces sociétés ne peuvent rembourser les emprunts

qu'elles ont contractés auprès de groupes bancaires. Des plans de redressement élaborés par les pouvoirs publics ne sont pas toujours bien accueillis puisqu'ils impliquent une participation financière des communes.

Plusieurs sociétés bancaires suisses et britanniques, créancières de la Société d'économie mixte de Dammari-les-Lys (SEMIDA) en Seine-et-Marne, ont entrepris une action en justice afin de faire jouer la garantie accordée aux emprunts de la société par la municipalité. Elles demandent que la commune se substitue à la société d'économie mixte afin de régler les intérêts dus aux banques.

un groupe bancaire des immeubles ? Augmentation des impôts ? La municipalité s'oppose à cette dernière solution : « Les raisons de la mévente doivent être recherchées dans la situation dramatique que se trouve le pays et les habitants frappés par le chômage, la réduction du pouvoir d'achat et la récession économique », déclare le maire de Dammari-les-Lys, M. Robert Rapin.

département du Val-d'Oise prendra-t-il une décision comparable ? En effet, le conseil municipal des communes de la région parisienne a obtenu l'aide financière du conseil général dans ce but, les élus du Val-d'Oise ne semblent pas prêts à faire racheter par le département les appartements invendus.

LE P.D.G. DE MANUFACTURE DÉMISSIONNE

Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.G.C. et F.O. ont annoncé ce samedi 3 février la démission du P.-D.G. de Manufacture, M. Jacques Petit, à l'issue de la réunion à Saint-Etienne du conseil d'administration de la firme.

M. Petit, qui reste directeur chargé de mission, de Manufacture, sera remplacé par M. Henri Fontvieille.

Rappelons que M. Petit, ancien directeur général du magazine Printemps (groupe Printemps), avait, lors de sa nomination, le 18 octobre dernier, annoncé qu'il se réservait de démissionner dans trois mois si les moyens financiers promis pour relancer Manufacture ne pouvaient être obtenus. Ces dernières semaines, M. Petit avait multiplié les contacts pour trouver un organisme financier prêt à participer à une augmentation de capital ; l'aide de l'Etat était en effet liée à un apport de fonds propres.

M. Henri Fontvieille (dont la famille détient 9 % de la société) n'est autre que l'ancien P.-D.G. de Manufacture, qui avait occupé ce poste d'avril 1977 jusqu'à l'arrivée de M. Petit.

Selon les syndicats, la direction Bousset devrait annoncer, jeudi 9 février, lors de comités centraux d'entreprise de deux sociétés textiles du groupe, la mise en chômage technique bilatérale de l'ensemble des salariés des usines vosgiennes. Cette mesure, dont les modalités d'application restent à définir, durerait quatre semaines à compter du 13 février.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES

- 77 millions de projecteurs
- 10 millions d'essais-glaces
- 8 millions de moteurs
- 5 millions d'alternateurs et démarreurs

2 milliards de francs de chiffre d'affaires - 28 usines et 16 filiales dans 15 pays

1^{er} groupe français d'équipement électrique pour automobiles.

obligations de 300f.
convertibles en actions

Intérêt annuel : 9 à 10 % | Taux actuariel brut : 11,25 %
(variable avec le durée) | (en cas de non conversion)

Souscription ouverte

Toute demande émanant des actionnaires et présentée avant le 7 février inclus sera servie.

Bata du 30 janvier 1977 - Note CDB 78-05 du 10/1/78 disponible sur demande au Siège de la Société, 26 rue Guyonnet - 92132 Issy-les-Moulineaux.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE RÉASSURANCE SCOR

Une erreur typographique ayant modifié le sens du texte inséré dans notre numéro du 3 février 1978, nous publions ci-dessous le passage rectifié :

Le conseil d'administration a estimé que les perspectives de développement et de rentabilité de la société au cours des prochaines années justifiaient un apport de capitaux extérieurs qui a fait l'objet des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 16 janvier 1978. Cette assemblée générale a décidé :

- Une distribution d'actions gratuites à raison d'une action pour six actions anciennes par incorporation au capital de 20 millions de francs de réserves ;
- Une augmentation de capital en numéraire pour une tranche de 70 millions réalisable immédiatement, assortie d'une prime d'émission de 11,25 millions de francs (18 %).

A l'issue de ces opérations, le capital sera ainsi porté de 120 à 210 millions de francs.

L'assemblée générale a autorisé d'autre part le conseil d'administration à accorder le capital dans les cinq ans à venir jusqu'au montant maximum de 250 millions de francs.

RÉGIONS

de-France

AU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ESSONNE

Les rigueurs d'un budget de gauche

Le conseil général de l'Essonne, où les élus de la gauche ne sont majoritaires que de fraîche date, a adopté, le vendredi 3 février, son budget pour 1978. Le premier avant-projet présenté par le préfet impliquait une majoration des impôts directs de 4 %.

M. Ceccaldi-Pavard (majorité), il a déploré que ce budget soit trop serré.

Dans ce budget, dont le volume global grossit de 4,89 %, et qui porte sur 22 millions de francs, seulement 30 millions (soit 14 %) seront consacrés aux dépenses d'investissement contre 640 millions (soit 85,5 %) à celles de fonctionnement. Pour ce dernier chapitre, les dépenses d'ordre social portent sur 334 millions de francs, soit plus 31 % par rapport à 1977.

On notera, d'autre part, que 30 millions de francs sont prévus pour les programmes d'aide aux communes, ce qui, sur ce chapitre, place l'Essonne parmi les tout premiers départements.

anche-Comté

L'arrêté d'expropriation

de la zone industrielle de Vesoul est annulé

De notre correspondant

Vesoul. — Le tribunal administratif de Besançon vient d'annuler l'arrêté d'expropriation des terrains qui devaient constituer la nouvelle zone industrielle et de la zone de Vesoul. L'affaire a fait grand bruit, le vendredi 3 février, à Vesoul. Mais au cours d'une séance officielle, il a été enregistré pour l'instant.

5 bulletins blancs sur 37 votants. Les délégués des principales communes suburbaines, Echenev, Quincey, Noidan, s'étaient vigoureusement affirmés contre dénonçant le gigantisme de l'opération (on parlait alors de 50 millions de francs) et le luxe excessif d'un lot artificiel de 30 hectares pour une ville de 20 000 habitants, « cela au détriment des priorités sociales ».

Parallèlement à cette contestation économo-écologique animée par les élus de gauche (minoritaires), une association de défense des propriétaires fonciers et exploitants agricoles s'est constituée lors des expropriations et a déposé une requête en annulation devant la justice.

Le tribunal administratif vient donc de faire droit à la requête de l'association foncière, qui avait fait valoir que les prescriptions légales destinées à réserver le patrimoine agricole ne défendaient les expropriés n'avaient pas été respectées par l'arrêté préfectoral.

Nord-Pas-de-Calais

En 1977

UNE PERTE DE POPULATION DE DIX-HUIT MILLE PERSONNES

(De notre correspondant.)

Lille. — Le laboratoire économique de Lille vient de publier le bilan de l'année 1977 pour le Nord et le Pas-de-Calais. C'est la première fois qu'un tel document a été établi. Dans les deux départements, on a dénombré 21 800 licenciements pour raison économique (contre 14 700 en 1976), soit 7 000 dans le secteur des métaux, 3 500 dans le bâtiment et 400 dans le textile. Depuis le début de la crise économique, la région du Nord-Pas-de-Calais a perdu 5 % de ses emplois industriels contre 4,7 % pour l'ensemble de la France.

Sur le plan démographique, on a enregistré une légère remontée des naissances : 63 600 en 1977 contre 60 000 en 1976, mais le solde migratoire reste toujours négatif : 10 000 personnes ont quitté la région en 1977.

Un triple investissement réservé à 50 personnes au monde.

La première pièce d'or éditée est une superbe monnaie de Lymanque, roi de Tharaca, à l'effigie d'ALEXANDRE LE GRAND, datée, frappée au 1^{er} siècle av. J.-C. La frappe actuelle de cette pièce, en or massif 22 carats, est strictement limitée pour le monde entier à 50 exemplaires seulement.

Une triple satisfaction : For, Part, et Histoire.

Ces pièces d'or massif, agrandies au diamètre de 41 mm, reproduisent avec fidélité, les plus belles et les plus rares monnaies de la Grèce antique. Témoin du passé, chacune d'elles raconte un épisode d'histoire d'où jaillissent les hauts faits et les grandes des dieux, héros et guerriers illustres. Cette alliance de l'art et de l'histoire, immortalisée dans l'or, fait de ces pièces un métal précieux des objets d'art à part entière qui procurent au doigt, à l'œil et à l'esprit un incomparable plaisir.

Avec le temps, cette superbe collection de pièces antiques garanties par l'Etat, constituera un ensemble de haute valeur artistique dans un médaillon, ou comme bijou, elles susciteront bien des réveries historiques.

Une nouvelle façon d'acheter DE L'OR



bien des émotions artistiques et bien des convulsions. Sur le plan du nombre, certaines pièces seront plus rares que les originaux eux-mêmes.

Une exclusivité à ne pas manquer pour diversifier votre patrimoine.

Si vous désirez en savoir davantage, avant que les 50 pièces d'or d'Alexandre ne soient épuisées, adressez-nous dès aujourd'hui le bon à découper ci-contre. Vous recevrez par la poste une documentation gratuite et détaillée : photo couleur, poids, prix, conditions de paiement, délais, programme de la collection, notice technique et historique, spécimen du Certificat de garantie de la Monnaie de Paris. Vous aurez alors 10 jours pour prendre une décision en toute liberté. Pendant ce délai et selon l'ordre d'arrivée des réponses, une des 50 pièces vous sera réservée en option, sans que cela ne vous engage à un achat quelconque.

(*) La Monnaie de Paris est un Service d'Etat rattaché au Ministère des Finances. Elle fabrique toute la monnaie métallique Française, ainsi que celle de nombreux Etats étrangers.

VENTE EXCLUSIVE AUX ÉDITIONS D'ART :

JEAN-MARCO LALETA
Revendeur agréé de la Monnaie de Paris
9, faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

BON-REPONSE

à adresser aux Éditions J.-M. LALETA
9, faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS

Je désire recevoir par la poste, sans aucun engagement de ma part, une documentation gratuite sur les pièces d'or frappées par la MONNAIE DE PARIS.

M., Mme, Mlle :

Adresse :

Code, Ville :

ÉNERGIE

L'incertain avenir énergétique

II. — Feu le programme Messmer

par BRUNO DETHOMAS

Plusieurs études réalisées en 1977 par des organismes internationaux ou de grandes sociétés convergent pour prévoir des tensions dans l'approvisionnement pétrolier des pays industrialisés dès les années 80. Le Monde du 4 février. Pourtant, ceux-ci éprouvent quelques difficultés à mettre en place des politiques énergétiques appropriées.

« L'évolution internationale a renforcé le bien-fondé de l'analyse menée en France depuis 1973 à l'instar de la Délégation générale à l'énergie.

C'est en effet en janvier 1975 que le Conseil supérieur de planification avait défini les grandes options de la politique énergétique à moyen terme. Réduction de la dépendance et diversification devenaient les maîtres mots de choix imposés par la pauvreté de la France en ressources énergétiques. Priorité était donc accordée aux richesses nationales.

Le principal espoir pétrolier réside dans la mer d'Océan, où les premiers sondages ont été négatifs. La production de gaz de Lascq va commencer à décliner dès 1982 et il est peu probable que l'on retrouve un gisement de cette importance. Les sites hydrauliques que l'on pourrait équiper dans des conditions économiques

acceptables ne représentent, selon la commission d'étude de la production d'électricité d'origine hydraulique et marémotrice, que de 4 TWh à 5 TWh (1). Enfin, le charbon semble condamné, selon les planificateurs, par la faiblesse de ses réserves, son coût élevé et la difficulté du recrutement des mineurs de fond. En revanche, la France dispose sur son territoire de 3 % des réserves mondiales d'uranium (contre 0,12 % du charbon, 0,02 du pétrole et 0,34 % du gaz naturel) pour une consommation égale à 3,2 % des besoins mondiaux.

La réduction de la dépendance passe donc inévitablement, au dire des experts gouvernementaux, par le recours à l'énergie nucléaire. Alors que le parc de centrales nucléaires était de 3 000 MW fin 1974, le plan Messmer prévoyait un équipement de 45 000 MW en 1985, soit la construction en dix ans d'une quarantaine d'unités pour un investissement total évalué à 101 milliards de francs 1975.

Mais il faut noter que M. Messmer, délégué général à l'énergie, sur le contenu en valeur ajoutée française des centrales nucléaires, qui est de 90 %, contre 60 % pour les centrales au charbon et moins de 50 % pour celles au fuel.

L'objectif de 1976

Ce programme, révisé en 1976 pour tenir compte du ralentissement économique de l'année précédente, prévoit que l'électricité d'origine nucléaire interviendra pour 24 TWh en 1985, soit 68 % des besoins du pays en électricité et 24 % du bilan énergétique national ; ce sera la proportion la plus forte de tous les pays industrialisés (2). Dans le même temps était prévue une importante réduction de la consommation d'énergie qui tendait à diminuer la consommation française de 45 millions de Tep en 1985 (alors que la contribution du nucléaire à la même époque était supposée représenter 36 millions de Tep). L'investissement pour ce faire ne dépassait pourtant pas 10,7 milliards de francs.

A cela devaient s'ajouter l'équipement de quelques sites hydrauliques (notamment sur le Rhône), le ralentissement du développement du charbon et un apport non négligeable de nouvelles d'ici à 1985, 500 000 logements devaient être chauffés grâce à la géothermie et 2,5 millions disposer de capteurs solaires).

Quant à la diversification annoncée des sources d'énergie, elle supposait une certaine substitution des énergies renouvelables aux énergies plus anciennes, par exemple, passant de 6 % à 16 % du total, ainsi que la recherche de nouveaux fournisseurs pour les compagnies pétrolières nationales, chargées pour cela d'investir dans l'exploration.

Trois ans après que ces choix eurent été arrêtés et avec la prudence que rend nécessaire une aussi courte période de référence — on ne saurait dire que cette politique ait été engagée avec toute la détermination qu'elle méritait, même si M. Messmer, délégué à l'énergie, peut constater : « Notre taux de dépendance n'a été de 75 % en 1977 : sans notre action, il eût été de 80 % ».

L'entrée modeste des énergies nouvelles

Freinée par la pénétration accélérée de l'électricité dans les logements neufs et par l'absence de structures industrielles, l'énergie géothermique ou solaire a pris du retard. En géothermie, seuls douze mille logements ont été équipés jusqu'à présent ; soit le quart de ce qui était prévu en 1977 et 1978, et qui la croissance n'a été plus faible que prévue. Il notait un très net dépassement des objectifs dans le secteur résidentiel et tertiaire (de 1,4 % en 1976 et de 1,65 % en 1977) et s'interrogeait sur le réalisme des projections du Plan en matière d'économies d'énergie, sauf à redoubler d'efforts.

Une fois supprimés les gaspillages — ce à quoi s'est attelée l'Agence pour les économies d'énergie — la diminution des consommations spécifiques d'énergie a repoussé l'adoption d'une des investissements. M. Monory reconnaissait le 7 décembre que l'absence des objectifs fixés exigeait « une modification profonde des conditions d'utilisation de l'énergie » et nécessitait l'engagement d'un volume annuel d'investissement d'un milliard de francs dans l'industrie et le secteur tertiaire. Or, en 1977, ceux-ci n'ont été inférieurs à 2 milliards de francs.

Une taxe para-fiscale avait donc été imaginée pour inciter à investir les cinq mille plus gros consommateurs français d'énergie (ceux-ci ayant la possibilité de se libérer du paiement de cette taxe par des investissements trois fois supérieurs à celle-ci). Mais le conseil des ministres consacré le 7 décembre aux économies d'énergie, a repoussé l'adoption d'une telle taxe sous la pression con-

CONSUMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE EN FRANCE (En millions de Tep)

	1974	1975	OBJECTIF 1985	OBJECTIF 1985
Pétrole	112	102,4	117,2	98
Charbon	32	28	30	25
Gas	16	13	25,5	37
Electricité	15,9	17,3	36,3	69
dont :				
— Nucléaire	3	3,9	17,1	55
— Hydraulique	12,9	13,4	19,2	14
Energies nouvelles			9,5	3
	175,9	165	265	232

semblablement en 1978 un contrat avec la Nigeria et peut-être avec l'Algérie.

Les motifs de satisfaction — encore que la réduction de la production charbonnière soit contestée par certains — s'arrêtent là. Loin d'être diversifiés, nos approvisionnements pétroliers ont été concentrés sur quelques pays. Quatre d'entre eux, l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran et les Emirats arabes unis fournissent 71,6 % de notre « brut » et la première nommée intervient à elle seule pour 35,8 % du total. D'autre part, l'échec du contrat de coopération Sonatrach-E Elf en 1975 a eu pour conséquence une diminution notable de la part des sociétés françaises dans la production de pétrole, au moment même où la capacité d'investissement d'Elf-Aquitaine — comme d'ailleurs celle de la C.F.P. — est érodée par des pertes substantielles dans le secteur du raffinage.

M. Julien Schwartz, député R.P.R. de Moselle et rapporteur de la commission de la production et des échanges du débat budgétaire pour 1978 à l'Assemblée nationale, constatait, pour sa part, que « les objectifs quantitatifs du Plan n'ont été respectés, en 1977 et 1978, que dans la mesure où la croissance n'a été plus faible que prévue ». Il notait un très net dépassement des objectifs dans le secteur résidentiel et tertiaire (de 1,4 % en 1976 et de 1,65 % en 1977) et s'interrogeait sur le réalisme des projections du Plan en matière d'économies d'énergie, sauf à redoubler d'efforts.

Une fois supprimés les gaspillages — ce à quoi s'est attelée l'Agence pour les économies d'énergie — la diminution des consommations spécifiques d'énergie a repoussé l'adoption d'une des investissements. M. Monory reconnaissait le 7 décembre que l'absence des objectifs fixés exigeait « une modification profonde des conditions d'utilisation de l'énergie » et nécessitait l'engagement d'un volume annuel d'investissement d'un milliard de francs dans l'industrie et le secteur tertiaire. Or, en 1977, ceux-ci n'ont été inférieurs à 2 milliards de francs.

Une taxe para-fiscale avait donc été imaginée pour inciter à investir les cinq mille plus gros consommateurs français d'énergie (ceux-ci ayant la possibilité de se libérer du paiement de cette taxe par des investissements trois fois supérieurs à celle-ci). Mais le conseil des ministres consacré le 7 décembre aux économies d'énergie, a repoussé l'adoption d'une telle taxe sous la pression con-

jointe du G.N.P.F. et de la rue de Rivoli. Il faudra donc trouver d'autres moyens financiers pour l'Agence de M. Syrota.

Le programme nucléaire, lui-même, a pris un retard important. Pour diverses raisons : difficultés technologiques sur les prototypes que constituent les premières centrales à eau pressurisée PWR (Fessenheim 1, première de ce type, a été rattachée au réseau au mois d'avril) ; exigences de sécurité du coût d'entretien des travaux ; difficultés d'obtenir des sites. Cela a allongé de plus d'un an les délais de construction.

Dans l'état actuel des travaux, estime-t-on à E.D.F., la production d'électricité d'origine nucléaire ne dépassera pas 165 milliards de KWh en 1985, soit moins de 50 % de la consommation totale d'électricité. Si le rythme de 3 000 voire 4 000 MW nouveaux par an apparaît maintenant mieux adapté — dès lors que l'on peut exporter deux centrales par an — et que la part de 20 % du nucléaire dans notre bilan d'énergie en 1985 est jugée « plus conforme à ce que font nos voisins » — il faut noter que ce raisonnement n'a, en aucun cas, été volontairement. Pour en compenser les conséquences, l'entreprise nationale va construire une centrale au charbon au Havre et elle a demandé et obtenu l'autorisation de mettre en place quelques turbines à gaz.

Le gonflement du prix du kWh nucléaire, passé de 3,83 centimes en 1973 à 9,7 centimes au 1^{er} janvier 1977, n'est pas non plus sans inquiéter. Tant comme le poids accru des investissements alors que la croissance de l'économie, donc la richesse nationale, reste inférieure aux prévisions du Plan, E.D.F. est dès lors obligée de mobiliser des ressources financières énormes (18 milliards en

1977, 20 milliards en 1978) et d'emprunter sur les marchés financiers français et étrangers des montants considérables en raison de sa faible capacité d'autofinancement.

« L'effort demandé à la nation pour financer un programme énergétique inchangé atteindrait un niveau qui serait à la limite de l'acceptabilité », affirme M. Schwartz dans son rapport sur le budget. La commission de l'énergie du Plan, après une réunion en mai 1977, déclarait que « les incidences possibles d'un développement plus modéré sur les besoins en énergie aux horizons 1985 et 1990 ». Telle ne semble pas être la voie choisie par le gouvernement.

Reste que ces dérangements du programme énergétique français concourent à accroître le terme des importations de pétrole, dont la facture s'est élevée cette année à 54 milliards de francs.

(1) TWh : Tera Watt heure = 1 milliard de kilowatt-heure.
(2) En 1985, l'électricité d'origine nucléaire sera de 120 à 130 milliards de KWh, soit 16 % du total. En 1985, le total sera de 750 à 800 milliards de KWh, soit 16 % du total.

Prochain article :
CROISSANCE
OU ADAPTATION ?

SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE
dans domaine privé avec environnement protégé
APPARTEMENTS
DE LUXE
dans
CHALET TYPIQUES
de 5 à 10 appartements
VUE PANORAMIQUE
CHÂTEAU DE VILLARS
Directement du constructeur
IMMOBILIER DE VILLARS SA
Case postale 82
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON
Tél. 25/31039 et 32206

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Lourde chute du franc

Le fait saillant de la semaine, et quasiment la seule préoccupation des marchés des changes à la veille du week-end, a été le brutal accès de faiblesse du FRANC. Dues essentiellement à des facteurs psychologiques et à l'inquiétude de certains opérateurs tant français qu'étrangers, la possibilité d'une chute de la monnaie a été lourde : le FRANC a perdu 3,5 % en moyenne et touché ses plus bas cours historiques à Amsterdam, Bruxelles, Francfort et Zurich.

Il fallait bien que cela arrive un jour. Un tel phénomène avait été prévu depuis un an par les communistes, très exactement depuis le raz de marée de la gauche aux élections municipales. Les milieux financiers l'attendaient même plus tôt, et certains responsables dans les cabinets ministériels ou à la Banque de France ont même été surpris qu'il ne se produise que six semaines avant les élections législatives.

Déjà, la semaine dernière, nous relatons la possibilité d'un accès de faiblesse du FRANC dans les jours qui suivraient une certaine pression commençant à s'exercer sur le FRANC. Ce fut dans l'après-midi de mercredi que tout commença vraiment. Apparemment, les non-résidents donnèrent le branle en passant des ordres de vente de FRANCS assez importants, les rumeurs les plus diverses ayant couru, notamment à propos de nouveaux sondages effectués par la majorité présidentielle. En quelques heures, le cours du DOLLAR passa de 4,73 F à 4,77 F. Le lendemain, le FRANC se retrouva à 4,80 F, et le DOLLAR à 4,73 F. Le DOLLAR bondissa à 4,84 F et le DOLLAR à 4,84 F. Le DOLLAR à 4,84 F. Le DOLLAR à 4,84 F.

La Banque de France est certes intervenue pour tenter de freiner le mouvement. Elle a dû jeter dans la bataille de 100 à 200 millions de DOLLARS, mais l'énorme « psychologique » suivant certains cambistes. En

tout cas, elle n'a pas vraiment mis le paquet et pour supporter les sommes mises en jeu sont énormes. Le commerce extérieur de la France représente 10 milliards de DOLLARS par mois, et le simple déplacement de la barre de règlement est lourd de conséquences. Le phénomène concerne surtout les importations, qui sont payées en devises à hauteur de 60 % environ, alors que les exportations sont libellées en francs à hauteur de 70 %. Les importateurs peuvent acheter à terme leurs devises deux mois à l'avance et, ces jours-ci, ils ne s'en sont pas privés, d'autant plus qu'ils avaient pris un peu de retard, spéculant sur la baisse du DOLLAR. On estime que de tels achats anticipés jetteront

nomiques précises (l'inflation a ralenti et le déficit du commerce extérieur se réduit). Comme on l'a vu, le mouvement de baisse s'est déclenché d'un seul coup prenant de l'ampleur à la suite d'un phénomène de « boule de neige » bien classique. Il semble qu'à l'étranger on ait brutalement pris conscience qu'après tout, la gauche pouvait bien passer, le meilleur financier agissant ainsi pour l'épouvantail de l'inflation et de la chute de la monnaie (le dollar à 8 F ou 7 F.). Ajoutons-y les propos de M. Mitterrand sur la possibilité d'une crise constitutionnelle et ceux de M. Marchais revendiquant des portefeuilles ministériels pour son parti, et le climat est créé. A l'étranger, le DOLLAR, qui s'était ressaisi lundi à l'annonce

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (la ligne intérieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	\$ D.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira
London	—	1,9430	9,5595	3,8131	4,0900	63,4389	4,3768	1688
	—	1,9320	9,3271	3,8332	4,1107	63,8108	4,4115	1684
New-York	1,9430	—	20,3252	58,8554	47,5659	16,627	94,3851	0,11
	1,9528	—	21,1350	59,6329	47,3933	16,8590	11,2377	0,11
Paris	9,5595	4,9288	—	250,78	233,72	15,0889	218,42	5,61
	9,2271	4,7778	—	239,34	224,82	14,6889	209,13	5,41
Zurich	3,8131	1,9425	39,8862	—	93,2384	6,8187	67,1284	2,28
	3,8332	1,9750	41,7812	—	93,6818	6,9416	67,2887	2,27
Frankfurt	4,8900	2,1050	42,7845	107,2611	—	6,4471	93,4517	2,43
	4,1187	2,1100	41,6271	106,8354	—	6,5465	92,3228	2,43
Bruxelles	63,4389	32,6300	6,3631	16,6369	15,3786	—	14,9950	5,71
	63,8108	32,6900	6,9133	16,5511	15,1928	—	14,9616	5,71
Amsterdam	4,3768	225,25	43,7825	111,7770	187,0071	6,8989	—	2,8
	4,4115	228,88	41,8181	111,4307	187,1090	6,8124	—	2,8
Milan	1886,52	950,00	476,42	442,29	417,35	26,3849	385,34	—
	1894,33	958,00	482,62	439,49	411,37	26,3521	384,07	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lire.

peuvent atteindre 2 à 3 milliards de DOLLARS en peu de jours. On comprend donc que les pouvoirs publics soient assez embarrassés devant la brutalité et l'ampleur de ce mouvement que, par certains côtés, ils jugent préjudiciable à la nécessité de freiner et celle de ne pas gêner trop les opérations de commerce extérieur. Ils hésitent à prendre des mesures maintenant des mesures précipitées (voir en page 10).

d'un déficit commercial en nombre inférieur aux estimations à l'effet de fin de semaine, un effet « mécanique » bien connu : les achats de devises par les Français les ont fait monter par rapport au dollar à la fin d'octobre.

On note également une baisse de la livre, en liaison avec la dégradation du climat social Grande-Bretagne.

Sur le marché international, l'or, c'est le calme plat : le 10 de 175 dollars l'once obtenus en enchères mensuelles du Fonds monétaire a été, et le cours l'once est donc resté à ce niveau.

FRANÇOIS RENARD.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

HAUSSE DE L'ÉTAIN ET DU CAFÉ

MÉTAL. — Le réajustement des cours du cuivre a marqué un temps d'arrêt au Metal Exchange de Londres. Ils sont restés, compte tenu de la dépression de la livre sterling, pratiquement à leur niveau le plus bas depuis deux décennies. Le marché a été influencé par la légère réduction des stocks britanniques à 843 325 tonnes (— 1 975 tonnes) et par des expéditions de métal plus importantes vers les États-Unis, ainsi que des droits plus élevés ne frappent le cuivre importé.

Les cours du zinc se maintiennent à de bas niveaux à Londres. La production mondiale de métal est estimée à 6,8 millions de tonnes contre 6,7 millions de tonnes en 1976. Les prévisions formulées par le département américain des mines, un producteur allemand compte rendu le 1^{er} janvier, est de 6,7 à 6,8 millions de tonnes, inférieure de 50 dollars au prix actuel européen. Ce prix est passé de 795 à 700 puis

à 600 dollars la tonne en 1977, supérieur encore de plus de 100 dollars aux cours du marché de Londres.

Léger repli des cours de l'argent à Londres. Les stocks mondiaux de métal ont diminué de 7 % à la fin d'octobre. L'exportation nationale du métal a été la production mondiale, elle a fléchi tant aux États-Unis que dans les autres pays producteurs.

Vire repli des cours de l'étain tant à Londres que sur le marché de Penang. La production mondiale est estimée à 238 000 tonnes pour 1977, soit 3 000 tonnes de plus qu'en 1976, mais elle a été inférieure aux besoins de la consommation.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

chères au lieu de 103 801 dollars à commencement de la saison.

DÉTERMINÉS. — Reprise des cours de café. Deux pays producteurs, le Brésil et le Mexique, n'ont pas pu exporter de leur production nationale de café évaluée la production mondiale de la saison 1977-1978 à 68,35 millions de sacs contre 67,5 millions de sacs pour la précédente saison. Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du métal à la fin de l'année.

Les importations de nos membres de l'accord sont estimées à 55 millions de tonnes en 1977-1978, contre 57 millions de tonnes en 1976-1977 et de 60,2 millions en 1975-1976.

En hausse à Paris, les cours d'acier se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente : aussi des rumeurs faibles d'importations ont fait monter le prix du

